

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°14, Décembre 2009

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION : p. 2

BIOGRAPHIES :

Pupponi Henri (par Hélène Chaubin)..... p. 3

FICHE DE LECTURE :

Les années de jeunesse (1859-1889) ; Jaurès paysan ; Jean Jaurès la CGT, le syndicalisme Révolutionnaire et la question sociale (Raymond Huard).....p. 4

NOTES DE RECHERCHES :

-Multipartisme et compétition interpartisane : l'impossible Front populaire à Béziers (Fabien Nicolas).....p. 6

-Mai 1943, la décapitation de la Résistance languedocienne. Retours interrogatifs sur l'attitude de la police française face au fait résistant (Olivier Dedieu)p. 14

-Les guerrilleros espagnols dans les Pyrénées-Orientales d'août 1944 à mars 1945, les autorités françaises et le contrôle de la frontière (André Balent)p. 24

ERRATUM p. 43

ACTES DE LA JOURNÉE d'ÉTUDES DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON, publicitép. 43

PROPOSITION D'UNE JOURNÉE D'ÉTUDES :

Réinventer la Gauche en Languedoc-Roussillon (Olivier Dedieu)p. 44

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

CEPEL, Faculté de Droit

39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex

olivier.dedieu@univ-montpl.fr

06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69

cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

PUPPONI Henri

Né à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) le 1^{er} janvier 1904, mort à Aix-en-Provence le 26 mars 1980 ; professeur de mathématiques ; militant communiste en Corse puis dans l'Hérault ; dirigeant du Front national à Montpellier (Hérault) et membre du Comité régional de Libération ; conseiller municipal de Montpellier.

Henri Pupponi est né dans une famille originaire de l'Alta Rocca en Corse, qui se réclamait de valeurs de gauche. Son grand-père était anticlérical et franc-maçon. Son père, d'abord militaire de carrière devint ensuite administrateur aux Arts et Métiers à Aix-en-Provence. C'est dans cette ville qu'Henri Pupponi fit des études secondaires. Il obtint ensuite une licence d'enseignement en mathématiques à Marseille. Marié en 1927, il eut deux enfants : Jean, né en 1928, et Madeleine née en 1931 qui devint l'épouse d'Emmanuel Le Roy Ladurie* en 1955. Il débuta comme répétiteur au lycée d'Avignon, puis obtint un poste de professeur à Marseille, au lycée Perrier, avant d'aller exercer à Blois puis à Vienne. Il souhaitait passer l'agrégation mais sa santé délicate l'en empêcha et il dut interrompre son activité professionnelle pendant deux ans. En 1932, il fut nommé au lycée de Bastia où il demeura 5 ans.

Depuis 1924, il était membre du parti communiste auquel il avait adhéré à Marseille. À Bastia, il créa un « Collège du travail » destiné aux ouvriers qui pouvaient y suivre des cours du soir. Il participa à une manifestation politique qui eut lieu au théâtre de Bastia au retour des Corses engagés dans les brigades internationales. En 1939 il fut réformé malgré son désir de s'engager. Comme les autres communistes, il fut l'objet d'une surveillance policière malgré la bienveillance de son ami le commissaire Vallecalle. C'est Henri Pupponi qui amena au parti communiste Simon Vinciguerra qui allait devenir un des dirigeants de la Résistance en Corse. Il quitta Bastia avec le souci de s'établir dans une ville universitaire pour faciliter les études de son fils : la famille s'installa à Montpellier où Henri Pupponi reprit contact avec le parti communiste en janvier 1942. Il avait rencontré des militants à l'occasion de gardes forcées sur les voies ferrées. Il créa le Front national à Montpellier en 1943. La première réunion eut lieu le 3 mai. Le professeur Paul Marres y assistait. Henri Pupponi fut responsable du Comité des intellectuels. Il était plus particulièrement chargé de la propagande. Son fils, qui appartenait aux Jeunesses communistes, entra dans « Défense de la France » comme son ami Louis, le fils de Paul Marres. Louis Marres fut tué le 21 août 1944 en combattant dans les rangs des FFI. Une dénonciation contraignit Henri Pupponi à demeurer dans la clandestinité à partir d'octobre 1943 ; la Gestapo avait arrêté des membres du Comité des intellectuels.

Henri Pupponi fut secrétaire du Comité régional de Libération qui proclama son ralliement à la France Combattante le 17 octobre 1943. Quand le commissaire de la République Jacques Bounin arriva le 20 août 1944 à Montpellier, il résida chez Henri Pupponi (qu'il présente dans ses *Mémoires* comme un ami), avant de pouvoir s'installer à la préfecture. À la fin de 1945, Henri Pupponi était membre du CDL. Quand le socialiste Jean Bène* en quitta la présidence pour se consacrer à celle du Conseil général. Henri Pupponi lui succéda.

Élu au conseil municipal de Montpellier en 1945, il était membre du comité de section de son parti et devint administrateur du journal *La Voix de la Patrie*. Sa fille, Madeleine, rencontra Emmanuel Le Roy Ladurie en 1952 à un Congrès de l'UNEF. Emmanuel et Madeleine se marièrent en juillet 1955 à Montpellier. Henri Pupponi, retraité en 1965, s'installa en 1967 dans les Alpes où il avait des attaches familiales et où il poursuivit des activités municipales. Après l'intervention soviétique à Prague, sans rompre avec le parti communiste, il avait réduit son action militante.

SOURCES : Arch. dép. Hérault, 136 W 25, 406 W 203. — Gérard Bouladou, *L'Hérault dans la Résistance, 1940-1944*, Nîmes, éd. Lacour, 1992, 210 p. — Jacques Bounin, *Beaucoup d'imprudences*, Paris, éd. Stock,

1974, 254 p. —Témoignage de Jean et Madeleine Pupponi (entretien avec Hélène Chaubin en 2009 et correspondance).

Hélène CHAUBIN

* * *

LECTURES CHOISIES :

Jean JAURÈS, *Les années de jeunesse (1859-1889)*, textes présentés et annotés par Madeleine REBÉRIOUX et Gilles CANDAR, Paris, Fayard, 2009, 645 p. –Rémy PECH, *Jaurès paysan*, Toulouse, Privat, 2009, 236 p. –Alain BOSCUS, *Jean Jaurès la CGT, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale*, Toulouse, Institut CGT d'Histoire sociale Midi-Pyrénées, 2008, 86 p.

Le cent cinquantième anniversaire de la naissance de J.Jaurès a donné lieu à de nombreuses publications nouvelles et ce compte rendu ne prétend pas les examiner toutes¹. La plus importante est sans doute la parution, sous la direction de G. Candar et Madeleine Rebérioux (†), du premier volume des *Œuvres* dans la nouvelle édition publiée chez Fayard –non pas le premier publié, mais le premier de la série–. Ce volume est consacré à la formation et aux premiers engagements politiques de Jaurès jusqu'à l'âge de trente ans. On y voit ce jeune homme né dans une famille paysanne, mais de tradition bourgeoise, ce brillant élève qui maîtrise la rhétorique, et qui avoue parfois son goût pour le *farniente* (« me voila devenu épicurien » mars 1883), devenir un homme politique à part entière sans être encore un propagandiste du socialisme. L'intérêt pour la politique, la volonté de s'y mêler apparaît assez tôt chez lui, dès son passage à l'E.N.S. La promotion rapide de ce jeune professeur à la députation, en 1885, grâce au scrutin de liste et sans qu'il soit passé par le « cursus honorum » traditionnel des fonctions locales, le propulse d'un seul coup à d'importantes responsabilités qu'il assume avec une haute conscience. Il ne sera pas réélu en 1889, dans une conjoncture politique plus difficile. Jaurès à cette époque est passionné républicain, nourri du souvenir de la Révolution française qui revient très fréquemment sous sa plume. Si elle s'est affermie, la République française, encore isolée en Europe, est toujours menacée par une droite aux aguets, et bientôt par les ambitions du général Boulanger. La République fondée sur le suffrage universel (uniquement masculin certes, mais cela ne préoccupe pas encore Jaurès), c'est pour lui « en droit, le gouvernement par excellence ». Elle réalise dans l'ordre politique la souveraineté populaire, et cet acquis lui paraît décisif et prometteur d'autres conquêtes. Les textes de Jaurès de cette époque, lettres familières, discours parlementaires ou autres, nombreux articles de presse –dans *la République française*, *la Dépêche* (Toulouse), *Dépêche* (Toulouse), *l'Avenir du Tarn*– ont été regroupés sous sept rubriques thématiques, chacune précédée d'une brève, mais pénétrante présentation : les études, Jaurès et ses amours, les campagnes électorales, enseignement-culture-laïcité, politique générale, politique extérieure militaire et coloniale, la question sociale. Ils permettent d'apercevoir exactement où se situe Jaurès à cette date, dans la majorité gouvernementale opportuniste certes, avec un Ferry ou un Sadi Carnot, mais avec une grande indépendance d'esprit qui le conduit à refuser les expédients de gouvernement, à vouloir toujours que l'opinion soit juge des questions fondamentales exposées clairement devant elle. A mesure qu'on s'approche de la fin de cette période, on saisit une évolution de la pensée jaurésienne. Il est loin d'être encore socialiste, il estime que la République peut assurer « un progrès sans convulsions, sans ébranlements », dans la fraternité (septembre 1888), que les intérêts des patrons et ceux des ouvriers peuvent être harmonisés, mais tout en étant très conscient des faiblesses bien réelles à l'époque de la politique ouvrière et socialiste, il est de plus en plus attentif aux préoccupations de la classe ouvrière, soucieux de la voir s'organiser solidement en syndicats et acquérir au sein de la République la protection nécessaire des pouvoirs publics. Il

¹ Sont parus aussi à l'occasion de cet anniversaire une nouvelle biographie de Jaurès par J. Sagnes, un volume rassemblant l'ensemble des articles écrits par Jaurès pour *La Dépêche* de Toulouse, ainsi qu'une étude sur Jaurès conseiller municipal de Toulouse.

commence à raisonner en termes de classe, même si ce n'est que pour décrire la société qu'il a sous les yeux. Il est sensible à la domination qu'exerce, sur la société, la couche supérieure de la bourgeoisie capitaliste, envisage un dépassement de la situation actuelle par l'introduction de la souveraineté populaire dans le domaine de la production. Journaliste très pédagogue, orateur persuasif, le voici prêt par la qualité de sa réflexion, à assumer désormais un rôle de leader national.

Rémy Pech, professeur à l'Université de Toulouse – Le Mirail nous propose de son côté, sous un titre un peu provocateur, un *Jaurès paysan*. Celui-ci ne se qualifiait-il pas de « paysan cultivé » et son physique n'incarnait-il pas une « solide force terrienne » (S. Zweig) ? Mais celle-ci ne s'incarnait guère, d'après Jaurès lui-même, dans les travaux des champs. R. Pech examine successivement les attaches paysannes de Jaurès, sa contribution notamment à l'occasion du meeting de Fleurance (8 avril 1894) et du discours à la Chambre de juillet 1897, à la définition d'un socialisme agraire, son action plus quotidienne à la Chambre des députés pour la défense des paysans. Il montre que Jaurès est particulièrement attentif au sort des paysans les plus pauvres, –métayers, journaliers, petits fermiers petits propriétaires– dont il cherche à améliorer le niveau de vie. Pour l'avenir, assez partagé comme les socialistes de cette époque, entre l'orthodoxie collectiviste et le réalisme, il pense qu'il faut protéger et maintenir la petite propriété existante, mais que la coopération à laquelle il s'intéresse de plus en plus au cours du temps, pourra concerner en priorité les non-propriétaires qui bénéficieraient de la nationalisation des grands domaines ruraux. Si le chapitre IV, « Les paysans dans l'éthique socialiste », déborde assez largement le thème étudié, il n'en contient pas moins de belles pages sur « le sens de la terre » chez Jaurès –on trouvera aussi d'intéressantes notations sur ce point dans le livre recensé ci-dessus–. Enfin Rémy Pech examine l'intérêt porté par Jaurès à la culture occitane, intérêt qui apparaît limité si l'on en juge par les références mentionnées, avec toutefois un regain un peu avant 1914. Jaurès qui appréciait la langue occitane et savait l'utiliser à bon escient, ne croyait d'ailleurs pas à son avenir, comme bien des républicains de cette époque. Il est visible aussi à travers ce livre que Jaurès, de plus en plus absorbé par des préoccupations nationales et internationales, ne s'intéresse plus guère aux problèmes agricoles après 1908. Focalisé sur son sujet, R. Pech ne situe peut-être pas suffisamment la place de la préoccupation terrienne dans l'ensemble de l'activité de Jaurès, place qui, au final, se révèle tout de même assez modeste. L'ouvrage est complété par un dossier de textes, notamment des articles de *La Dépêche* sur divers aspects du sujet. Amoureux lui aussi de la terre, R. Pech était tout désigné pour faire ressortir cet aspect de Jaurès. Quant au présent, il nous livre une conclusion assez pessimiste, malgré quelques lueurs d'espoirs sur l'état actuel du monde agricole.

Sous le titre, *Jean Jaurès, la CGT, le syndicalisme révolutionnaire et la question sociale*, Alain Boscus, maître de conférences à l'Université de Toulouse – Le Mirail, publie une version révisée et augmentée, joliment éditée, d'une communication prononcée en 2006, au colloque : « La Charte d'Amiens a cent ans ». Elle est importante à deux égards. D'une part, parce qu'elle réagit contre une tendance, trop fréquente, lorsqu'on étudie Jaurès, à évacuer le social (A. Boscus polémique courtoisement à ce sujet avec J.-N. Jeanneney, M. Winock ou J.-P. Rioux) et d'autre part, parce qu'elle nous rappelle que les idées de Jaurès ont évolué au cours du temps et ne doivent donc pas être considérées comme un tout immuable. Dans le rapport de Jaurès au mouvement social et ouvrier, cette évolution est très sensible, et A. Boscus le montre avec brio. Il distingue dans la vie de Jaurès trois principales périodes : d'abord celle qui va de 1892 à 1899, époque où Jaurès rencontre la classe ouvrière. Présent alors sur tous les fronts du militantisme ouvrier, il acquiert du crédit auprès des travailleurs par son action de terrain. Il fait un gros effort théorique et intellectuel pour donner un contenu pratique au socialisme collectiviste et révolutionnaire. Il ne rejette pas en bloc la grève générale, mais apparaît tout de même comme réformiste aux yeux des dirigeants ouvriers. De 1899 à 1905, c'est en revanche « le creux de la vague » : Jaurès, très impliqué dans la défense de la République, adhère au millerandisme, propose une méthode « étapiste et graduelle » de la transformation sociale, s'oppose au mythe de la grève générale, caressé par les militants ouvriers. Très contesté par les dirigeants, il garde cependant par son activité la confiance des travailleurs. À partir de 1905, l'évolution de Jaurès est sensible. Il considère alors que, les problèmes politiques et religieux étant résolus au moins pour un temps avec le triomphe des républicains et la Séparation, c'est la question sociale qui, sur le plan intérieur, prend désormais le pas sur toutes les autres. De son côté la CGT évolue aussi à la fois sur la plan théorique et pratique. Socialisme et syndicalisme se rapprochent et Jaurès est un artisan attentif de ce rapprochement, que facilitent aussi la critique de la politique coloniale et la lutte contre la guerre. Pour bien situer l'état final de ce rapprochement, A.

Boscus distingue trois axes. Celui des « conceptions communes » aux deux parties : anticléricalisme, recherche de l'émancipation du prolétariat et volonté de sortir du capitalisme, affirmation du rôle autonome, politique, social et économique de la classe ouvrière, valeur du travail, idées théoriques fondamentales (théorie de la valeur, lutte des classes, rôle historique du prolétariat). L'axe des « convergences » comprend la grève générale désormais intégrée au combat pacifiste, le refus de diaboliser l'État qui doit au contraire être utilisé au service de la classe ouvrière, l'attention plus grande du syndicalisme à la démocratie notamment dans ses rangs, l'action commune entre le syndicalisme et la SFIO. Enfin un domaine d'« idées opposées » demeure. Jaurès récuse l'ouvriérisme, l'antiparlementarisme, l'antipatriotisme, le sabotage et la violence (tout en comprenant cette dernière dans certaines conditions). Jaurès a su maintenir le contact avec la classe ouvrière, mais sans concession opportuniste. N'a-t-il pas minimisé cependant le danger de la parlementarisation et de la bureaucratisation de l'État républicain ? Et de son côté, le syndicalisme n'a-t-il pas sous-estimé l'importance et la pénétration en profondeur de l'idéologie républicaine en milieu ouvrier ? Telles sont les questions que pose A. Boscus pour finir. Cet ouvrage, alerte, très agréable à lire, est aussi très convaincant.

Raymond HUARD

* * *

NOTES DE RECHERCHES :

MULTIPARTISME ET COMPÉTITION INTERPARTISANE : L'IMPOSSIBLE FRONT POPULAIRE À BÉZIERS

La victoire électorale du Front populaire en mai 1936 est largement perceptible en Bas-Languedoc et en Roussillon¹. Dans l'Hérault, ce ne sont pas moins de six députés sur sept élus qui sont issus des rangs du PRRRS (Parti républicain radical et radical-socialiste) (2), de l'Union des Socialistes Républicains (USR) (1) ou de la SFIO (3)². Le septième député Paul Boulet, maire de Montpellier élu sur la 1^{er} circonscription de Montpellier, est membre de la Jeune République³. C'est une formation démocrate-chrétienne qui combat la droite extrême⁴ qui est signataire du cartel électoral du Front populaire mais qui dans le système partisan de la III^e République n'est pas forcément classée à gauche. Dans l'Hérault, Paul Boulet gère sa mairie avec les socialistes SFIO.

Dans l'arrondissement de Béziers, les trois députés sont le radical-socialiste Auguste Albertini dans la première circonscription, le socialiste SFIO Fernand Roucayrol dans la seconde et Edouard Barthe dans la troisième, élu sous l'étiquette de l'USR⁵. Les circonscriptions de Béziers sont caractéristiques de cet ensemble, territoire politique, dénommé «Midi rouge»⁶. La compétition entre partis politiques de gauche, conséquence du multipartisme rend à Béziers le cartel électoral, Front populaire, impossible. Cette ville est électoralement une citadelle électorale du radicalisme

Ceux-ci détiennent la mairie de Béziers depuis 1904, ainsi que tous les sièges de conseillers généraux et de conseillers d'arrondissement mais n'ont depuis les élections législatives de 1932 aucun

¹Marianne CARON, *Le Front populaire dans le Bas-Languedoc et le Roussillon*. Montpellier, Thèse d'histoire de 3^{ème} cycle, 1973, 680 p.

²Jean-Paul SCOT, *Le Front populaire et les élections législatives de 1936 dans l'Hérault*. Montpellier III, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, 1966, 235 p. ; Danielle SCEMANA, *Le Front populaire et les élections législatives de 1936 dans l'Hérault*. Université de Paris, Mémoire pour le Diplôme d'études supérieures (dir. Maurice Duverger), 1968, 98 p.

³Pierre COUTTENIER, *Religion et politique à Montpellier 1934-1935*. Montpellier III, Mémoire de maîtrise d'Histoire contemporaine (dir. Gérard Cholvy), 1974, 159 p.

⁴Philippe SECONDY, *La "Droite extrême" dans l'Hérault (1890-1944). Sociologie historique d'une "configuration politique"*. Université de Montpellier I, Thèse en Science Politique, 2001, 726 p., 2 tomes.

⁵AD Hérault, 3. M. 1249-1254. Elections législatives 26 avril et 3 mai 1936.

⁶Paul ALLIES, "Un Midi en voie de banalisation politique ?" dans *Pôle Sud, revue de Science Politique*, n°2, 1995, pp. 3-14 ; Jean SAGNES, *Le Midi rouge, mythe et réalité. Études d'histoire occitane*. Paris, Éditions Anthropos, 1982, 310 p.

député dans l'arrondissement¹. L'échec législatif de 1932 est consécutif à une intense compétition intrapartisanne à l'intérieur du PRRRS qui profite à son unique concurrent électoral la SFIO². Le cas d'Edouard Barthe résume à lui seul l'ambiguïté entre «*radical-socialisme*» et «*social-radicalisme*» et la compétition à laquelle se livrent la SFIO et le PRRRS dans le Biterrois³. C'est cette compétition acharnée entre les deux principaux partis de gouvernement qui rend à Béziers, le *Front populaire* impossible. En effet, les prémices des mobilisations du Front populaire n'obéissent pas à Béziers au même registre d'action que dans l'ensemble des régions⁴ et du pays⁵. La lutte antifasciste n'est pas un ciment unitaire loin s'en faut, les élections législatives de 1936 soulignent avec force l'intense compétition interpartisanne à gauche entre le PRRRS et la SFIO, rivalité régulée, électoralement, par l'ensemble des autres forces politiques agissant sur ce territoire politique tant de gauche que de droite ou même de droite-extrême. Cette concurrence est perceptible lors des élections municipales de 1935, là où pourtant se forment les prémices du Front populaire à Paris⁶, jusqu'aux dernières élections politiques générales de la III^e République, les élections cantonales de 1937. La compétition électorale est dominée à Béziers par la place et le rôle que revendique chacun des partis politiques dans cette alliance entre parti de classe, parti interclassiste et parti de défense du régime politique.

Le possible face à l'impossible : le Front populaire victorieux dans le Biterrois ?

Les élections législatives d'avril-mai 1936 sont l'occasion de mettre en évidence d'une part les ressorts politiques de toutes les circonscriptions du Biterrois et de s'interroger d'autre part sur les impossibilités locales des partis de gauche à conclure un cartel électoral comme lors des élections législatives de 1924, qui se déroulaient au scrutin de liste et non pas au scrutin uninominal.

Les élections législatives dans les circonscriptions :

Dans la première circonscription de Béziers, qui comprend d'ailleurs une partie de la commune de Béziers, plusieurs candidats sont en lice : le radical-socialiste Auguste Albertini, maire de Béziers, le socialiste SFIO, député sortant, Léon Baylet, Louis Dance pour l'USR et le communiste Joseph Lazare. Dans cette configuration particulière, l'élection au premier tour d'Auguste Albertini atteste de l'hégémonie électorale radicale-socialiste dans cette circonscription. Ce candidat arrive d'ailleurs en tête dans tous les cantons de la circonscription. Auguste Albertini cumule alors les mandats de maire et de député auxquels il faut ajouter celui de conseiller général du canton de Béziers I. Il fait réellement figure de *leader* politique profitant de la solidité du vote des électeurs en faveur des candidats radicaux-socialistes.

Dans la deuxième circonscription de Béziers, les mêmes forces politiques se retrouvent en présence, le PRRRS (Émile Claparède), la SFIO (Fernand Roucayrol), l'USR. (Jean Félix) et la SFIC (Section Française de l'Internationale communiste) (Henri Roqueblave). Dans ce cas, le résultat est moins net en faveur d'une de ses formations. Il faut d'ailleurs deux tours de scrutin pour départager les candidats. Au premier tour, Émile Claparède arrive en tête dans deux cantons (Béziers II, Olonzac) sur cinq, Fernand Roucayrol un (Capestang) et Jean Félix, deux (Agde, Saint-Chinian). Le candidat communiste ne parvient pas à participer à cette lutte à trois, à l'issue de laquelle, les trois candidats ne sont pas séparés par plus de 300 voix⁷. Si le vote en faveur de la famille radicale n'est pas majoritaire, comparé à celui en faveur de la famille socialiste (SFIO et USR), il peut en revanche profiter de la rivalité «interne» aux formations socialistes concurrentes. *Le Petit Méridional*, journal radical-

¹Fabien NICOLAS *Ressources privées et mobilisation politique: la construction du Parti républicain radical et radical-socialiste à Béziers (1901-1939)*. Montpellier I, Thèse de Science Politique, 2004, 614 p.

²Bernard COLL, *Les Élections législatives de 1928 à 1932 dans l'Hérault*. Montpellier III, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, dir. Robert Laurent, 1967.

³Fabien NICOLAS, «Parti et système de partis dans les années 30 : entre clientélisme et revendication sectorielle en Midi Rouge, le *Barthisme*», *Sociabilité et politique en milieu rural*, dir. Annie Antoine et Julian Mischi. Rennes, PUR, 2008, pp. 169-178.

⁴Georges DAUGER, *Aux origines du Front populaire dans la Creuse : contribution à une ethnohistoire des comportements politiques*. Guéret, 1986, 200 p. ; François MARLIN, *Pour la République, la paix, la laïcité : le Front populaire en terre radicale*. Paris VIII, Thèse d'Histoire, 1994, 1144 p..

⁵Jacques KERGOAT, *La France du Front populaire*. Paris, La Découverte, 2006, 414 p. ; Frédéric MONIER, *Le Front populaire*. Paris, La Découverte, 2002, 124 p.

⁶Yvan COMBEAU, «Les Elections municipales de 1935 : actes de naissance du Front populaire» dans *Information historique*, 1994, vol. 56, n°5, p. 195-200.

⁷ADH 3 M. 1253, Résultats premier tour, J. Félix (U.S.R.), 5 512 voix, F. Roucayrol (S.F.I.O.), 5 797 voix, É. Claparède (P.R.R.R.S), 5 748 et H. Roqueblave 2 570.

socialiste, commente ainsi ce pluralisme de candidature, “on ne comprenait pas bien la raison de ce maintien des trois candidatures, si des raisons de politique municipale à Béziers ne les inspiraient”¹. Le deuxième tour de scrutin met en présence les trois candidats, dont deux se réclament ouvertement hostiles à la politique du Front populaire, Émile Claparède et Jean Félix face à un partisan de cette alliance Fernand Roucayrol qui profite du désistement du candidat communiste en sa faveur². Fernand Roucayrol arrive en tête au deuxième tour dans trois cantons (Agde, Béziers II, Capestang) sur cinq. Cette élection souligne un «refus» du Front populaire et son impossible mise en place due à la rivalité électorale des forces de gauche dans le Biterrois.

Dans la 3ème circonscription, celle où Édouard Barthe est élu depuis 1910³, l'offre électorale est moins importante. Ce sont trois candidats qui s'affrontent un communiste, Durandeu, un socialiste SFIO Jules Milhau et un socialiste USR Édouard Barthe, élu dès le premier tour. L'absence d'un candidat radical-socialiste s'explique par l'affirmation du PSDF (Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès), composant de l'USR dans le système politique biterrois. Ce parti à Béziers peut être considéré comme un parti satellite du PRRRS qui joue alors pleinement son rôle celui d'une «formation alliée, courroie de transmission qui assure la pénétration de milieux sociaux dans lequel «le parti principal» n'est pas implanté»⁴. Par cette stratégie, les radicaux-socialistes biterrois peuvent contenir la progression électorale de la SFIO. Dès 1929, le journal monarchiste, *L'Éclair* la souligne tout en la critiquant : «Suchon est élu, ainsi que ses candidats, mais il a dû, pour obtenir ce résultat, se délester de deux poids lourds, en sacrifiant deux adjoints, se faire appuyer par Barthe, dont il devient l'instrument (...)»⁵. Les alliances électorales mettent en scène à la fois les rivalités partisanes, intra-partisanes et territoriales du système politique local.

Un modèle électoral spécifique en Midi rouge :

Ces exemples sont éloquents. Aucun candidat ne se réclame de partis de droite ou de droite-extrême pourtant actifs dans l'Hérault⁶, seul des candidats membres des partis appartenant au cartel électoral du Front populaire s'affrontent. Cette situation loin de mettre en évidence l'unité cartelliste du Front populaire accentue les divisions entre partis de gauche car les candidats ont besoin de se démarquer les uns des autres. Lors du deuxième tour dans la deuxième circonscription de Béziers, tout l'enjeu est de faire passer l'adversaire pour le candidat de la réaction. Cette «rivalité» électorale est dénoncée par la publication dans *Le Petit Méridional* d'un communiqué de la direction nationale du PRRRS, “le Comité exécutif du Parti radical déclare maintien de la candidature Claparède, contraire aux décisions du parti national et invite les électeurs radicaux à voter Roucayrol, candidat désigné par le suffrage universel pour battre la réaction”⁷. Ce communiqué clair semble seulement méconnaître les dimensions locales de l'offre politique. Qui peut-être le candidat de la réaction ? Selon le vote des électeurs, ce sont les candidats battus, Émile Claparède et Jean Félix. Leurs hostilités au Front populaire d'une part, mais aussi leurs statuts d'élus (Jean Félix est député sortant et Claparède, adjoint au maire de Béziers) font d'eux des partisans de l'ordre, ce qui les classe à “droite” de leur adversaire du moment, Fernand Roucayrol.

Contre

-la dictature du prolétariat.
-le collectivisme avec la socialisation
-le désarmement isolé de la France
-la révolution sociale, génératrice de misère et de fascisme
-l'office des vins chimérique
-les aventures financières (des partis révolutionnaires)

¹*Le Petit Méridional*, 1^{er} mai 1936.

²Jean-Paul SCOT, *Le Front populaire*, op. cit., p. 217.

³Paul ALLIES, “Les Élections législatives du 24 avril 1910 dans la circonscription de Pézenas-Bédarieux. Changements politiques et continuité notabiliaire”, *Études sur Pézenas et l'Hérault*, XI, 1980, 4, p. 29-41.

⁴Frédéric ZALESWSKI, «L'Improbable autonomisation d'un «parti satellite». Réflexions sur les rapports de pouvoir entre le ZSL et le PZPR dans la Pologne communiste (1949-1989)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, II, 2, avril-juin 2002, p. 83.

⁵*L'Éclair*, 14 mai 1929.

⁶Philippe SECONDY, “Regard sur le fascisme dans l'Hérault. La difficile implantation du Parti Populaire Français (1936-1944)”, *Études héraultaises*, vol. 30-31-32, 1999-2000-2001, p. 253-265,

⁷*Petit Méridional*, 28 avril 1936.

Document 1 : affiche électorale d'A. Albertini¹.

Les candidats radicaux-socialistes sont localement hostiles au Front populaire. Cet exemple met en évidence toute la difficulté de classer les candidats puis les élus dans une dimension multiscalaire. Pour Marianne Caron-Leulliez, l'absence d'un candidat, lors des élections législatives de 1936, de l'ADR (Alliance démocratique et républicaine), dans la première circonscription de Béziers obéit à une volonté d'«éviter les candidatures de diversion qui pourraient mettre inutilement en danger un radical dont les opinions sont sûres et les chances sérieuses»². Cette interprétation d'un «Front national» opposé au «Front populaire» sans être fausse n'est pas juste.

En effet, le positionnement politique d'Auguste Albertini, d'une part durant sa campagne électorale, où il propose d'apporter de «l'aide aux vieux, aux exclus, aux anciens combattants, aux mutilés, aux jeunes, aux familles nombreuses»³, et d'autre part «depuis deux ans où il affiche son hostilité à l'extrême-gauche socialo-communiste»⁴ fait de lui avant tout un candidat des «classes moyennes». Il cumule ainsi deux ressources importantes : «candidat de classe» et forte implantation partisane locale. Celles-ci ne peuvent être revendiquées par un candidat de l'ADR. Il s'agit bien là de l'occupation de l'espace politique en direction des «classes moyennes» lors de sa campagne électorale, il se déclare d'ailleurs «Contre». La position d'Auguste Albertini n'est pas seulement pragmatique et consécutive de l'apparition d'une liste de l'ADR lors des municipales de 1935. Elle suit également la thématique solidariste de Léon Bourgeois. En 1934, Auguste Albertini fait explicitement référence à cette idéologie lors de l'ouverture du congrès fédéral de son parti en déclarant : «le Parti radical est un parti social qui doit s'efforcer de diminuer les souffrances humaines et affranchir les travailleurs en supprimant les barrières sociales»⁵. Il «incarne (alors) aux yeux de l'extrême-gauche héraultaise, la duplicité même du radicalisme qui, sous couleur de républicanisme avancé, s'entend avec la droite pour vaincre aux élections et devient le prisonnier de la réaction. Tout au long de l'année, socialistes et communistes l'ont accusé de collusion avec le fascisme : alors qu'il tolérait des meetings d'Action française, il faisait intervenir la police contre les manifestants antifascistes»⁶. Cette collusion entre toutes les forces hostiles à la «classe ouvrière» est dénoncée par la presse socialiste : «tous les résidus des partis soi-disant démocratiques, s'intitulant rassemblement républicain-socialiste à Montpellier, à Agde et dans diverses communes, prenant quelque fois l'étiquette d'antifascistes, cherchent une fois de plus à tromper la classe ouvrière. Le député Félix et tout le Parti néo-socialiste veulent à tout prix empêcher les vrais démocrates, les vrais antifascistes trompés encore par eux, de rallier le front de combat»⁷. En dépit de la victoire électorale de candidats reconnus nationalement comme appartenant au Front populaire, celui-ci semble impossible à Béziers à cause de l'hégémonie électorale de la gauche et de la concurrence électorale à laquelle se livrent ses principaux partis.

De l'impossible au possible : l'affirmation de la SFIO au temps du Front populaire :

La situation spécifique du Biterrois rend la possibilité de l'existence d'un Front populaire impossible. Cette concurrence commence dès 1934 avec la mise en place des mobilisations anti-fascistes et de défense de la République où aucune des formations politiques de gauche ne veut être instrumentalisées par sa concurrente afin de ne pas perturber l'équilibre du système politique local. Pourtant celui-ci sera ébranlé avec la victoire électorale en 1937 d'un socialiste SFIO sur un canton détenu depuis plus d'un demi-siècle par les radicaux-socialistes.

¹Jean-Paul SCOT, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 182 et Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 511 : «la collaboration des fermes républicains partisans de l'ordre, de la réforme, de l'autorité de la nation ... contre la dictature du prolétariat, le collectivisme avec la socialisation des moyens d'échange et de production, le désarmement isolé de la France, la révolution sociale, l'office du Vin chimérique, les aventures financières».

²Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 517.

³Jean-Paul SCOT, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 181.

⁴Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 511.

⁵*Petit Méridional*, 8 janvier 1934.

⁶Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 381.

⁷*Travailleur du Languedoc*, 27 avril 1935.

Une défense de la République non unitaire :

La défense de la République est un des thèmes, comme l'anticléricalisme qui peut être mobilisateur pour toutes les formations de gauche et leurs sympathisants en terre rouge¹. Pour autant, à Béziers, les faits démentent cette position toute théorique: «le 4 mars 1934, une manifestation destinée à riposter à un meeting de l'Action française avait rassemblé 1 500 personnes, à la tête desquelles on voyait des responsables de tous les syndicats, les dirigeants de la SFIO, du rayon communiste, des JLR, des Républicains-socialistes. Le cortège se heurta à la police, à la tête de laquelle était le maire radical Albertini»². Pourquoi les radicaux-socialistes autour d'Auguste Albertini empêchent-ils cette mobilisation antifasciste? Les rivalités partisans sont certainement le motif d'explication. En Languedoc, pourtant, il se développe en dépit de cette conjoncture difficile un sentiment parmi la population, dénommé par Marianne Caron-Leulliez, le «courant unitaire de février». L'attitude des radicaux-socialistes, et surtout de leurs dirigeants n'est pas uniforme. Ils semblent être les grands absents de ces rassemblements. Ils sont actifs aux côtés des autres organisations de gauche seulement dans trois villes : Nîmes, Bédarieux et Lézignan-Corbières où le député maire Castel qui est aussi président de la Fédération radicale de l'Aude est à la tribune du meeting³. Une des conséquences des événements de février 1934 est certainement après la mobilisation pour les manifestations du 12 février, la structuration partout en France du mouvement et sa tentative de pérennisation. À Béziers, deux mouvements sont créés le Comité de lutte contre la guerre et le fascisme et le Comité antifasciste. Au but résolument identique, ils diffèrent dans la composition des structures adhérentes. Le premier créé dès 1933 est un «satellite» de la SFIC. L'autre, créé en avril 1934 regroupe les JLR, la Ligue des droits de l'homme, le PSDF et le PRRRS⁴. Toutes ces organisations sont en partie liées avec le radicalisme. Toutefois, rarement le PRRRS participe directement à la fondation d'un comité antifasciste. «Selon l'état des forces politiques de l'endroit, les communistes, les socialistes, les Jeunesses laïques et républicaines, les membres de la Ligue des Droits de l'Homme ou des groupes Jean Jaurès⁵ appellent leurs camarades de tous les partis de gauche, les «républicains», les inorganisés à participer avec eux à la lutte, sur la base d'un programme dont on retrouve un peu partout les mêmes éléments : dissolution des ligues et arrestation de Jean Chiappe (accompagné parfois de celle de Tardieu), opposition au gouvernement d'Union nationale (une solution de rechange apparaîtrait avec la dissolution de la Chambre et le vote de la représentation proportionnelle), lutte contre le militarisme, satisfaction des revendications des ouvriers et des chômeurs, défense des intérêts des petits viticulteurs»⁶. La création du Comité de vigilance antifasciste de Boujan-sur-Libron doit retenir notre attention même s'il est affilié au Comité Amsterdam-Pleyel. Né de l'initiative des militants de celui de Béziers, il est un exemple de l'essaimage des structures associatives participant au champ politique. Toutefois, le «comité-mère» est en butte aux critiques du député socialiste Fernand Roucayrol. Celui-ci lors d'un meeting des femmes socialistes, n'hésite pas à déclarer au sujet du Comité Amsterdam-Pleyel «*qui est aux mains des organisations communistes sous leurs différents aspects. Quant aux inorganisés, ou bien ils sont pratiquement d'accord avec le Parti communiste sous une apparence neutralité, ou bien, s'ils n'ont pas encore trouvé quelle opinion politique est la leur, ils n'ont guère le droit de donner des directives aux autres*»⁷. À Béziers, la gauche non communiste n'a alors plus qu'une solution essayer de lancer un comité antifasciste concurrent. Cette initiative revient aux JLR (Jeunesses laïques et républicaines) qui le 4 avril envoient une convocation aux Radicaux-Socialistes, aux Socialistes de France, à la SFIO, aux Anciens Combattants Républicains, à la LDH, aux syndicats autonomes et à la CGT⁸. L'entente se révèle immédiatement impossible. La CGT refuse toute adhésion à un organisme politique par fidélité à l'autonomie de la classe ouvrière et à la Charte d'Amiens ; le délégué des syndicats autonomes, qui

¹Jacques GIRAULT, *Le Var rouge : les Varois et le socialisme de la fin de la Première guerre mondiale au milieu des années 1930*. Paris, 1995, 861 p.

²*Le Petit Méridional*, 5 mars 1934.

³Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 186.

⁴*Le Petit Méridional*, 26 avril 1934.

⁵Le Parti radical est très rarement partie prenante dans la constitution de ces comités.

⁶Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 203.

⁷*Petit Méridional*, 9 avril 1934, *Aube Socialiste*, 15 avril 1934

⁸Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 208.

adhère déjà au Comité Amsterdam-Pleyel, refuse d'entrer dans un comité d'où les communistes et les unitaires ont été volontairement exclus. Fernand Roucayrol fait de plus preuve de la plus grande intransigeance à l'égard des néo-socialistes et des radicaux, « *on ne peut à la fois préparer le fascisme en le soutenant au gouvernement, et le combattre efficacement dans le pays* »¹. « Le Comité de Vigilance de Béziers est mort-né. Cet échec a plusieurs raisons : le Parti communiste est beaucoup moins fort dans l'Hérault que dans le Gard, et la crainte qu'il inspire n'a pas suffi à faire taire les divergences de la gauche non communiste; la fédération socialiste de l'Hérault, depuis la scission *néo*, est très jalouse de sa pureté, refuse les compromissions avec les radicaux, et déteste par-dessus tous les renégats ».

Le radicalisme biterrois est antifasciste mais il est avant tout « *un appel au calme intérieur, dans l'ordre républicain* » selon le mot d'Emile Claparède, conseiller municipal de Béziers, conseiller d'arrondissement de Béziers II, responsable fédéral du Parti républicain radical et radical-socialiste et candidat lors des élections législatives de 1936 sur la circonscription de Béziers II². Il semble que le refus du radicalisme languedocien du Front populaire soit essentiellement motivé par le fait de vouloir garder ses distances avec les autres formations de gauche qui sont les véritables concurrentes lors des élections. Il n'y a donc pas une position du Parti républicain radical et radical-socialiste par rapport au Front populaire. Durant la crise des années 30, les radicaux biterrois affirment leurs positions de gardiens de la citadelle ~~puisque~~ en refusant de participer aux mobilisations conjointes, en organisant de leurs côtés leurs propres réponses, afin de conserver leur fief électoral.

L'unique défaite de la famille radicale, octobre 1937 :

Le scrutin du 10 octobre 1937 pour désigner le Conseiller d'Arrondissement du canton de Béziers II est sans aucun doute l'élection la plus atypique du territoire politique considéré. Quatre candidats sont en lice, trois représentant les partis politiques de gauche (le radical-socialiste, Emile Aïn, conseiller municipal de Béziers, le socialiste, Aimé Mathieu, maire de Vendres et le communiste, Etienne Fabre) et un le PPF (Parti Populaire Français), François Vernet³. L'aspect particulier de cette élection est dû à la tentative d'implantation électorale décidée par le Parti Populaire Français⁴. François Vernet, ouvrier aux Etablissements Fouga de Béziers est un candidat national anti-marxiste, membre du PPF, soutenu par le PSF (Parti Social Français)⁵. Le conseiller d'arrondissement sortant Émile Claparède, n'ayant pas souhaité se représenter, le Congrès radical a décidé de présenter le « *citoyen Émile Aïn, conseiller municipal de Béziers, républicain sincère, radical-socialiste de toujours* »⁶. Les motifs du désistement d'Emile Claparède candidat malheureux aux élections législatives de 1936, sont sans doute à chercher dans son opposition reconnue au Front Populaire. En effet, il s'agit bien du thème majeur lors de cette campagne électorale. Le Comité de campagne d'Aimé Mathieu s'étonne que « *les déclarations du citoyen Aïn ne renseignent guère les électeurs sur la politique qu'il défend, à deux jours du scrutin, il n'a pas encore indiqué son attitude personnelle sur la politique et le programme du rassemblement populaire* »⁷. La composition du comité de campagne d'Emile Claparède est significative de l'unité du PRRRS autour de sa candidature⁸. Lors de ces réunions électorales, le candidat radical insiste sur « *la défense des institutions républicaines, le respect de la légalité, les réformes sociales, le besoin de finances saines, la Paix au-dedans et au-*

¹*Aube Sociale*, 15 avril 1934.

²Danielle SCEMANA, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 51.

³ADH. 3. M. 1808. Élections au Conseil d'Arrondissement de Béziers II, 10 octobre 1937.

⁴ADH 3 M. 1812, Le Sous-Préfet de Béziers à Monsieur le Préfet de l'Hérault, 29 juillet 1937 : « (...) *Le Parti Social Français, en plus de ses conférences mensuelles d'information, plus particulièrement importantes à Béziers, cherche des adhérents dans les communes. Il en est de même du P.P.F. qui obtient toutefois, jusqu'ici, des résultats assez insignifiants, peut-être à cause du peu d'autorité ou de la manière brutale de certains de ses dirigeants locaux* ».

⁵« 2^{ème} Canton de Béziers », *Le Petit Méridional*, 1^{er} octobre 1937.

⁶« Congrès radical-socialiste des 1^{er} et 2^e cantons », *Le Petit Méridional*, 20 septembre 1937.

⁷« 2^{ème} Canton de Béziers, Candidature Aimé Mathieu S.F.I.O. », *Le Petit Méridional*, 8 octobre 1937.

⁸« Congrès radical-socialiste des 1^{er} et 2^e cantons », *Le Petit Méridional*, 20 IX 1937 : « *Président d'honneur Blanchon, conseiller général du 2^e canton; Président, Claparède; Vice-présidents, Rodrigues, maire de Cazouls-les-Béziers, Vidal, maire de Sauvian, Audoux, maire de Sérignan, Fabre, maire de Valras, Blanquie, maire de Lespignan, Didas, maire de Colombiers, Chaix, professeur de Philosophie au lycée, Lignon, président des J.R.S, Subra, Vignon, Ricateau, adjoints au maire de Béziers, Gleizes, Delmas, Rey, Bessech, conseillers municipaux; secrétaire général : Gieule; trésorier : Gros, conseiller municipal de Béziers* ».

dehors, l'Union des Républicains et la discipline républicaine"¹. Cette candidature s'inscrit dans la ligne politique du PRRRS à Béziers : aucune déclaration favorable au Front Populaire, certainement pour ne pas heurter les électeurs nationaux qui n'ont pas de candidat habituellement. *Le Travailleur du Languedoc* dresse un portrait sans concession du candidat Vernet, "nous n'avons été nullement surpris d'apprendre par la presse régionale quel candidat représentait aux élections cantonales le Parti Populaire Français, le parti hitlérien d'origine. Cet ex-socialiste, François Vernet, malheureusement pour lui, aimait et aime toujours les bonnes bouteilles et la bonne vie. (...) Le PPF puise dans la poubelle des autres partis leur gloire, Vernet, Corsaletti, Doriot"². Pour sa première participation à une élection locale à Béziers, le PPF obtient au premier tour 1 024 voix, contre 2 433 pour son concurrent radical, 2 553 pour le socialiste et 1 129 pour le communiste³. Ainsi à l'issue du premier tour de scrutin, c'est le candidat de la SFIO, Aimé Mathieu qui arrive en tête. Il devient alors le "candidat du Front Populaire sur le nom duquel tous les républicains doivent se compter"⁴. Toutefois, cette discipline républicaine semble n'être que partiellement suivie. Si "le Comité électoral du parti communiste et son candidat Etienne Fabre confirmeront leur attachement au programme de Rassemblement en apportant leurs voix au camarade Mathieu"⁵, l'attitude de certains radicaux n'est pas aussi claire. Les socialistes SFIO ne se privent d'ailleurs pas de signaler les comportements les plus troublants. À Colombiers, "n'a-t-on pas vu un conseiller municipal radical applaudir à tout rompre le candidat du PPF ?"⁶. Toutefois, "le Comité électoral radical-socialiste du citoyen Emile Aïn réuni le 12 octobre, après examen des résultats du premier tour décide de retirer son candidat pour le scrutin de ballottage et invite ses électeurs à se conformer au second tour à la discipline républicaine"⁷. À la lecture des résultats du premier tour, il semble que l'hégémonie radicale est remise en cause par le seul fait de la candidature d'un membre de la famille conservatrice. Cette analyse est partagée par le secrétaire du rayon PPF de Béziers qui déclare "nous avons pensé que les radicaux "sortiraient" un candidat de leur parti, mais de tendance nationale pour lequel nous aurions demandé à nos adhérents et amis de voter dans l'intérêt du pays pour barrer la route au marxiste"⁸. Il semble d'ailleurs que ce soit la raison du désistement d'Emile Claparède d'après les "sincères" renseignements fournis par un "radical écoeuré", "sa situation n'était plus du tout la même et qu'il risquait fort d'être diminué par le vote du 1^{er} tour si le PPF présente comme c'est probable un candidat de leur choix"⁹. Le multipartisme renforce l'impossible alliance des radicaux-socialistes et des socialistes. Le candidat du deuxième tour pour le PPF, Jean Tastavy tente de profiter de l'impossibilité d'une telle alliance, "je suis moi-même d'une vieille famille radicale du canton de Capestang, mais j'ai compris que le vieux parti s'essouffait à la poursuite de l'assiette au beurre et que ses compères du Front Populaire l'assassinent en exploitant ses appétits séniles"¹⁰. Toutefois en dépit de la phobie du marxisme chez certains radicaux, la discipline républicaine joue à Béziers comme dans le département¹¹, "Rouges contre blancs"¹². Cette opposition duale est également revendiquée par Jean Tastavy, "devant l'évidente collusion des partis de gauche avec le marxisme, le Parti Populaire Français a l'impérieux devoir de crier : "Halte-là !"¹³. Le candidat de la SFIO, Aimé Mathieu l'emporte au deuxième tour avec 4 180 voix face au 1 708 suffrages recueillis par le candidat du PPF¹⁴. La comparaison des résultats des deux tours de scrutin remet en cause le modèle de la discipline républicaine. En effet, si le nombre de votants augmente, comme d'ailleurs le nombre de voix recueillies par les candidats du PPF, le "total discipline républicaine" s'effondre passant de 6 115 voix à 4 180. Bien entendu, le territoire de Béziers demeure "ancré" dans la tradition républicaine de gauche mais les tensions entre les familles de gauche s'aggravent et pour la première

¹ "2^{ème} Canton de Béziers, Candidature Émile Aïn, Radical-socialiste", *Le Petit Méridional*, 8 octobre 1937.

² "Vernet, candidat du P.P.F.", *Le Travailleur du Languedoc*, 9 octobre 1937.

³ A.D.H. 3. M. 1808. Elections au Conseil d'Arrondissement.

⁴ "2^e Canton de Béziers, Aimé Mathieu, S.F.I.O. et Front Populaire", *Le Petit Méridional*, 17 octobre 1937.

⁵ "2^e Canton de Béziers, Remerciements et désistement", *Le Petit Méridional*, 13 octobre 1937.

⁶ Section S.F.I.O. de Colombiers, "Après les cantonales", *Le Petit Méridional*, 13 octobre 1937.

⁷ "Candidature Emile Aïn", *Le Petit Méridional*, 14 IX 1937.

⁸ "Parti Populaire Français", *L'Éclair*, 16 octobre 1937.

⁹ Un Radical écoeuré, "Les élections cantonales. Ouna bona bédide combinazzionné", *L'Aube Sociale*, 18 septembre 1937.

¹⁰ "2^e Canton de Béziers, Candidature de Jean Tastavy", *L'Éclair*, 16 octobre 1937.

¹¹ Philippe SECONDY, *La "Droite extrême"*, op. cit., p. 415.

¹² "2^e Canton de Béziers, Aimé Mathieu, S.F.I.O. et Front Populaire", *Le Petit Méridional*, 17 octobre 1937.

¹³ "Parti Populaire Français aux nationaux du 2^{ème} canton", *L'Éclair*, 15 octobre 1937.

¹⁴ ADH 3. M. 1808. Elections au Conseil d'Arrondissement de Béziers II, 17 octobre 1937.

fois, la famille radicale est défaite lors d'une élection locale. Lors de l'élection concomitante d'octobre 1937 pour désigner le nouveau conseiller général de Béziers I, trois candidats s'affrontent représentant les trois familles de gauche, radicale, socialiste et communiste¹. Le candidat de la famille radicale est le conseiller général sortant, maire de Béziers, député de la circonscription, Auguste Albertini. Face à ses adversaires, le socialiste Marceau Lizarot et le communiste, Joseph Lazare, il conduit une campagne très ferme : "Citoyens voter pour le Parti radical c'est vouloir que rien ne vienne menacer les libertés publiques : c'est vouloir la sécurité du pays, c'est vouloir que la vie de la nation se déroule dans l'ordre et dans la paix"². Il n'hésite pas d'ailleurs à soutenir la candidature d'Émile Aïn dans le canton voisin en l'inscrivant dans la même dynamique que la sienne³. Son élection dans une configuration classique à Béziers est effective dès le premier tour. L'unique défaite de la famille radicale est sans doute plus due à la candidature d'un membre de la famille conservatrice qu'au score réalisé par le candidat socialiste. À Béziers, le PRRRS apparaît comme une formation d'ordre bien plus qu'une formation de progrès. Cette dualité est mise en avant par les socialistes SFIO dans leur campagne électorale : "il s'agit de savoir si le citoyen Albertini a fait depuis qu'il est élu la politique du parti radical ? (...) les démocrates se souviendront qu'à l'œuvre du Rassemblement populaire, le citoyen Albertini ne s'est pas associé"⁴. Si les deux campagnes se déroulent autour du thème de l'adhésion ou non des candidats radicaux-socialistes au Rassemblement populaire, elles aboutissent à des résultats différents. La notoriété des candidats peut expliquer cette diversité. Il est également évident qu'Auguste Albertini est un candidat plus "établi" que son homologue Émile Aïn. Or le PRRRS disposait pour cette échéance d'un candidat possédant une notoriété équivalente avec Emile Claparède, premier adjoint du maire de Béziers, président de la Fédération départementale du PRRRS. Dès lors, cette défaite s'explique surtout par la "géométrie exceptionnelle" de l'élection. Il est notable de remarquer qu'Émile Aïn puis Émile Claparède seront successivement maires de Béziers de 1947 à 1967, attestant leurs capacités à se faire élire.

La victoire du Front populaire ne semble pas aussi impossible que la concurrence électorale et politique à laquelle se livrent le PRRRS et la SFIO, le laisse entendre. En effet, une fois élus, partisans revendiqués ou non du Front populaire, tous participent aux votes des lois mises en place par le gouvernement de Léon Blum. Auguste Albertini fait figure de "partisan décidé" du Front populaire, tout comme Edouard Barthe et Fernand Roucayrol. Dans le cas d'Albertini, ce dédoublement de conviction est-il une stratégie électorale consciente pour "piper les voix de droite"⁵, s'agit-il seulement de l'expression d'un sentiment anti-communiste⁶? Les deux hypothèses sont validées et témoignent de l'impossibilité locale d'accords électoraux entre radicaux et socialistes. Pour beaucoup, le Front populaire n'a pas dépassé le simple cadre d'une alliance électorale d'ailleurs inexistante à Béziers. Le système politique local diffère grandement de la situation nationale : «Nous sommes ici dans une région où les radicaux n'avaient aucun intérêt électoral à s'entendre avec les socialistes et les communistes, la droite n'y est le plus souvent pas assez puissante pour qu'une entente avec la SFIO s'impose pour se faire élire»⁷. Il y a bien une distorsion multiscalaire entre les deux systèmes partisans celui du Midi rouge et celui du Parlement. Le PRRRS dans l'Hérault n'a pas de raison de s'engager dans cette alliance. Selon le journal, *Le Languedoc socialiste*, dirigé par Edouard Barthe, il y a «nécessité d'un comité départemental du Rassemblement populaire actif et puissant. Le Parti radical-socialiste doit être solidaire de l'action des réformes sociales. Il est possible que sur ce point, ce soit l'excès des polémiques des militants S.F.I.O. ou communistes, de même que sur d'autres points, il se produise certains excès de critique de la part de nos amis de l'USR ou du Parti radical ... MM. Badie et Albertini ont toujours apporté leur suffrage à la majorité du Front populaire lorsqu'il y a eu de graves décisions à prendre ... Pourquoi alors dans l'attitude des deux élus du Parti radical-socialiste de l'Hérault y a-t-il des éclipses ? Est-ce pour donner quelques satisfactions à une partie du corps électoral et se garantir de quelques attaques

¹ADH. 3. M. 1804. Élections au Conseil Général de Béziers I, 10 octobre 1937.

²"Candidature A. Albertini", *Le Petit Méridional*, 7 septembre 1937.

³"Election au Conseil général", *Le Petit Méridional*, 21 septembre 1937.

⁴"Premier Canton de Béziers, candidature Marceau Lizarot, S.F.I.O.", *Le Petit Méridional*, 9 octobre 1937.

⁵Marianne CARON, *Le Front populaire op. cit.*, p. 640.

⁶Jean-Paul SCOT, *Le Front populaire, op. cit.*, f°211.

⁷Marianne CARON, *Le Front populaire, op. cit.*, p. 640.

permanentes de l'extrême-gauche? ... M. Albertini est dans un parti de formation de gauche. Nous lui disons très loyalement qu'il indisposerait beaucoup de ses amis, et non des moindres, s'il suivait dans leur dissidence certains manœuvriers qui de tout temps ont été les hommes non pas d'un Parti radical homogène et fidèle à ses illustres devanciers mais les hommes de la concentration conservatrice sans équivoque»¹.

Le PRRRS s'affirme durant les années 30 sa position de «parti de l'ordre», face à tous les périls, de «noyau de la démocratie héraultaise»² et de défenseur des classes moyennes, il se définit comme le parti de la République dont il est le garant et dont il perpétue le souvenir. Toutefois «ni dans le Gard, ni dans l'Hérault, la recrudescence des activités de l'extrême-droite ne fit basculer la majorité radicale en faveur du Front populaire. Plus qu'un réflexe de défense contre le péril «fasciste», il semble que les radicaux aient obéi, dans leur attitude à l'égard du Front Populaire, à des considérations tactiques: en fonction du contexte politique local, qui change d'une ville à l'autre, ils veillent à se placer dans le camp où ils pensent avoir les meilleures chances de conserver leur influence et leur électorat. Les considérations de classes et de personnes ont alors une certaine importance. L'analyse des radicaux biterrois partisans du Front populaire s'appuie davantage sur une perception globale de la situation nationale que sur une réaction de défense face à un péril local»³. Les trois députés élus se retrouvent à nouveau sur les mêmes positions politiques puisqu'ils votent tous trois les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, rendant vain les antagonismes précédents. L'impossible Front populaire à Béziers est donc essentiellement dû à l'hégémonie électorale de la gauche, car quand celle-ci a été mise en mal comme en 1919, la gauche biterroise et héraultaise a su constituer des alliances électorales performantes lors du temps du cartel des Gauches en 1924.

Fabien NICOLAS, Docteur en Science Politique

* * *

MAI 1943, LA DÉCAPITATION AVORTÉE DE LA RÉSISTANCE LANGUEDOCIENNE. RETOURS INTERROGATIFS SUR L'ATTITUDE DE LA POLICE FRANÇAISE FACE AU FAIT RÉSISTANT

Le dimanche 23 mai 1943, en milieu d'après-midi, dans un appartement situé au 3^e étage d'un immeuble au-dessus de la Brasserie alsacienne, place de la Comédie à Montpellier (Hérault), la police française surprend une réunion de résistants. Grâce à une dénonciation, elle est en voie de réaliser un important « coup de filet » contre la Résistance régionale non communiste. Lorsque les policiers entrent dans la pièce, ils se trouvent face aux principaux dirigeants de la Résistance en région R3. L'intrusion policière se réalise en effet au cours d'une réunion du directoire régional des Mouvements unis de la Résistance (M.U.R.⁴), regroupant les trois dirigeants dudit organisme ainsi que le chef régional de l'Armée secrète. La police de Vichy est en capacité de porter à la Résistance régionale un coup fatal contre sa direction, le premier de cette ampleur depuis l'instauration du régime de Vichy. Cet événement n'a cependant qu'un effet limité pour la Résistance. Le bilan reste maigre pour la police qui n'arrête finalement que deux des quatre individus présents alors que les deux autres réussissent à prendre la fuite. Pis encore, l'un des prisonniers est relâché quelques jours plus tard alors que l'autre s'évade quatre mois plus tard de la prison de Montpellier. Cet échec de la police interroge sur plusieurs points. Au-delà d'une réflexion sur les conditions exactes de l'intervention de la police qui permet de mesurer ce qu'étaient, aux yeux des fonctionnaires présents, les objectifs de cette action, la principale question posée est la mesure des rapports entre police et résistants. En effet, il apparaît dans ce dossier une attitude policière qui interroge, à juste titre, sur l'attitude d'une partie des agents acteurs de ce dossier face à la Résistance non communiste.

¹ *Le Languedoc socialiste*, 13 mars 1937.

² «Déclaration Albertini», *Le Petit Méridional*, 8 janvier 1934.

³ Marianne CARON, *Le Front populaire op. cit.*, p. 444.

⁴ Aux premiers temps de l'unification, le sigle MRU (Mouvements de la Résistance unifiée) est aussi utilisé. Par souci de simplification, nous n'utiliserons que la dénomination de MUR.

Le contexte particulier d'une intervention policière

Analyser le bilan de cette opération de police nécessite de restituer les conditions de cette intervention. En effet, pour mesurer sa portée, il faut dans un premier temps comprendre les logiques d'une décision d'intervention avant de revenir sur les modalités de sa mise en œuvre pour mesurer exactement le sens initial d'une opération et les résultats produits.

Comment la police est-elle avertie de la réunion de Montpellier ? À quoi s'attend-t-elle quand elle lance cette opération ? Le dossier du SRPJ conservé aux archives départementales de l'Hérault¹ ainsi que la bibliographie concernant la Résistance régionale² apportent des réponses parfois contradictoires entre elles sur le contexte de cette intervention. Un fait est cependant acquis, la police ne mesure pas la portée de ses actes. Dans son rapport fait le jour même, le commissaire Pierre Jourda, en charge de cette affaire, parle d'une « réunion communiste »³. Cette hypothèse est reprise par Raymond Chauliac, chef régional de l'AS qui relate cette affaire dans une déposition faite à la Libération⁴. Dans son ouvrage, Gérard Bouladou⁵ évoque un projet de coup de filet contre des trafiquants, thèse reprise par l'inspecteur René Campo, l'un des protagonistes de cette affaire⁶ alors que Gilbert de Chambrun n'évoque pas les raisons de l'intervention. Le fait que le commissaire Jourda s'identifie dans son rapport du 2 juin 1943 comme chef régional des affaires politiques aurait tendance à nous laisser penser que l'objet de l'intervention est bien celui d'une affaire politique, dans le cas d'espèce, communiste. Ceci étant dit, il reste possible que l'intervention du commissaire soit uniquement liée au fait qu'il est de permanence ce jour-là⁷.

La deuxième interrogation tient à l'informateur. Son nom est connu. Il s'agit de Pierre L. un résistant qui n'est autre que le locataire de l'appartement dans lequel a lieu l'arrestation. Ce qui est en débat, ce sont les motivations de son geste. Le procès-verbal rédigé le jour même par le commissaire responsable de l'opération rappelle le contexte de cette dénonciation :

« Informé ce jour à quinze heures trente par l'inspecteur Pech de service du dimanche qu'un individu venait de se présenter à la permanence de la brigade de police de sûreté pour signaler qu'une réunion communiste devait avoir lieu dans un appartement situé sis au 3^e étage au-dessus de la brasserie Alsacienne à Montpellier, et que notre intervention devait, pour être efficace, avoir lieu à seize heures, nous transportons sur les lieux assisté des inspecteurs Pech, Campo et Argellery, alertés par nos soins »⁸.

Ceci étant dit, rien ne nous est dit des relations entre la police et le dénonciateur. À aucun moment, dans la procédure, il n'est fait allusion au fait que L. est un indicateur habituel de la police. On peut d'autant plus s'interroger sur ce fait qu'il décide de s'adresser non pas à un policier en particulier mais choisit de se rendre à la permanence du commissariat. Autre motif d'interrogation, le rapport évoque « un individu » et non « un indicateur », ce qui là encore intrigue. Deux interprétations sont données sur la situation de l'informateur. La première est celle de Raymond Chauliac, l'un des deux résistants interpellés, dans sa déposition faite à la Libération :

¹ Arch. Départ. Hérault, cote 796 W 36, dossier Degon. Sauf indications contraires, les archives utilisées dans cet article proviennent de cette cote.

² Gérard Bouladou, *L'Hérault dans la résistance 1940-1944*, Nîmes, Lacour, 1992 et Gilbert de Chambrun, *Journal d'un militaire d'occasion*, Avignon, Aubanel, 1982. Gérard Bouladou développe peu l'épisode. Gilbert de Chambrun lui consacre une page entière (p. 104).

³ Procès verbal du 23 mai 1943. Il est à noter que dans un autre rapport daté du 2 juin au chef de la 14^e brigade régionale de police, le commissaire n'évoque plus l'objet de la « réunion ».

⁴ Déposition du Lieutenant-colonel Chauliac du 26 mai 1945.

⁵ Gérard Bouladou, *op. cit.* p 75.

⁶ Entretien avec l'auteur.

⁷ En effet, à défaut d'informations complémentaires, il n'est pas possible de savoir si le commissaire est averti par l'inspecteur de permanence en tant que chef du service régional des affaires politiques ou seulement parce qu'il est lui-même de permanence ce jour-là.

⁸ Procès-verbal du 23 mai 1943, *op. cit.*

« J'ai appris par la suite que L., étant en difficulté avec la police française pour trafic d'or nous avait dénoncé à cette police plutôt qu'à la Gestapo avec laquelle il était également en relations »¹.

La version de l'inspecteur René Campo diverge sur le statut de L. :

« C'était un agent de la Gestapo. Son chef n'était pas à Montpellier ce jour-là. Il était parti à Paris. L. a alors décidé d'avertir la police française, mais il n'a pas osé dévoiler le véritable objet de l'arrestation »².

Un fait semble acquis, selon ces deux témoignages, c'est qu'il travaille pour la Gestapo. Les témoignages divergent par contre sur son statut vis-à-vis de la police française. Rien ne permet de dire que L. est autre chose qu'un dénonciateur occasionnel pour cette dernière, en tout cas, il n'en est pas fait mention dans les actes de procédure. Un seul fait est par contre certain, c'est que L. n'informe pas les policiers de l'objet réel de l'arrestation, sans que l'on sache exactement pourquoi. Cette stratégie pourrait nous laisser penser que la version de René Campo a une certaine crédibilité. Quoi qu'il en soit, avant de lancer son opération, la police ignore complètement ce qu'est l'objet réel de la réunion... Une chance inespérée pour les Mouvements unis de la Résistance.

Depuis trois heures de l'après-midi, ce 23 mai, c'est la direction régionale des Mouvements unis de la Résistance qui est réunie. Depuis la fin de l'année 1942, les anciens mouvements *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur* ont décidé de regrouper, en zone sud, la résistance non communiste. Cette unification des mouvements se fait, dans la région R3 dans des conditions difficiles, marquées par des conflits ouverts au sein de *Combat*³. De ce fait, la fusion a connu une mise en œuvre différée. Cette réunion est d'autant plus importante qu'il s'agit de la première présidée par Pierre Degon⁴, alias *Gauthier*, désigné depuis le 16 mai comme chef de région unique de la région de *Milan* (Montpellier). Par ailleurs, elle doit donner lieu à une nouvelle réunion, le 29 mai, avec les représentants régionaux de *Combat* et de *Libération*, absents lors d'une précédente rencontre présidée par deux délégués du comité directeur des MUR, venus à Montpellier pour régler l'organisation du nouveau dispositif⁵. Au côté du responsable régional de *Franc-Tireur* nommé chef de région des MUR, se retrouvent les deux autres membres du directoire régional, les socialistes Francis Missa, alias *Moreau*, responsable de *Libération*, et Charrier, alias *Vivien*, chef régional de *Combat*⁶. Est aussi présent un autre socialiste membre de *Combat*, Raymond Chauliac, alias *Rivière*, en tant que chef régional de l'Armée Secrète, alors que vers 17 heures, le chef régional du Noyautage des administrations publiques (NAP), un autre membre de *Combat*, Gilbert de Chambrun, alias *Carrel*, doit venir faire un rapport sur sa branche⁷. La réunion prévue doit durer plus de deux heures. Il faut dire que l'ordre du jour est copieux. Il s'agit d'abord de gérer les modalités de fusion des mouvements, ce qui n'est pas forcément simple suivant les départements. Les dossiers saisis par la police montrent ainsi des conflits dans la désignation des nouveaux responsables dans le département des Pyrénées-Orientales. Il faut aussi aborder les rapports entre les branches opérationnelles, les mouvements et partis. Une partie de la réunion évoque ainsi des conflits entre Francis Missa et le responsable régional de l'Action ouvrière sur fond de recomposition entreprise par Missa du parti socialiste dont il est le représentant régional.

¹ Déposition du Lieutenant-colonel Chauliac du 26 mai 1945, op. cit.

² Entretien René Campo avec l'auteur du 23 novembre 1995.

³ Pour une présentation de cette situation du mouvement *Combat* dans la R3 nous renvoyons à notre article, « L'affaire Cals », *Études sur l'Hérault*, 2010 (à paraître).

⁴ Résistant dans l'Aude, militant de *Franc-Tireur* depuis son recrutement en novembre 1942 par Antoine Avinin, Pierre Degon devient après son évasion de Montpellier chef régional des MUR puis du MLN à Toulouse et le reste jusqu'à la Libération. Cf. Dominique Veillon, *Le Franc-Tireur, un journal clandestin, un mouvement de résistance, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977.

⁵ Lettre du comité directeur des MUR aux chefs de région *Combat*, *Franc-Tireur* et *Libération* du 16 mai 1943.

⁶ Nous utilisons ici les pseudonymes utilisés en 1943 dans la correspondance de la Résistance. En fait, Missa et Charrier sont plus connus sous les pseudonymes respectifs de *Léveillé* et de *Pagès*.

⁷ Gilbert de Chambrun, op. cit. Concernant les biographies de Gilbert de Chambrun et de Raymond Chauliac, voir le numéro 10 du *Midi Rouge*, décembre 2007, pp. 7-13 et pour celle de Francis Missa, le numéro 3, juin 2004, pp. 3-5. L'ensemble des bibliographies sont consultables dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, Mouvement social*, Paris, Editions de l'Atelier. À ce jour, celle de Charrier n'a pas été réalisée. Il s'agit d'un avocat socialiste de la région Midi-Pyrénées qui sera par la suite arrêté par la Gestapo puis déporté en Allemagne.

Il reste aussi à prendre connaissance et discuter des décisions nationales des MUR puis de trancher de questions plus techniques ou pratiques (gestion des financements, de la logistique...)¹.

La réunion ne peut cependant aller jusqu'à son terme puisqu'une demi-heure plus tard, la police fait irruption dans l'appartement. Le commissaire décrit ainsi les modalités de l'intervention :

« Après avoir sonné deux fois, selon le code prévu, la porte de l'appartement est ouverte par un individu² auquel nous demandons de nous conduire dans la pièce où se tient la réunion. C'est ainsi que nous pouvons surprendre trois personnes dans la salle à manger, deux d'entre elles se font face devant une table couverte de documents, la troisième est assise dans un fauteuil près de la fenêtre. Notre premier soin est de saisir les documents et de fouiller les personnes se trouvant dans la pièce ; c'est alors que profitant de la confusion qui a régné au moment de notre intervention, l'un des suspects réussit à prendre la fuite. Malgré les recherches immédiatement entreprises, il ne peut être découvert. Il est à signaler que l'urgence de l'opération à faire, il ne m'avait pas été possible de joindre un plus grand nombre de collaborateurs en cette journée de dimanche, ce qui ne m'a pas permis d'assurer la garde de toutes les issues. »³

En l'espace de quelques minutes, l'opération se révèle déjà être un semi fiasco puisqu'une partie des participants parvient, avec succès, à prendre la fuite. Le commissaire justifie cet échec par les circonstances. Il est vrai que l'intervention a lieu seulement une demi-heure après que le commissaire ait été informé par téléphone de la dénonciation. Il s'agit par ailleurs d'un dimanche, jour où les effectifs de permanence sont moins nombreux. Il n'a donc pu disposer que de trois inspecteurs, dont au moins un n'est pas de son service⁴, ce qui évidemment laisse penser qu'il fait appel aux seuls éléments policiers dont il peut disposer en si peu de temps. Ceci étant dit, le faible effectif policier n'explique pas, en lui-même, le bilan de l'opération. Main « malheureuse » ou « heureuse » selon le point de vue, le commissaire fait appel, pour son intervention, à deux inspecteurs eux-mêmes membres du NAP, les inspecteurs René Campo, alias *Colomb* et l'inspecteur Pech alias *Perrier*. Les témoignages de Raymond Chauliac et de Gilbert de Chambrun⁵ confirment le rôle joué par les deux policiers. Nous en avons confirmation par René Campo dont nous avons pu recueillir le témoignage :

« Quand nous sommes entrés, avec Pech, dans la salle où se tenait la réunion, alors que j'étais de permanence au commissariat, je pensais me retrouver face à des trafiquants d'or et je n'ai pu cacher ma surprise de me retrouver en face des chefs de la Résistance. Le commissaire Jourda, arrivé entre temps, a commencé par interroger le donneur, L.. C'est alors qu'avec Pech, le deuxième policier membre du NAP, nous avons laissé filer Charrier et Missa, tous deux déjà recherchés et connus des services de police. J'ai alors caché dans mon imperméable une partie des documents et de l'argent qui traînait sur la table. Quand Jourda est revenu, nous avons dit au commissaire que nous avons cru que Charrier et Missa l'avaient suivi »⁶.

Avec, on l'imagine, une certaine dose de sang-froid, les inspecteurs Pech et Campo⁷ arrivent donc à faire, en l'espace de quelques minutes, un choix cornélien entre chefs de la Résistance, en faire évader la moitié, sans que le rapport du commissaire laisse penser que ce dernier doute de l'attitude de ses agents ! Les responsables de *Combat* et de *Libération* peuvent ainsi échapper au coup de filet policier. La police n'interpelle donc finalement que Pierre Degon et Raymond Chauliac, le commissaire laissant en liberté provisoire Pierre L. avant qu'il ne soit de nouveau incarcéré par le juge d'instruction.

¹ Dans les annexes du dossier Degon figurent des directives nationales, des correspondances entre cadres de la Résistance ainsi que des feuillets où ont été prises des notes de la réunion. Il ne s'agit pas de l'ensemble des papiers de la réunion. Selon la déposition de R. Chauliac du 26 mai 1945 et les renseignements qui nous ont été communiqués par René Campo, Charrier et Missa ont pu prendre avec eux une partie des documents avant de prendre la fuite.

² Dans le rapport du 2 juin 1943, il est précisé que c'est Pierre L. qui ouvre la porte.

³ Rapport du 23 mai 1943, *op. cit.*

⁴ René Campo est en effet inspecteur de la brigade mobile. Il est alors de permanence selon son témoignage.

⁵ Déposition R. Chauliac du 26 mai 1945, *op. cit.* et Gilbert de Chambrun, *op. cit.*, p. 104.

⁶ Entretien René Campo avec l'auteur du 23 novembre 1995.

⁷ Il n'est pas fait mention du troisième inspecteur. Il est possible que ce dernier ait été chargé de rester à l'extérieur.

Grâce à cette série de concours de circonstances, le commissaire Jourda ne peut repartir à l'intendance de police qu'avec deux résistants. Le résultat de ces deux arrestations pour menées antinationales n'en est pas pour autant très concluant. Interrogés, R. Chauliac et Pierre Degon adoptent des stratégies différentes au moment de leur interrogatoire. Le premier est déjà en fait recherché par la police. En effet, et c'est la limite de la stratégie des résistants, Pierre Degon a déjà été interpellé précédemment dans l'Aude pour « menées gaullistes »¹. Arrêté, il s'est évadé le 19 avril 1943 du commissariat de Castelnaudary dans l'Aude, son département de résidence². De ce fait, un mandat d'arrêt a été émis à son encontre, dès le lendemain par un juge d'instruction. À en croire le commissaire qui mène l'interrogatoire, il est très vite confondu et ne nie pas son identité véritable³. Ceci étant, il minore son rôle réel dans la Résistance :

« Il ne fit aucune difficulté pour reconnaître que depuis son arrestation à Castelnaudary il faisait fonction de courrier pour le mouvement de résistance Combat et qu'il était chargé des enquêtes concernant les individus devant être désignés comme chefs locaux ou départementaux de ce mouvement »⁴.

Raymond Chauliac est dans une autre situation. Il n'est pas entré dans la clandestinité et il n'est pas recherché par la police. Il opte donc, lors de son interrogatoire, pour la dénégation :

« De son côté, Chauliac déclare qu'il n'était venu chez L. que pour y discuter de l'achat d'une machine à écrire avec Moreau qu'il connaissait de vue et pour avoir échangé quelques paroles »⁵.

Il est à noter que les deux versions sont confirmées par L.. Les deux résistants sont alors transférés le 31 mai devant le juge d'instruction qui délivre un mandat de dépôt pour la maison d'arrêt de Montpellier. Pour Raymond Chauliac, la situation évolue rapidement en sa faveur. La police n'a pas de preuve de son engagement résistant. Ce fait est confirmé par un rapport de police daté du 21 octobre 1943, l'inspecteur concluant son enquête en indiquant n'avoir, « au cours de mon enquête, trouvé que des amis de Monsieur Chauliac qui a su inspirer à tous une estime justifiée »⁶. C'est finalement Gilbert de Chambrun qui permet à l'intéressé de quitter la prison une huitaine de jours après son incarcération. Comme il le rappelle dans ses mémoires, il intervient auprès du préfet de région, Alfred Hontebeyrie, ce dernier obtenant sa mise en liberté provisoire⁷. Il ne reste, pour conclure cette affaire, qu'un seul responsable en prison, c'est-à-dire Pierre Degon, qui ne s'évade que le 26 septembre 1943 grâce à la complicité d'un gardien de prison⁸.

Pour la Résistance, l'opération de police du 23 mai 1943 n'a pas les effets désastreux initialement craints⁹. L'action de la Gestapo, en comparaison, a des effets largement plus néfastes pour les mouvements de Résistance durant cette période. Quelques semaines plus tard, Charrier est ainsi

¹ Nous ne savons pas si les autres résistants sont alors au courant des difficultés de Pierre Degon avec la police.

² Rapport des renseignements généraux du 20 avril 1943, A.D.H. 18 W 30.

³ Lors de son interrogatoire, il se fait appeler Pierre Sauvage, avant d'être démasqué.

⁴ Rapport du commissaire Jourda du 2 juin 1943, op. cit.

⁵ Rapport du commissaire Jourda du 2 juin 1943, op. cit. Voir aussi les procès-verbaux d'interrogatoire de Pierre Degon du 25 mai et de Raymond Chauliac du 24 mai.

⁶ Rapport de l'inspecteur de police de sûreté Germain au commissaire principal chef de la brigade de police de Sûreté du 21 octobre 1943.

⁷ Gilbert de Chambrun, *Journal d'un militaire d'occasion*, p. 104, op. cit. Nous ne savons à partir de quelle période le préfet Alfred Hontebeyrie soutient la Résistance. Nous ne savons donc pas si Gilbert de Chambrun prend contact avec lui au nom de la Résistance ou s'il joue de son statut professionnel social (Sa famille est apparentée à Pierre Laval, il est par ailleurs attaché d'ambassade). Quoi qu'il en soit, Alfred Hontebeyrie sera finalement arrêté et déporté par les Allemands au printemps 1944 (*Dictionnaire biographique des préfets, septembre 1870-mai 1982*, Paris, Archives nationales, 1994.)

⁸ Selon Gilbert de Chambrun, op. cit, p. 105, c'est le Commandant Poitevin, ancien de *Franc-Tireur*, qui organise l'évasion. Un premier projet prévoyait que trois hommes déguisés en soldat allemand et en agents de la Gestapo devaient se rendre à la maison d'arrêt pour libérer Pierre Degon. Ce projet ne fut finalement pas mis en œuvre. Voir aussi le Rapport du surveillant chef de la maison d'arrêt de Montpellier du 26 septembre 1943, A.D.H 1000 W 177

⁹ Ceci étant dit, grâce aux documents saisis, une opération de police à Bédarieux aboutit à l'arrestation de deux résistants locaux, Lucien Lebandie et René Gayan, respectivement membres de *Combat* et de *Libération*. Une enquête a par ailleurs lieu dans les Pyrénées-Orientales.

interpellé et blessé par un agent de la Gestapo au Jardin des plantes de Montpellier avant d'être déporté en Allemagne¹. Plus globalement, jusqu'à la Libération, les Allemands réussissent plusieurs coups sévères contre les résistants grâce à leur capacité à noyauter une partie de l'appareil des MUR, bilan qui contraste avec celui de la police française. Au-delà des circonstances très spécifiques qui peuvent expliquer le caractère décevant des résultats, on peut aussi s'interroger, à partir de ce cas d'espèce sur ce qu'est, en 1943, l'attitude de la police vichyste face à fait résistant.

Quelles réalités policières dans la lutte contre la Résistance ?

Il ne s'agit pas ici, bien évidemment, de remettre en cause la réalité de la répression policière vis-à-vis de la Résistance. Nombre de résistants ont eu à subir l'action d'une police instrument d'un nouvel ordre politique, celui du régime de Vichy. Ceci étant dit, à la lecture de ce dossier, l'enjeu est ici de poser un certain nombre d'interrogations sur ce qu'ont pu être, dans leur diversité, les positionnements des policiers français face au fait résistant. Il ne s'agit pas ici de dresser un constat définitif. Nous n'avons pas, en notre possession, tous les éléments pour répondre à cette question. L'absence d'analyse d'ensemble des dossiers des policiers, des affaires traitées durant cette période et des procès de la Libération est, à ce jour, un handicap pour formuler une position définitive. Nous tenterons seulement de dresser, à partir de quelques exemples connus, un certain nombre d'interrogations sur les rapports entre police et Résistance à une période donnée, le printemps 1943. Après avoir restitué un rapide état des lieux de la police sous Vichy, il s'agit de revenir sur cette arrestation en la restituant dans une approche plus large de l'action policière.

État autoritaire, Vichy donne à la police française de nouvelles missions tout en redéfinissant radicalement son organisation. La loi du 23 avril 1941 dresse les nouveaux contours du ministère qui voit son périmètre s'élargir de manière conséquente avec l'étatisation des polices municipales dans les villes de plus de 10 000 habitants². Sous l'égide du préfet de région et de son délégué, l'intendant de police, l'État dispose d'un outil répressif qui affiche la volonté de lutter contre les oppositions politiques au nouveau régime. Un nouveau service est d'ailleurs créé à cette fin, le Service des Affaires Politiques (S.A.P.). Pour partie, la police s'appuie déjà sur une activité de répression politique déjà conséquente. C'est le cas notamment de la surveillance et de la répression des « menées communistes », tâches déjà de la compétence des policiers républicains depuis l'interdiction du Parti communiste Français solidaire du pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne nazie³. Il reste encore, ceci étant dit, à construire un nouveau système policier alors que les cadres issus de la direction régionale de la police d'Etat doute fortement de la capacité de fusionner police d'Etat et polices municipales. Le nouveau pouvoir est pris dans une contradiction : la première est d'accroître la capacité policière du régime, notamment dans un département marqué à gauche. La seconde est sa défiance vis-à-vis des polices municipales. Le rapport que dresse le préfet de région n'est en rien flatteur en effet sur l'évaluation qu'il fait de ces dernières :

« Actuellement, le recrutement du personnel des polices municipales est, le plus souvent, très défectueux. Certains agents sont illettrés, inaptes à faire le moindre rapport, d'autres, originaires du pays n'ont aucune autorité sur leurs concitoyens. Et, ce qui est plus grave, nommés souvent grâce au favoritisme politique, ils sont soumis à l'influence des municipalités et échappent à l'autorité des commissaires »⁴.

¹ Plus globalement, le SD allemand réussit à noyauter plusieurs organismes des MUR en « retournant » certains résistants. Voir par exemple Jacques-Augustin Bailly, *La Libération confisquée, le Languedoc 1944-1945*, Paris, Albin Michel, 1993, nota. chapitre 2.

² Marc-Olivier Baruch, dans son ouvrage *Servir l'Etat Français*, Paris, Fayard, 1997 dresse un panorama global de l'attitude des services de l'État face à Vichy et la collaboration. Pour ce qui est de l'histoire de la police durant cette période, voir Jean-Maurice Rajfus, *La police de Vichy, les forces de l'ordre au service de la Gestapo, 1940-1944*, Paris, Le Cherche-Midi, 1996 et Jean-Marc Berlière, Denis Peschanski (dir.), *La police française (1930-1950), Entre bouleversements et permanences*, Paris, Documentation française, 2000.

³ Par ailleurs, la police française, par le biais de ce qui devient sous l'égide de Pierre Laval les Renseignements généraux assure aussi une surveillance politique plus générale.

⁴ Rapport du préfet régional au Secrétaire général de la police du 24 octobre 1940. Arch. Départ. Hérault 1000 W 175. Seront finalement étatisées les polices de Montpellier, Béziers, Sète alors que le préfet demandait aussi cette mesure pour les villes de moins de 10 000 habitants suivantes : Lunel, Mèze, Frontignan, Clermont-l'Hérault, Lodève, Bédarieux, Pézenas. Marc-Olivier Baruch dans, *Servir l'Etat Français*, op. cit., p. 383 cite le rapport de l'intendant de police de Montpellier

La police de Vichy est donc un univers professionnel très hétérogène, comprenant des policiers d'État, d'anciens policiers municipaux intégrés, alors que de nouveaux venus sont recrutés durant cette période pour pallier les manques d'effectifs¹. L'étude des trajectoires peut être en soit explicative de certains comportements policiers durant cette période et montre que l'on trouve des policiers aux deux extrêmes des attitudes durant cette période. René Campo, l'un des inspecteurs présent lors de l'opération, par exemple, est le fils du maire socialiste et franc-maçon du Bousquet d'Orb². Il entre dans la police parce qu'André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum, cherche dans la région à recruter des inspecteurs auxiliaires affectés à la frontière espagnole pour laisser passer officieusement des convois pour la République espagnole³. Nommé inspecteur régional au commissariat spécial de Cerbère avec le fils d'un conseiller municipal SFIO de Narbonne, Albert Philoctète, ils deviennent tous deux résistants, le premier à Montpellier, le second à Sète⁴. À l'opposé du spectre politique, Pierre Marty, militant de l'Action Française devient un fidèle serviteur du nouveau régime, en intégrant la police comme commissaire de police en Algérie puis comme intendant de police à Montpellier et à Toulouse optant pour une collaboration ouverte avec les Allemands⁵. Il est difficile cependant, au-delà de quelques cas connus de généraliser l'attitude de la police, à défaut de connaître précisément les trajectoires sociales, politiques et professionnelles d'une proportion représentative des policiers durant cette période.

Ceci étant dit, la situation de la police montre qu'elle est, à la Libération, l'administration qui subit l'épuration la plus importante dans l'Hérault⁶. Pour autant, son attitude montre des réalités de l'action policière plus ambivalentes que ce simple constat⁷. Différentes études locales portant sur la police de Vichy montrent des réalités convergentes pour ce qui est de la façade méditerranéenne. Qu'il s'agisse du Var, analysé par Jean-Marie Guillon⁸ ou de la situation marseillaise décrite par Simon Kitson⁹, les mêmes constats émergent, ceux de policiers qui vivent mal, pour certains, l'occupation allemande et qui réduisent de manière conséquente leur action contre la Résistance après novembre 1942 dans une zone sud où la présence policière allemande n'a pas la même ampleur que dans la partie nord du territoire national. De même, il semble que la police soit globalement peu marquée par les engagements résistants ou collaborationnistes. Qu'en est-il de l'Hérault ? On connaît des cas de collaboration avérés. C'est le cas de la direction régionale des renseignements généraux qui est dissoute en septembre 1944 et dont les protagonistes travaillent en étroite collaboration avec l'occupant. Plusieurs policiers sont d'autre part résistants. Il ne semble pas, cependant, que la majorité des cas des cadres de la police correspondent à ces deux catégories, adoptant des positions moins tranchées. L'étude des conditions de l'arrestation du 23 mai 1943 n'a pas pour objectif d'apporter une réponse définitive à ces questions. Il s'agit ici seulement d'apporter, à la lecture du dossier, quelques éléments de lecture, souvent interrogatifs, sur les rapports entre la police et la Résistance non communiste à une période, par ailleurs, où le régime de Vichy devient progressivement une fiction suite à l'invasion allemande de la zone sud et où l'avenir de la guerre est en train de changer de camp.

repris par le préfet de région dans son rapport à l'Amiral Darlan du 28 juin 1941 : (concernant la police municipale) : « aucun des commissaires ou des inspecteurs n'a véritablement de capacités policières (...) Les fonctionnaires de la police régionale d'Etat sont ce que je redoutais qu'ils fussent : indiscipline, laisser-aller, incapacité ».

¹ Morts à la guerre, prisonniers de guerre, démissionnaires d'office ou révoqués.

² Son père est d'ailleurs démissionné d'office de son mandat de maire, son nom figurant sur la liste des dignitaires maçons. Il sera néanmoins réintégré dans ses fonctions en décembre 1943. Notice des maires, fin 1943, A.D.H 356 W 114-1.

³ Entretien René Campo.

⁴ Rapport des renseignements généraux du 4 mars 1942. Soupçonné d'avoir aidé des Français à passer en Espagne pour gagner Londres, il bénéficia d'un non-lieu. Il fut par la suite soupçonné à Sète d'être un actif propagandiste gaulliste. A.D.H 1043 W 47.

⁵ Pour plus de précisions sur ce parcours voir Gérard Suberville, « L'affaire Marty » in Jules Maurin (dir.) *Lendemain de Libération dans le midi, actes du colloque de 1986*, Montpellier, Université Paul Valéry, 1997, pp. 3-26.

⁶ Jacques Augustin Bailly, op. cit., p 285. Voir aussi les arrêtés de suspension ou de révocation du secrétaire général de la police pour les années 1944 et 1945, A.D.H 999 W 45.

⁷ Jean-Marie Guillon, « Le Var », in Jean-Marc Berlière, Denis Peschanski (dir.), *La police française (1930-1950), Entre bouleversements et permanences*, Paris, Documentation française, 2000, pp. 200-215.

⁹ L'évolution de la résistance dans la police marseillaise, in Jean-Marie Guillon, Robert Menchéryni, *La Résistance et les Européens du sud*, Paris, L'Harmattan, 1999.

La première interrogation sur l'opération de police du 23 mai 1943 concerne en premier lieu l'éventuel différentiel dans l'attitude policière entre répression anti-gaulliste et celle qui touche les communistes. Ce débat est suscité par l'interrogation sur l'objet de l'intervention évoquée dans la première partie de cet article. Une partie des acteurs évoque une activité communiste, d'autre une activité de marché noir. Même si nous disposons de peu d'éléments pour trancher la question, il reste en suspens la question de savoir ce qu'aurait été l'opération, et surtout ces conséquences, en cas d'arrestation de communistes. Ce débat, complexe à trancher, n'est pas infondé. Une partie de l'appareil d'Etat, au moins dès 1942, discute avec les dirigeants de *Combat*. Un rapport du préfet délégué de l'Hérault à René Bousquet consécutif aux manifestations du 14 juillet 1942 est sans ambiguïté sur ces contacts :

« (...) J'avais fait prévenir les dirigeants présumés des différents mouvements anglophiles que s'ils apparaissaient dans les rues indiquées à l'heure de la manifestation, eux et leurs partisans seraient immédiatement mis en état d'arrestation. Tous m'ont donné l'assurance qu'ils ne paraîtraient pas dans la rue et ils ont tenu parole.(...) »¹.

De fait, ces contacts sont avérés avec le préfet délégué, à l'époque Antoine Benedetti puis plus tard, avec le préfet régional Alfred Hontebeyrie nommé en septembre 1942². Globalement, plusieurs membres du corps préfectoral, de l'aveu de Lucien Payrou, faisant fonction de chef de cabinet du préfet durant cette période et lui-même résistant, ont une attitude ambivalente avec cette Résistance :

« À ce niveau-là, ils (Les préfets, ndla) étaient obligés de jouer le double jeu, ils ne pouvaient être contre le gouvernement. Par contre, ils faisaient glisser certains renseignements sur les personnes qui allaient être arrêtées, faisaient passer des cartes (...) »³.

Reprenant les constats évoqués précédemment en Provence, on peut postuler qu'à minima une ambivalence existe dans les rapports entre représentants de l'Etat et certains résistants, du moins tant qu'ils ne franchissent pas certaines lignes. À défaut d'éléments contraires à notre connaissance, cette attitude ne concerne que la Résistance non communiste. Le préfet étant le supérieur hiérarchique des policiers, la question est de savoir si l'attitude des policiers a pu être définie par leur connaissance des positions de leur hiérarchie. Il n'est hélas pas possible de répondre à cette question. On ne peut mesurer si les fonctionnaires en question agissent en fonction de leurs convictions personnelles ou parce qu'ils comprennent l'ambiguïté des pratiques d'une partie des cadres supérieurs de l'Etat déconcentré.

Une deuxième source de questionnement est liée à l'analyse de l'opération policière et ces conséquences. Nous reprenons ici quelques éléments du dossier qui intriguent, les premiers sur la gestion des résistants dans ce dossier, les seconds concernant les rapports entre les policiers et leurs homologues allemands. Pour ce qui est des rapports entre policiers et la Résistance, la lecture du premier rapport relatif à l'opération laisse pointer une première question. Ecrit le soir même par le commissaire⁴, il n'évoque que la présence de trois Résistants alors que nous avons vu plus haut qu'ils étaient quatre. Volonté de masquer la portée d'un échec, souhait de laisser « filer » un des protagonistes ou seulement absence de repérage du quatrième individu, il n'est pas ici possible de répondre à cette question qui restera vraisemblablement sans réponse. La lecture du dossier du SRPJ laisse aussi d'autres questions pendantes. Il en est ainsi de l'enquête concernant Raymond Chauliac. Pour comprendre la situation de ce dernier il faut revenir sur son attitude politique durant cette période. Conseiller municipal, militant actif de l'USR⁵ avant-guerre, un des premiers résistants montpelliérains, il ne fait pas mystère de son attitude face à Vichy. Au début de l'année 1941, c'est lui qui relance le maire et le préfet pour, non sans ironie par ailleurs, faire acter sa démission du conseil municipal après une première demande restée sans réponse : « En un temps où l'on

¹ Brouillon de rapport sans date, in A.D.H. 1000 W 224. Vraisemblablement, ces contacts concernent Pierre Teitgen ou René Courtin. Le préfet délégué est alors Antoine Benedetti qui deviendra membre du NAP.

² Le premier est arrêté en 1944 par les Allemands alors qu'il est en poste dans le Vaucluse. Le second est arrêté à Montpellier en 1944 avant d'être déporté en Allemagne. *Dictionnaire biographique des préfets*, op. cit.

³ Entretien Lucien Payrou.

⁴ Rapport du 23 mai 1943, op. cit. Il n'est fait aucune mention de la présence de Charrier dans l'ensemble de la procédure.

⁵ Union socialiste et républicaine.

« démissionne » si facilement les élus, il me paraît que le délai de quarante jours est largement suffisant pour prendre une décision (...) Je considère ma démission acquise »¹. L'enquête de police réalisée à la demande du juge d'instruction alors qu'il est inculpé de menées antinationales le définit comme un « socialiste d'idée, soucieux de l'amélioration de la classe laborieuse, adversaire de toute violence. Il est toujours resté dans la légalité »². Ce qui peut paraître étonnant, c'est que l'inspecteur en charge de l'enquête n'interroge que des témoins favorables à l'intéressé. En effet, seuls d'anciens élus municipaux partisans du Front populaire sont interrogés par le policier. Il n'est aucunement fait mention d'interrogatoires auprès des militants de la droite voire des partis collaborationnistes. Le choix des témoins préjuge donc nettement le résultat final de l'enquête qui aboutit à « blanchir » définitivement l'intéressé, même si, a priori, sa présence dans l'appartement pour acheter une machine à écrire alors que s'y déroule une réunion des dirigeants régionaux de la Résistance pouvait légitimement interroger. Qu'il s'agisse d'une position légaliste, d'une défiance corporative vis-à-vis des mouvements collaborationnistes, d'une proximité idéologique ou d'une logique sociale qui fait que l'on privilégie l'avis des notables, même s'ils sont de gauche, force est de constater que ces agents de l'Etat ne jugent pas nécessaire une collaboration avec les partisans les plus actifs de la Révolution nationale, faisant objectivement le jeu des adversaires du régime³. Enfin, au-delà du dossier lui-même les suites de ce dernier montrent des réalités contrastées. Pour revenir au cas de René Campo, son action résistante ne l'empêche pas de bénéficier d'un jugement favorable de son administration qui l'inscrit au tableau d'avancement⁴. Ceci étant dit, de l'aveu de l'intéressé lui-même, cette évaluation n'est pas forcément liée à l'absence de connaissance par ses supérieurs de la réalité de ses engagements :

*« Plus tard, suite à des arrestations lors d'une réunion à Castelnaudary, le commissaire divisionnaire Guiraud reçut des documents dont l'un relatait l'action de Pech et de moi-même lors de cette histoire. Guiraud me convoqua dans son bureau et devant moi, il brûla le rapport, évitant par là-même que l'intendant de police ne le reçoive. »*⁵.

Pour des raisons qui nous sont inconnues, une partie des responsables de la police couvre les agissements d'une partie de leurs agents. Ces derniers d'ailleurs, quand ils seront arrêtés le seront à l'initiative des Allemands et non par leurs homologues français⁶. Pour conclure sur ces éléments liés à l'affaire du 23 mai, au-delà des engagements effectifs de policiers dans les mouvements de Résistance, des doutes peuvent effectivement exister sur ce qu'est la volonté policière d'aller jusqu'au bout de la logique répressive contre la Résistance. Ces questionnements sont d'autant plus marqués que l'examen de la qualité des relations dans ce dossier entre les fonctionnaires français et la Gestapo semblent empreints d'une défiance réciproque, ce qui n'est pas sans générer des effets collatéraux sur l'efficacité de leur action.

Dès les premiers moments de l'enquête, on peut mesurer en creux la nature des relations entre les deux sphères administratives. Si l'on se base sur le témoignage de René Campo et le témoignage de Raymond Chauillac⁷, Pierre L. est un indicateur de la Gestapo⁸. Pour autant, tout au long de la procédure, il ne révèle pas son statut. Lors des interrogatoires, il confirme, comme nous l'avons déjà évoqué, les versions proposées par Pierre Degon et Raymond Chauillac. On peut en déduire, au nom de l'efficacité de ce travail souterrain et/ou de la défiance vis-à-vis de la police française que le partage d'informations par les services de la Gestapo n'est pas toujours optimal entre ces acteurs.

¹ Lettre au maire de Montpellier du 10 mars 1941, A.D.H. 1000 W 39. Raymond Chauillac justifie son attitude par sa solidarité avec le maire radical-socialiste Zuccarelli qui a été destitué par le préfet.

² Rapport de l'inspecteur de police de sûreté au chef de la 14^e brigade de police de sûreté du 21 octobre 1943.

³ Ce constat n'est pas nouveau. Nous renvoyons, pour un exemple départemental, à notre article abordant les rapports entre l'Etat et la Légion française des combattants, "Anciens combattants et revanche politique : l'Hérault et sa Légion des Combattants" in *Annales du Midi*, Tome 116, n°245, 2004.

⁴ Tableau d'avancement pour l'année 1944. René Campo, alors inspecteur chauffeur de 3^e classe est proposé pour la 2^e classe. A.D.H. 1000 W 178. Il devient à la Libération commissaire sur titres de Résistance.

⁵ Entretien René Campo.

⁶ C'est le cas par exemple du commissaire Fernand Gadéa, alias *Garbelle*, arrêté puis déporté en Allemagne. Voir le témoignage de l'intéressé : Fernand Gadéa, *Quelques épisodes vécus au cours du dernier demi-siècle (1940-1991)*, Montpellier, Imprimerie Carlier Saumade, 1991.

⁷ Voir infra.

⁸ Nous n'avons pas encore retrouvé à ce jour l'éventuel dossier d'instruction concernant Pierre L. après la Libération.

D'ailleurs, rien ne dit que les Français mesurent ce qu'est la situation réelle de L. qui sera, c'est le paradoxe de cette histoire, le dernier des différents protagonistes de cette affaire à sortir de prison. La correspondance administrative entre le préfet et le colonel Tanzmann, chef du SD¹ de 1943 à 1944 autour de Pierre L. illustre par ailleurs la suspicion des Allemands vis-à-vis de l'administration française. En effet, le cas de L. devient l'objet d'un conflit entre Français et Allemands, le procureur le laissant en liberté provisoire au mépris des demandes allemandes de transfert dans sa propre prison. La lettre du chef du SD au préfet délégué laisse largement transparaître son sentiment sur l'attitude du parquet français dans cette affaire

« J'avais par lettre du 10 août 1943 prié le procureur général près la cour de Montpellier de me remettre L. après la clôture de la procédure. J'avais rappelé l'affaire les 28 décembre 1943 et 25 février 1944 et demandé en même temps qu'on m'informât du jour où L. aurait purgé sa peine. Je me vois donc obligé à l'avenir d'aller chercher directement à la prison, sans me préoccuper des désirs du parquet général, ou du tribunal les détenus à la remise desquels je m'intéresse conformément aux dispositions en vigueur. En ce qui concerne l'attitude du procureur général près la cour de Montpellier, je me réserve d'autres démarches. »²

Ces menaces allemandes sont consécutives au fait que Pierre L., profitant de sa mise en liberté provisoire a profité de l'occasion pour quitter rapidement la ville et échapper à l'emprise de la Gestapo³. Cette dernière perd donc l'un de ses informateurs dans cette affaire, ce qui tend à justifier ses préventions vis-à-vis des fonctionnaires français. Sans plus d'éléments en notre possession, rien ne nous permet d'expliquer cependant les attitudes vis-à-vis des demandes de la Gestapo. Entre erreur administrative, refus de soutenir l'effort allemand, soutien à la Résistance, toutes les hypothèses sont possibles. Ceci étant dit, il est évident que l'efficacité de la lutte contre la Résistance n'a pu que subir les conséquences de ces dysfonctionnements et incompréhensions. Au-delà, ces rapports expliquent aussi des arrestations qui, de la fin 1943 à la Libération, touchent plusieurs cadres de l'administration déconcentrée de l'État.

Le bilan de l'opération de police du 23 mai est, comme nous l'avons décrit, plutôt maigre. Ce constat doit tenir compte du contexte de l'opération, il ne saurait pour autant faire abstraction d'un questionnement sur l'attitude de la police. Un bilan définitif ne peut cependant être fait. Il nécessite de travailler finement sur d'autres dossiers de police pour mesurer cette réalité policière qui semble par ailleurs évoluer avant et après 1943. Pour mémoire, il faut rappeler que l'institutionnalisation de la lutte contre la Résistance et la collaboration sera d'autant plus forte que la fin du régime approche. L'État français dans l'Hérault s'achève en effet avec à sa tête un préfet, Paul Reboulleau, issu des rangs de la Milice qui crée en juillet 1944 la direction régionale des renseignements généraux, allié actif de la Gestapo alors que l'intendant Marty, nommé à Montpellier durant cette même année 1944, laissera sur le territoire des traces sanglantes de sa politique répressive.

Olivier DEDIEU

* * *

ERRATUM :

Dans la biographie de Manuel Galiano Gracia, pp.7-3 (*Le Midi rouge*, 13, juin 2009), lire, p.7, ligne 2-3 après le chapeau : « *Il tua, le 17 novembre 1942,* » au lieu de « *Il tua le 17 février 1942* ».

* * *

¹ Sicherheits Dients (SD). Intitulé de la police de sécurité de la Gestapo dans les territoires occupés.

² Lettre du colonel Tanzmann, chef du SD de Montpellier au préfet délégué du 21 mars 1944. A.D.H. 1000 W 300.

³ Note du cabinet du préfet de région pour le chef de service des relations franco-allemandes du 8 mars 1944. A.D.H. 1000 W 300.

LES GUERRILLEROS ESPAGNOLS DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES D'AOÛT 1944 À MARS 1945, LES AUTORITÉS FRANÇAISES ET LE CONTRÔLE DE LA FRONTIÈRE

Après la Libération, le contrôle de la frontière franco-espagnole (et accessoirement, de la frontière franco-andorrane¹) fut un problème majeur pour les nouvelles autorités civiles et militaires de Pyrénées-Orientales, comme pour celles des autres départements pyrénéens.

Qu'allait-il advenir du régime franquiste, trop longtemps complice plus ou moins actif des puissances de l'Axe ? Les résistants des Pyrénées-Orientales qui, à partir du 19 août 1944, mirent en place et occupèrent les nouveaux pouvoirs locaux, communaux et départementaux n'avaient pour la plupart aucune sympathie pour Franco et son régime. Les souvenirs de la Guerre civile et de la *Retirada* étaient présents dans la mémoire de ces militants minoritaires et courageux, issus majoritairement de la gauche², qui avaient développé, parfois au péril de leur vie, les actions locales contre Vichy et les forces d'occupation présentes depuis le 11 novembre 1942. Bien que tiraillée par des tensions internes, la Résistance nord catalane avait collaboré avec les réfugiés de la *Retirada* qui s'engagèrent dans la même voie qu'eux, allant jusqu'à former pour certains d'entre eux –les communistes « orthodoxes » en particulier– des organisations autonomes. Ces « Espagnols » avaient des buts identiques à ceux des résistants français. Mais ils poursuivaient aussi des buts qui leur étaient propres, visant, au delà de la libération de la France, la chute du régime franquiste qui pouvait paraître en sursis.

Pendant longtemps l'apport des « Espagnols »³ à la Résistance en France a été très minimisé, pour ne pas dire nié. En tous cas, d'aucuns ont, pour des motifs divers, essayé de l'occulter⁴. Évoquer les motifs d'une pareille attitude serait en dehors de notre propos. Depuis quelques années, la participation des Espagnols à la Résistance et aux combats de la Libération a été réévaluée. Ce n'est que justice.

Toutefois, leur présence massive à la frontière des Pyrénées à l'automne 1944 et pendant l'hiver 1945 et les problèmes qu'elle généra sont des faits qui demeurent peu connus. La mémoire locale, sélective, semble l'avoir refoulée. Dans un excellent travail pionnier⁵, Jean-Louis Blanchon a bien cerné les données de la problématique : mais il ne l'a perçue que de façon partielle pour la seule Cerdagne dans la mesure où il n'a pas utilisé certaines sources locales⁶ qui montrent que la situation qu'il entrevoit concerna, au delà, d'autres parties des Pyrénées-Orientales et dans des proportions qu'il ne pouvait soupçonner.

C'est ce dernier aspect que nous nous proposons de développer dans cet article. L'exploitation de liasses des ADPO, jamais exploitées jusqu'à ce jour à notre connaissance, permet d'avoir une vision renouvelée de cet aspect méconnu de l'histoire d'un département comme celui des Pyrénées-Orientales dans les semaines qui suivirent la Libération.

¹ Et de la frontière hispano-andorrane lorsque les autorités françaises issues de la Libération prirent pied dans la Principauté, aspect de la problématique qui découlait du statut de l'Andorre d'alors, le préfet des Pyrénées-Orientales étant le « délégué permanent » du co-prince français, le général de Gaulle, après l'effondrement de Vichy. Nous laissons de côté les problématiques spécifiques de l'Andorre.

² Beaucoup de socialistes et de libertaires furent très réservés et parfois hostiles à l'UNE, émanation du PCE. Il refusèrent de rejoindre les formations de *guerrilleros* constituées sous l'égide de l'*Unión nacional española* (UNE). Résistants, ils adhèrent, comme beaucoup de nationalistes catalans aux organisations françaises, mouvements ou réseaux (Cf. par exemple les notices de certains de ces militants que nous avons rédigées pour le *DBMOMS*, t. 6 (Josep Ester, anarchiste ou Albert Foraster, socialiste, tous deux catalans : Foraster anima à Perpignan la lutte politique contre la tentative de mainmise de l'UNE sur l'immigration politique espagnole).

³ Terminologie qui englobe aussi des Catalans, nationalistes, qui ne se considéraient pas comme espagnols et étaient favorables à l'indépendance de la Catalogne. Nous pensons à d'actifs membres de réseaux animés par le socialiste et franc-maçon Jean Olibo, 1909-2000 (par ailleurs de « Libération »), de Saint-Cyprien : Manuel Valls de Gomís ou Jaume Cornudella, anciens d'« *Estat català* » et militants dans la clandestinité du *Front nacional de Catalunya*. Cette précision permet de justifier les guillemets.

⁴ Ainsi, par exemple, la part décisive des *guerrilleros* espagnols aux combats de Valmanya, dans le massif du Canigou (1^{er}-3 août 1944) fut, dans le meilleur des cas, minimisée pendant de très nombreuses années.

⁵ Jean-Louis BLANCHON, « En Cerdagne, des pouvoirs aussi étrangers à la population qu'à l'appareil d'État : la Fédération anarchiste ibérique en 1936, les *guerrilleros* espagnols en 1944 », *Pays pyrénéens et pouvoirs centraux, XVI^e-XX^e siècles*, actes du colloque de Foix (1993), (dir. Michel BRUNET, Serge BRUNET, Claudine PAILHÈS), Association des Amis des Archives de l'Ariège, Foix, s.d. [1996], t. 2, pp. 285-305.

⁶ Les archives départementales des Pyrénées-Orientales (ADPO).

Toutefois, cette étude ne pouvait être entreprise sans se pencher, au préalable, sur l'histoire des *guerrilleros*, de leur implantation et de leurs actions dans les Pyrénées-Orientales (PO), avant la Libération. Nous avons pour cela tenté une synthèse des quelques rares travaux ayant abordé ce sujet.

Les « *Guerrilleros* espagnols » et leur participation à la résistance dans le Midi de la France¹ :

Nous ne retracerons pas ici l'épopée des *guerrilleros* de la mouvance communiste. Dans la biographie de l'un de leurs principaux chefs, le « général » Luis Fernández, que nous avons rédigée pour le *Dictionnaire de Mouvement ouvrier, mouvement social* [le « Maitron »]² nous avons retracé dans ses grandes lignes l'histoire de l'AGE (*Agrupación de guerrilleros españoles*), bras armé de l'*Unión nacional por la libertad y la independencia de España* (UNE). Celle-ci fut fondée après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne et ses alliés (22 juin 1941) par des cadres « intermédiaires » du PCE, du PSUC ou des JSU³, souvent réfugiés de la Retirada et ayant quitté les camps français pour intégrer les CTE puis les GTE⁴. Ces derniers facilitèrent l'essor d'une résistance républicaine espagnole autonome⁵.

Quant à l'AGE, elle vit le jour lors de la conférence de Carcassonne (15-20 décembre 1941), dans la « villa Odette », résidence de l'un de ses principaux organisateurs, Jesús Ríos. L'AGE décida de lancer des actions armées contre les forces d'occupation et celles de Vichy.

Si les communistes furent les artisans de la mise en place de l'UNE et de l'AGE, ils eurent le souci d'intégrer des éléments d'autres provenances politiques, anarchistes ou socialistes. Toutefois leur succès dans ce domaine fut mitigé car ils étaient désireux de demeurer la force dirigeante de l'« union nationale » qu'ils prétendaient impulser.

Cette décision politique de créer l'UNE et l'AGE donna à la résistance espagnole d'obédience communiste une autonomie que n'eurent pas d'autres « républicains espagnols » (libertaires, socialistes, nationalistes catalans ou basques) désireux de conserver leurs distances avec les « staliniens » qui intégrèrent les réseaux ou les mouvements de la résistance française regroupés dans les MUR (Mouvements unis de résistance). Elle distingua les *guerrilleros españoles* (GE), du moins dans le Midi (au sens large), des autres communistes étrangers qui furent regroupés dans la MOI (Main d'œuvre immigrée), elle même branche des FTPF (Francs tireurs et partisans français). Et ceci, en dépit du fait que les communistes français s'efforcèrent de maintenir un lien, très formel quand il exista, entre l'AGE et la MOI. Si l'AGE agit de concert avec les FTPF, son autonomie politique suggérait des objectifs propres qui apparurent pleinement après la Libération.

L'AGE dans les Pyrénées-Orientales avant la Libération⁶ :

¹ Cf. l'ouvrage collectif : Jean ORTIZ (dir.), *Rouges. Maquis de France et d'Espagne. Les guérilleros*, Biarritz, Atlantica, 2006, 490 p. Dans cet ouvrage, cf. plus particulièrement : Claude DELPA, « Les origines des guérilleros espagnols dans les Pyrénées (1940-1943) », pp. 153-184.

² André BALENT, « Fernández Luis », *DBMOMS*, 4, Paris, Éditions de l'Atelier, 2009, pp. 176-178 (et CDROM).

³ PSUC, Parti socialiste unifié de Catalogne, fondé en juillet 1936, nom du parti communiste catalan « orthodoxe ». Le PSUC fut le résultat de la fusion d'organisations communistes ou socialistes sous l'égide des premières. Il en fut de même pour tout l'État espagnol (zone républicaine) : les JSU (Jeunesses socialistes unifiées) résultèrent de la fusion des Jeunesses communistes et socialistes sous l'égide des premières, c'est à dire de l'absorption des secondes par les premières.

⁴ Compagnies de travailleurs étrangers : structures créées (décret du 13 avril 1939) pour intégrer à l'économie la main d'œuvre étrangère de personnes ne pouvant, pour des raisons politiques, retourner dans leur pays d'origine. Après l'armistice, elles furent transformées par Vichy en GTE (loi du 27 septembre 1940) ayant à leur tête un officier. L'article 1^{er} de cette loi stipulait : « *Les étrangers de sexe masculin âgé de dix-huit à cinquante cinq ans pourront aussi longtemps que les circonstances l'exigeront, être rassemblés dans des groupements d'étrangers s'ils sont en surnombre dans l'économie française et si, ayant cherché refuge en France, ils se trouvent dans l'impossibilité de regagner leur pays* ».

⁵ Dans les départements du « grand Sud-Ouest » français, les GTE furent principalement présents dans les mines, les chantiers de construction de barrages dans les Pyrénées et le Massif Central, les chantiers forestiers et de fabrication de charbon de bois (rendue nécessaire par la pénurie de produits pétroliers et l'utilisation de « gazogènes » pour les moteurs des véhicules automobiles), dans ces deux massifs montagneux. Dans ces départements, également, les « Espagnols républicains » furent, de loin, les plus nombreux dans les divers GTE.

⁶ Voir : Vicente ARBIOL, *La Résistance espagnole dans les Pyrénées-Orientales, (Notes personnelles sur la participation des républicains espagnols à la Résistance)*, site : langues.ups.tle.fr/Arbiol ; Ramon GUAL & Jean LARRIEU, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, II b, *De la résistance à la Libération*, Prades, Terra Nostra, 1998, 678 p. ; Jean LARRIEU, *Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane*, I, *Chronologie des années noires*, Prades, Terra Nostra, 1994, 400 p. – Georges SENTIS, *Les communistes et la Résistance dans les Pyrénées-Orientales*, tome 2, *Le difficile combat vers la libération nationale, novembre 1942 – août 1944*, Lille, Marxisme / Régions, 1985, 174 p. [pp. 91-95]. Ces travaux

L'UNE et l'AGE des Pyrénées-Orientales trouvent leur origine dans le 427^e GTE¹ dont le chef, le commandant Fernand Viaux² et son chef adjoint, Adrien Marcel, étaient eux aussi des résistants et facilitèrent ainsi leur action. Certains réfugiés espagnols –Josep Mechó, Vicent Arbiol, Agustín Izcar³, José Aljarde ou Joaquim Ortells– occupaient des postes de secrétaires du 427^e GTE. Implantés en Conflent, à Fillols ou à Ria-Sirach localités où ils travaillaient dans les mines de fer, les forêts ou les travaux d'aménagement hydroélectrique de la haute vallée de la Têt, ils organisèrent un groupe de GE dès la fin de 1942. Le Murcien Rafael Gandia⁴ était pour sa part responsable (1943) à Céret du personnel d'une entreprise forestière du Vallespir et de l'Albère⁵, les « Travaux forestiers du Roussillon » et dirigeait de ce fait une centaine d'ouvriers des GTE. Cette fonction facilita son accession à la tête d'un bataillon de GE. Pour Miguel Angel Sanz, *guerrillero* et futur historien des GE⁶, ce fut autour de Rafael Gandia que s'organisa, en Vallespir, le noyau initial de la 1^e brigade (PO) des GE, indépendamment du groupe conflentais qui, dans un premier temps, se consacra aux passages vers l'Espagne par le Haut Conflent (Portella de Mentet) et le Ripollès pour le compte de la France Libre, dans le cadre du réseau « Ajax »⁷. Miguel Angel Sanz participa, lui aussi, à l'organisation des travailleurs forestiers qui formèrent l'ossature de la 1^e brigade de GE à ses débuts. Au printemps de 1944, ils avaient intégré la brigade et participèrent, pour certains d'entre eux, aux opérations militaires de la Brigade dans le département. Quant au groupe de Mas i Tió, implanté en Cerdagne, sa création, à la fin de 1942 et au début de 1943, fut le fruit de l'initiative particulière de son initiateur⁸. Bien que Mas fût un adhérent en vue du PSUC, il était peu en phase avec le groupe qui décida la création de l'UNE et de l'AGE. Sa brigade « Macià »⁹ n'intégra de fait l'AGRE (*Agrupación de guerrilleros « Reconquista de España »*) qu'après la Libération. Auparavant, son combat ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une stratégie définie par les dirigeants du PCE en France.

De fait la 1^e brigade de l'AGE regroupa initialement quatre groupes ou bataillons. Le premier avait pour centre Saint-Laurent-de-Cerdans dans le Haut Vallespir où se trouvaient d'importants chantiers forestiers et de charbonnage. Luis Araonza et Jaume Rocallaura en assuraient le commandement. La 2^e était à la Bastide, dans les Hautes Aspres, sur les flancs du Canigou. À proximité de ce petit village, proche par ailleurs de Valmanya, en Conflent, se trouvait un autre chantier forestier dont les ouvriers, parmi lesquels de nombreux Espagnols, pouvaient aussi se déplacer à Saint-Laurent (et vice versa). Des Espagnols détachés par le GTE à la mine de fer de Batère, dans la commune voisine de Corsavy, intégrèrent aussi le groupe de la Bastide. Cette unité était commandée par Reyno (ou Reino) et

(celui d'Arbiol est davantage une « mise au clair » de souvenirs d'un acteur et évoque principalement l'activité du groupe du Conflent dans le réseau « Ajax ») donnent une vision globale de l'histoire des GE dans les PO dont certains détails nous échappent. Ils ne voient pas –quand ils en parlent comme Sentis ou Gual et Larrieu, ou, avec une autre approche (Blanchon)– la spécificité du groupe de Mas i Tió en Cerdagne que nous nous sommes efforcé par ailleurs, de mettre en évidence (André BALENT, « Del Ripollès a la Cerdanya, guerres i revolucio : Josep Mas i Tió (1897-1946), militant i guerriller », *Annals del centre d'estudis comarcals del Ripollès 2002-2004*, Ripoll, 2005, pp. 81-98 + pp. 98a-98f). Les sources orales demeurent très fragmentaires car la collecte systématique des témoignages fut partielle et tardive. La volonté —des gaullistes comme des communistes français— d'occulter la présence des *guerrilleros* dans la résistance explique cet état de fait fâcheux.

¹ Le 427^e GTE était « permanent » alors que 416^e, implanté à Perpignan, était réservé aux Espagnols « de passage » dans le département. D'autres GTE furent aussi implantés, avant novembre 1942, dans les PO : le 412^e à Ille-sur-Têt groupant des Juifs « étrangers » et des Espagnols. Le 300^e GTE, disciplinaire, était aussi « mixte ». Le 318^e, au Barcarès, était composé de Juifs (LARRIEU, *op. cit.*, 1994, p. 160). Tous les GTE où se trouvaient des Espagnols fournirent des recrues à l'UNE et à l'AGE.

² Alias « Vinet », le commandant Viaux était à « Combat » et sympathisait avec les « républicains espagnols » qu'il avait sous ses ordres.

³ Arbiol, Mechó et Izcar furent à l'origine de la création de l'UNE dans les PO. Avec Aljarde, ils formèrent la direction de l'UNE dans les PO. (d'après Arbiol, *op. cit.*, Internet).

⁴ Voir la notice biographique que nous avons rédigée pour le *DBMOMS*, tome 5, 2009, *op. cit.*, cédérom annexe.

⁵ Il y avait un important chantier de bûcheronnage dans la forêt de la commune de Sorède.

⁶ Miguel Angel SANZ, *Luchando en tierras de Francia. La participación de los españoles en la Resistència*, préface de Jean Cassou, Madrid, Ediciones de la Torre, 1980, 254 p. [pp. 192-194].

⁷ Mais, en principe, cette activité de passage n'était pas pratiquée par les communistes « orthodoxes » qui étaient réticents à pratiquer une aide destinée aux services des Alliés occidentaux ou à la France Libre. Ils privilégiaient la lutte contre les Nazis et Vichy à l'intérieur du pays (cf. aussi le « cas » du groupe de Josep Mas en Cerdagne).

⁸ Cf. André BALENT, *op. cit.*, 1995.

⁹ Il s'agit de Francesc Macià, nationaliste catalan, le premier président de la *Generalitat*, de la proclamation de la République (1931) à sa mort (1933). Mas avait une grande admiration pour Macià (BALENT, *op. cit.*, 2005).

Antonio González. Manuel Galiano¹ que nous retrouverons exerçant, après la Libération, des fonctions de commandement élevées au sein des *guerrilleros* des PO, était initialement rattaché à ce groupe. Il s'illustra dans les combats de Valmanya, au début du mois d'août 1944 (il commandait alors le 4^e bataillon²). Le 3^e bataillon avait pour centre la sous-préfecture de Céret, la petite « capitale » du Vallespir où la Résistance française, inhabituellement unifiée³, était très bien implantée. Rafael Gandia (« Martín »), en était le chef. Le 4^e, à Perpignan, était commandé par Francisco Ruiz Vera (« Sevilla »)⁴. Le petit groupe de Port-Vendres lui était rattaché. Pour Gual et Arbiol⁵, le groupe de passeurs du Conflent formait une 5^e compagnie commandée par José Queipo et Jesus Rodriguez (« Asturias »). Sa création formelle fut vraisemblablement tardive, peu de temps avant la Libération.

Huertas (« Arenya ») fut le premier commandant de la brigade des PO, flanqué de Francisco Braulio⁶ (« José Maria »). Par la suite, Juan Cámara fut nommé à la tête de la 1^{re} brigade en janvier 1944 avec, comme adjoint, Braulio et Máximo Muñoz (« Gallego »), comme chef d'état major. En juillet et en août 1944, Rafael Gandia était le chef de la 1^{re} Brigade et son chef d'état major était André Sabatier⁷, Français, ancien des Brigades internationales qui participait, depuis Saint-Laurent-de-Cerdans, aux activités clandestines GE et assurait la liaison avec les FTPF. Le PC de Càmara, commandant de la brigade, était situé à Perpignan, 20, rue des Farines.

La 1^{re} brigade (PO) de l'AGE fut d'abord regroupée avec celles de l'Aude et de l'Ariège sous l'autorité de Luis Fernández, puis, avec celles de l'Hérault (11^e), de l'Aude (5^e) du Tarn (7^e) et de l'Aveyron (9^e), une « 4^e division » dont Miguel Angel Sanz⁸ qui résida un moment dans les PO fut le chef d'état major.

Les effectifs de la 1^{re} Brigade sont évalués par Sanz (*op. cit.*) à 300 hommes avec une « réserve » de 75 qui fut active pendant les semaines qui précédèrent la Libération.

Nous ne relaterons pas ici les opérations auxquelles prirent part les GE dans le département⁹, après le débarquement de Normandie (6 juin 1944) et avant la Libération du département (19 août 1944) : attaque et participation, avec les FTPF, à l'occupation de Prades (29 juillet 1944), et aux combats de Valmanya (1, 2, 3 août 1944) contre les forces allemandes et la Milice qui furent leurs faits d'armes les plus notables. À cette date, la 1^{re} Brigade avait déjà été renforcée par des éléments venant de l'Aude, de la Savoie et des Bouches-du-Rhône.

Le déploiement des *guerrilleros* espagnols dans les Pyrénées-Orientales au lendemain de la Libération :

Comme nous l'avons déjà signalé, après la libération des départements du Sud de la France qui intervint rapidement après le débarquement allié en Provence (15 août 1944), le PCE et le PSUC avaient comme objectif une rapide « reconquête de l'Espagne ». Selon eux, le régime franquiste devait s'écrouler rapidement. De ce point de vue, leur analyse optimiste ne tenait pas compte de la réalité, celle d'un pays épuisé par la guerre civile et brisé par une répression brutale et impitoyable des partisans réels ou supposés de la République qui, pour des raisons diverses, ne s'étaient pas

¹ André BALENT, « Galiano Gracia Manuel », *DBOMS*, 5, Paris, Éditions de l'Atelier, 2009, Cédérom annexe et *Le Midi Rouge*, 13, Montpellier, 2009, pp. 7-8. Manuel Galiano accompagné du Catalan Anton Carbonell exécuta devant l'hôtel Négrail de Limoux (Aude) le 17 novembre 1942, sur ordre de Luis Fernández, un officier allemand, le premier en zone sud. Les forces d'occupation attribuèrent cependant cette exécution à un obscur règlement de comptes entre officiers et non à un acte de résistance.

² D'après Sentis, *op. cit.*, 1985, p. 108

³ MUR, FN, AS FTP et membres des multiples réseaux de passage agissaient de concert dans des structures unifiées. Au printemps 1944, la Résistance céretane créa un maquis unitaire, le « Maquis 44 » implanté dans les communes limitrophes de celle de la Bastide, Saint-Marsal et Prunet-et-Bellpuig.

⁴ Sur Francisco Ruiz Vera, ancien lieutenant du *Quinto Regimiento*, mort à Perpignan, en 1989 cf. SÁNCHEZ AGUSTÍ, *op. cit.*, 1999, p. 202, n. 4.

⁵ GUAL, 1998, *op. cit.*, p. 601, ARBIOL, *op. cit.*, Internet. Sanz (*op. cit.*, 1980, p. 194) et Sentis (*op. cit.*, 1985, p. 94), il n'y eut que quatre bataillons de GE. Sentis montre cependant que la 1^{re} brigade soutint l'activité du groupe conflentais.

⁶ De son vrai nom Josep Maria Bru (pseudonyme « José Maria Braulio » d'après Vicent Arbiol, *op. cit.*

⁷ Né à Gallargues -Le Montueux (Gard) en 1909 ; mort à Perpignan en 1998. Cf. biographie par André Balent, à paraître in *DBMOMS*.

⁸ Qui, plus tard, tenta une synthèse historique de l'action des républicains espagnols dans la résistance française (*op. cit.*, 1980).

⁹ Cf. LARRIEU, *op. cit.*, 1994, GUAL & LARRIEU, *op. cit.*, 1998 et ARBIOL, *op. cit.*, Internet.

exilés¹. Cette cruelle répression qui n'avait pas encore fléchi plus de cinq ans après la fin de ce sanglant conflit s'ajoutait aux dures conditions de vie générées par une situation économique déplorable. Il était donc difficile, dans ces conditions de susciter, à partir de l'entrée de quelques centaines de *guerrilleros* mal armés, un mouvement généralisé d'opposition qui aurait balayé le régime. Par ailleurs les stratèges du PCE clandestin en France avaient la prétention d'imposer, au besoin en utilisant des moyens « musclés », bien peu démocratiques, une stratégie d'« union nationale » très large qu'ils contrôlèrent néanmoins grâce à des organisations « unitaires » (l'UNE et l'AGRE²) dont les stratégies politique et militaire seraient définies par eux seuls, sans tenir compte des points de vue formulés par des éléments issus d'autres forces politiques (anarchistes, socialistes, nationalistes catalans et basques). Ils choquaient aussi certains d'entre eux en prétendant associer à leurs vues unitaires des monarchistes qui s'estimeraient floués par le régime franquiste. L'AGRE n'avait pas tenu compte, par ailleurs, que le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) et les Alliés avaient, après août 1944, un objectif prioritaire : en finir avec l'Allemagne nazie, en lançant contre elle l'assaut final. Il fallait donc maintenir le *statu quo* sur la frontière pyrénéenne en ménageant le régime franquiste, au moins jusqu'à la capitulation des Nazis³.

La mise en œuvre de la stratégie de « reconquête de l'Espagne » signifiait le regroupement rapide des forces des *guerrilleros* le long de la frontière et leur pénétration à l'intérieur du territoire espagnol. Aussi, dans les jours qui suivirent la libération des PO (19 août 1944), de nombreux *guerrilleros* y affluèrent avec armes et bagages depuis tout le Midi de la France où l'AGE avait créé des unités qui venaient souvent de s'illustrer dans les combats de la Libération des départements où elles étaient implantées.

Ces *guerrilleros* furent bientôt bien plus nombreux que ceux de la 1^e Brigade formée dans le département des Pyrénées-Orientales⁴. Il faut noter qu'ils étaient concentrés dans les régions montagneuses et frontalières du département les moins densément peuplées. Dans la plaine roussillonnaise ils ne furent présents qu'à Elne et Millas. À Perpignan, ne séjournèrent que des « cadres » ou des hommes en transit vers leurs cantonnements.

La stratégie militaire de l'AGRE fit porter l'effort principal dans les Pyrénées centrales, le Val d'Aran en premier lieu. Mais, depuis les Pyrénées-Orientales, furent conçues des opérations « secondaires » en appui à l'attaque principale, à partir de la Cerdagne et du Vallespir principalement.

Dans les Pyrénées-Orientales, la Cerdagne, le Vallespir, mais aussi le Capcir et le Conflent furent les lieux de prédilection du regroupement des *guerrilleros* le long de la frontière ou à peu de distance de celle-ci. L'« avalanche » de « maquisards espagnols »⁵ posa de nombreux problèmes aux autorités

¹ Voir par exemple pour la ville de Gérone, proche des Pyrénées-Orientales, un récit très suggestif : Gerard BAGUÉ, Testimoniatges de la repressió quotidiana », in *Girona 1939-1953. Exilis, repressions i complicitats*, Gérone, Ajuntament de Girona, 2009, 194 p. [pp. 165-194].

² AGRE (*Agrupación de Guerrilleros « Reconquista de España »*), nom pris par l'AGE après la Libération.

³ En France, de nombreuses forces issues de la Résistance, présentes dans le GPRF étaient hostiles au régime franquiste. Mais des considérations de *real politik* (formulées principalement par de Gaulle), suggéraient qu'il fallait s'en accommoder. Cela expliquera bien des tergiversations de la politique française à l'égard de Franco après 1945. Quant aux Américains et aux Britanniques, ils étaient prêts à pactiser avec Franco, attitude qu'ils adopteront définitivement pendant la guerre froide.

⁴ Les effectifs signalés, dès la fin août, étaient de plusieurs centaines : le 2 novembre 1944, un rapport de l'Intendant militaire de Perpignan, Laydis, (ADPO, 31 W 32) évaluait, de façon très incomplète l'effectif départemental à 1065 hommes (110 à Prades, état major ; 650 à Millas ; 260 à Molitg ; 25 à Elne ; 20 à Perpignan) ; le préfet Latscha notait au crayon : « *et Vernet ? Formiguères* », autres lieux où les GE étaient stationnés en nombre. Ils étaient 341 à Vernet, promu « centre d'instruction », à la mi-novembre 1944 (cf. *infra*). Les GE avaient convergé principalement vers la Cerdagne, le Capcir, le Conflent et le Vallespir. En novembre 1944, obéissant aux directives de l'autorité française, –suite à l'accord signé à Toulouse entre leur « général », Luis Fernández, et le général Gabriel Cochet, commandant jusqu'en octobre 1944 des FFI de la zone Sud (ADPO, 31 W 32, note téléphonique, transcrite, du général Cochet au préfet Latscha, 5 septembre 1944)– ils s'étaient (théoriquement) retirés à 25 km de la frontière. Pour cette raison, ils étaient alors cantonnés à Formiguères et n'étaient plus en principe stationnés en un lieu comme Saillagouse, leur base en Cerdagne, pendant quelques semaines.

Ces effectifs sont à mettre en relation avec ceux de la 1^{er} Brigade des GE au printemps de 1944 signalés plus haut.

⁵ Le poste de gendarmerie installé à Salses pour contrôler les mouvements de (ou provenant de) l'Aude signala divers convois de *guerrilleros* armés provenant des départements du Midi de la France. Il y a aussi la mention d'un groupe d'Olonzac (Hérault) présent à Perpignan. Parmi ceux qui furent contrôlés et de ce fait répertoriés (entre le 29 août et le 1^{er} octobre), certains –les groupes étaient en général peu nombreux, de trois hommes jusqu'à une vingtaine –venaient du Gard et de la Lozère (Cévennes), des Basses-Alpes (Les Mées, Barcelonnette), des Bouches-du-Rhône (Aix, Salon), de l'Hérault (Olonzac), de l'Ariège (Foix), de Toulouse (Haute-Garonne). L'état major espagnol venait de Lozère : il entra dans les P.-O. par le Capcir après être passé à Quillan (ADPO, 31 W 32, notes de la gendarmerie). En ce qui concerne le Gard, le fils de Josep Mas i Tió, témoin privilégié des événements de l'époque en Cerdagne, nous a confié que ceux qui provenaient du Gard étaient particulièrement nombreux (entretien avec Josep Mas i Mas, Sant Pere de Torelló, 21 août 2004), fait qui est confirmé

françaises issues de la résistance et qui prirent en charge la difficile administration du département¹. Bien que, dans un premier temps, elles furent débordées, elles s'efforcèrent de récupérer le contrôle de la frontière qui leur échappa en grande partie dans les jours qui suivirent la Libération.

Dans le Haut Vallespir², à l'ouest de Saint-Laurent-de-Cerdans, le contrôle de la frontière fut initialement confié aux *guerrilleros* que l'on désignait aussi communément –ce qui ne manque pas d'ambiguïté– sous le vocable de « FFI espagnols ». Toutefois les FFI (« français », du département) formèrent cinq compagnies qui intégraient le 1^{er} Bataillon de sûreté du Roussillon, base de la reconstitution à Perpignan du 24^e Régiment d'Infanterie coloniale, effective à la fin de 1944. Des cinq compagnies de ce bataillon, la quatrième occupa le secteur compris entre le Perthus et Saint-Laurent, ayant son PC dans cette dernière localité.

Manuel Galiano, héros des combats de Valmanya, est souvent désigné dans des rapports des administrations civiles ou militaires françaises du mois de septembre et du début d'octobre 1944³ – parfois plus tard– comme le chef de tous les *guerrilleros* des Pyrénées-Orientales, depuis la plaine roussillonnaise jusqu'à la Cerdagne. Dans un premier temps, il avait installé son état major à Céret. Un phalangiste –et /ou agent de la police franquiste⁴– essaya d'infiltrer ce poste de commandement mais fut confondu par la police française⁵.

Le 13 septembre 1944, son PC était déjà transféré à Elne à l'ancienne maternité suisse du château *d'en Bardou*. Ce jour-là, 200 *guerrilleros* espagnols y arrivèrent suivis de 100 supplémentaires le lendemain. Le 23 septembre, ils n'étaient plus que 120 à 130, armés, à stationner à Elne. Entre temps, leurs chefs les dirigeaient vers le Haut Vallespir, et, surtout, la Cerdagne, le Capcir et le Conflent.

Les opérations des *guerrilleros* de l'AGRE (GE) :

Les autorités franquistes étaient parfaitement au courant des projets de l'AGE. Le dispositif militaire et policier fut considérablement renforcé le long de la frontière et en profondeur. Des restrictions draconiennes furent apportées à la circulation dans une « zone frontalière » parfaitement délimitée et contrôlée. L'armée et la Garde civile attendaient de pied ferme⁶.

En Vallespir :

Le 3 septembre 1944, un rapport de gendarmerie signalait que des GE infiltrés depuis le Vallespir auraient fait le coup de feu près de Gérone. Le même jour, un affrontement eut lieu entre des GE et l'armée espagnole en territoire français, à proximité de la frontière près des sources du Tech et du pic de Costabona (2464 m), au col del Pal (2319 m). Les GE y avaient installé à cinquante mètres de la frontière, un poste de surveillance avec cinq hommes en permanence. Un muletier de Prats-de-Mollo, originaire de Camprodon⁷, Joseph Vila, accompagné de deux hommes armés et suivi par trois autres, venait ravitailler le poste. À 300 m du col del Pal, ils furent attaqués, en territoire français, par des Espagnols. Suivit un échange de coups de feu. D'après un rapport de gendarmerie, les militaires franquistes capturèrent et ramenèrent en Espagne deux GE. Les sources espagnoles utilisées par Josep Clara signalent de leur côté que cinq GE et Vila furent capturés et détenus⁸.

par une note de la gendarmerie qui informait le 1^{er} septembre 1944 de la venue « prochaine » dans les PO de 200 GE en provenance du Gard.

Une brigade de GE était, d'après Gilbert de Chambrun, un des chefs de la Résistance dans la R 3 (Montpellier) cité par André Souyris-Rolland, déployée dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude. Toujours selon de Chambrun, elle était commandée par le lieutenant-colonel José Viniti. (André SOUYRIS-ROLLAND (dir.), *Les Forces françaises de l'Intérieur du Languedoc-Roussillon : Région 3 dans l'Armée de la Libération*, actes du colloque d'histoire, Montpellier, 14 mars 1945, Arcueil, Public-réalizations, 1997, p. 164).

² Cf. André BALENT, « Els guerrillers espanyols al Vallespir a la tardor de 1944 », *Vallespir*, 6, Céret, à paraître, 2009.

³ ADPO, 31 W 32.

⁴ Fructuoso Manils, né le 27 janvier 1916 à Granollers.

⁵ ADPO, 31 W 32.

⁶ La police et la gendarmerie françaises étaient de leur côté au courant des modalités du déploiement des forces espagnoles. Elles suivaient de très près l'évolution de la situation intérieure, en Catalogne en premier lieu, tant au plan politique qu'économique. Elles supputaient les chances des *guerrilleros* et évaluaient leur impact sur la population civile (ADPO, 31 W 32, nombreux rapports des commissaires et inspecteurs de Cerbère, Le Perthus, Céret, Mont-Louis, Bourg-Madame, Latour-de-Carol, des brigades de gendarmerie, des officiers commandant les unités de FFI ; du lieutenant-colonel, commandant la subdivision militaire de Perpignan ; du préfet au commissaire de la république à Montpellier ...)

⁷ Localité espagnole proche de Prats-Mollo. Vila vivait à Prats depuis de nombreuses années (ADPO, 31 W 32).

⁸ Josep CLARA, *Els màquis*, Quaderns de la *Revista de Girona*, 36, Girona, 1992, 96 p. [p. 28].

Des mouvements de GE du Vallespir vers le Conflent suggéraient aussi un redéploiement vers d'autres secteurs jugés prioritaires. Le 7 septembre 1944, un camion, avec 15 GE armés fut signalé lors de son passage à Thuir par la gendarmerie. Il avait quitté Céret où se trouvait l'état major pour se diriger vers le col de Jau (haute vallée de la Castellane, commune de Mosset, dans le Conflent)¹. Au même moment les GE renforçaient, à l'arrière de la frontière cerdane, leurs bases du Conflent. Ils étaient en train de s'établir en force à Prades et à Vernet-les-Bains.

Toutefois, lorsque les circonstances l'exigeaient, des *guerrilleros* étaient momentanément acheminés vers la haute vallée du Tech. Ainsi, le 14 octobre 1944, alors que la frontière vallespirienne connaissait un regain de tensions, la gendarmerie signalait qu'un camion transportant quinze GE armés était attendu au Pont de Reynès par un capitaine *guerrillero* afin d'être dirigé vers Prats-de-Mollo², commune où venait de se produire deux autres « incidents » frontaliers avec les forces franquistes. Le 12, des éléments armés espagnols pénétrèrent en territoire français sur une profondeur de 300 m. Ils furent pris à partie par des FFI (FTP) stationnés près de la chapelle Santa Margarida et furent obligés de franchir la frontière en sens inverse. Le 13, d'autres FFI (FTP)³ qui poursuivaient un individu qui quittait clandestinement le territoire français pénétrèrent (par erreur ?) en Espagne jusqu'à un km de la frontière ; ils rencontrèrent une patrouille espagnole avec laquelle ils échangèrent des coups de feu. D'autres incidents eurent lieu dans le même secteur les 16 et 17 octobre : des soldats espagnols entrèrent par le col d'Ares en sectionnant des fils de fer barbelés placés antérieurement par les Allemands. Trois « FFI » furent capturés en Espagne.

À la fin du mois d'octobre 1944, les infiltrations de *guerrilleros* depuis la frontière vallespirienne se multiplièrent. Toutes étaient autant d'opérations secondaires accompagnant l'effort offensif principal au Val d'Aran. Josep Clara et Ferran Sánchez Agustí⁴ qui s'appuient sur des sources écrites espagnoles ou des sources orales donnent des exemples d'affrontements avec les forces franquistes dans le Haut Ampourdan, la Garrotxa ou la Vall de Camprodon qui peuvent être attribués aux GE du Haut Vallespir basés à Prats-de-Mollo. Mais ils ignorent un heurt plus important signalé par un rapport du 30 octobre 1944⁵. Près de Beget (Garrotxa), 200 « phalangistes » (en fait, plus vraisemblablement des soldats espagnols et / ou des gardes civils) firent face à des *guerrilleros* qui avaient pénétré en territoire espagnol par Lamanère (selon toute vraisemblance par le col de Malrems). Selon le commissaire spécial de Céret, auteur du rapport, les *guerrilleros* surpris furent tués ou faits prisonniers (il ne donne pas de chiffre). Le 30 octobre 1944, le commissaire spécial de Bourg-Madame affirmait, dans un rapport de synthèse, que « depuis le secteur de Prats-de-Mollo », 800 *guerrilleros* (chiffre vraisemblablement exagéré) s'étaient introduits en territoire espagnol dans une zone s'étendant de Ribes de Freser à Barcelone alors que les forces franquistes étaient en état d'alerte. Le lieutenant Lechasseur, commandant militaire du sous-secteur de Bourg-Madame signalait

¹ ADPO, 31 W 32.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*. Un rapport français parle de « FTP ». Mais dans ce secteur (de Saint-Laurent-de-Cerdans au Perthus), les FFI de la 4^e compagnie étaient issus des Corps francs de Libération (des MUR) et non des FTP. Toutefois, la proximité idéologique entre les FTP et les GE pouvait amener parfois à les confondre. Les GE étaient parfois nommés « FFI espagnols » ou « FTP ». Les rapports français disent que des « FFI » étaient stationnés à la Preste et à Santa Margarida.

Un mois plus tôt, le 8 septembre 1944, le commissaire spécial de Perpignan, dans un long rapport à l'Intendant de police à Montpellier signalait que les postes de la Preste, de Prats-de-Mollo, de Lamanère et du col d'Ares étaient tenus par des FFI espagnols (ADPO, 31 W 32).

Un rapport du 23 octobre (ADPO, 31 W 32) donne à penser que le poste de Santa Margarida était peut-être tenu par des « FFI français » (des hommes de la 4^e compagnie de Saint-Laurent, pas des FTP), peut-être en même temps que les GE. De toutes façons, le commandement français était désireux de récupérer le contrôle de la frontière du Haut Vallespir qu'il avait initialement abandonnée aux GE.

La 4^e compagnie demeura le long de la frontière jusqu'à la fin du mois d'octobre. Une section commandée par le sous-lieutenant Jean Julia vint au Perthus épauler puis remplacer pendant quelques jours une compagnie de Tirailleurs malgaches. Elle fut relevée le 30 octobre par des FFI audois (ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial du Perthus au préfet, 31 octobre 1944).

⁴ CLARA, *op. cit.*, 1992 ; Ferran SÁNCHEZ AGUSTÍ, *Maquis a Catalunya. De la invasió de la Vall d'Aran a la mort de Caracremada*, Lérida, Pagès editors, 1999, 393 p. ; *Maquis y Pirineos y la gran invasión (1944-1945)*, Lérida, Editorial Milenio, 2001, 327 p.

⁵ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Céret au préfet, 30 octobre 1944 ; note de Latscha à Bounin, commissaire de la République, Montpellier, 8 novembre 1944.

que quatre groupes « de l'UNE » entraient en force depuis les Pyrénées-Orientales. Celui qui partit de Prats-de-Mollo et que se dirigea vers Ribes de Freser rassemblait 200 hommes¹.

La tension atteignait à ce moment-là son point culminant et incitait les Français à redoubler d'efforts afin de mieux contrôler la frontière et d'éviter une confrontation avec l'Espagne qui aurait contrecarré les objectifs du moment dirigés principalement contre d'Allemagne. Aussi lorsque, le 12 novembre 1944, des éléments du Corps franc « Lorraine » de Narbonne² –qui avait relevé la 4^e compagnie du Bataillon de sûreté du Roussillon– eurent un affrontement avec une patrouille espagnole près de la Muga, dans la commune de Coustouges, le commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Laurent-de-Cerdans, l'adjudant Embry (un résistant) et les militaires espagnols firent en sorte que l'incident armé ne dégénérait³.

En novembre il était évident que l'échec de l'offensive *guerrillera* au Val d'Aran concrétisait celui, plus large, de la stratégie de l'UNE et de son bras armé l'AGRE. Tout ceci aidait les Français dans leur prise de contrôle de la frontière pyrénéenne. Le 23 janvier 1945, l'inspecteur de police du Perthus sollicité par ses supérieurs constatait que la dernière formation de GE déployée le long de la frontière vallespirienne, une cinquantaine d'hommes stationnés à Riunogués s'étaient regroupés à Elne auprès de leurs camarades dès le mois de septembre 1944⁴.

Cela faisait déjà quelque temps que le « général » Fernández, chef de l'AGRE, avait accepté que ses hommes s'installent au moins à 20 km de la frontière...

Depuis la Cerdagne ou le Capcir jusqu'à la fin octobre 1944 :

En Cerdagne, les hommes de Josep Mas i Tió, bien que majoritairement communistes n'étaient pas rattachés avant la Libération à l'AGE. Le rôle considérable qu'ils avaient joué dans la Résistance les avait mis en contact avec des réseaux français, giraudistes ou gaullistes ou contrôlés par les services secrets de puissances alliées. Ils purent alors nouer des contacts avec les résistants français de Cerdagne et du Capcir. Dans la lutte commune, Mas sut amalgamer *guerrilleros* espagnols et résistants français. Meneur d'hommes charismatique, Mas suscita le dévouement et l'admiration de ceux qui furent sous ses ordres⁵. Après la Libération, les Français qui le connurent dans la clandestinité se firent ses avocats. Mas n'avait pas de contacts suivis avec les animateurs de l'UNE, mais conservait des liens privilégiés avec la direction « intérieure » clandestine (à Barcelone) du PSUC⁶. Il entretenait par ailleurs de puissants sentiments « nationalistes » catalans. Lorsque des *guerrilleros* affluèrent en nombre en Cerdagne afin de s'élancer à l'assaut de l'Espagne franquiste ainsi que le prévoyait l'état major de l'AGRE, le groupe de Mas servit, en quelque sorte, de « structure d'accueil ». L'impétuosité des hommes Mas les mirent très tôt en porte à faux avec les autorités françaises de Perpignan.

¹ ADPO, 3 W 32, rapport de synthèse du lieutenant Lechasseur, commandant militaire du sous-secteur de Bourg-Madame, au capitaine Rivière, officier de la Sécurité militaire à Perpignan, 23 octobre 1944.

² Il s'agit d'éléments issus du maquis de Picaussel (Pays de Sault, Pyrénées audoises) qui avaient formé le 2^e bataillon de l'Aude qui intégra le 81^e RI –reconstitué le 1^{er} décembre 1944 à Carcassonne– dont il devint le 1^{er} bataillon, basé au Boulou (SOUYRIS-ROLLAND, *op. cit.*, pp. 137-139, p. 167), avec des sections au Perthus et à Saint-Laurent-de-Cerdans. Plus tard, alors que le 81^e RI était envoyé sur le front d'Alsace, il fut remplacé par le Bataillon du Roussillon (24^e RIC), précédemment à Mont-Louis et qui demeura au Boulou jusqu'au 15 février 1945 (SOUYRIS-ROLLAND, *op. cit.*, p. 167). Le lieutenant Delon, de la CMF, présent au Perthus, affirma, dans un rapport au préfet Latscha, que ces FFI étaient des FTP et qu'ils avaient reçu l'ordre du colonel de Carcassonne d'aider les GE dans leur affrontement avec les forces franquistes. Delon donne le « pseudo » de leur officier, « Myriel ». (ADPO, 31 W 32, rapport du lieutenant Delon ou préfet, Le Perthus, 26 octobre 1944) : il s'agissait de Jean Bringier, un des chefs de la résistance non communiste audoise, chef départemental des CFL à la veille de la Libération. Delon était-il mal informé ou voulait-il désinformer ? En tout cas, les FFI audois stationnés au Boulou et au Perthus ne semblent pas avoir aidé de façon « voyante » les GE, d'ailleurs d'emblée exclus du contrôle de la frontière du Bas Vallespir.

³ ADPO, 31 W 32, rapport de l'adjudant Édouard Embry, de la brigade de gendarmerie de Saint-Laurent-de-Cerdans, 15 novembre 1944.

⁴ ADPO, 31 W 32, rapport de l'inspecteur du commissariat spécial du Perthus au commissaire spécial, 23 janvier 1945.

⁵ Nous avons recueilli à propos de Mas, les témoignages d'Antoine Cayrol (Saillagouse, 11 juillet 2004) et de Paul-José Combeau (Collioure, 3 février 2007) résistants qui côtoyèrent Mas dans la clandestinité ; de Pierre Soubielle (Caldégas, 22 février 1999), fils de Sébastien Soubielle, résistant capcinois de Fontrabieuse (dont il fut maire), compagnon de résistance et admirateur de Mas. Cf. le témoignage du douanier communiste de la Cabanasse André Parent (alias Claude) –autre compagnon de lutte de Mas qui ne tarit pas d'éloges à son sujet– retranscrit par Llorenç Torrent, (TORRENT, *Cercant la llibertat. Anys perillosos*, Santa Pau, Grup cultural i esportiu Passabigues, 1998, 192 p.).

⁶ Entretien avec son fils, Josep Mas i Mas (lui-même *guerrillero* en Cerdagne aux côtés de son père) et avec sa petite-fille, Laura Mas i Vergés, Sant Pere de Torelló, 21 août 2004.

LÉGENDE DE LA CARTE :
LES GUERRILLEROS ESPAÑOLES (AGER) DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES
AOÛT 1944 – MARS 1945
(d'après ADPO, 31 W 32)

Conflent, Capcir, Cerdagne, Vallespir, Albera: régions du département concernées par l'activité ou l'implantation de l'AGER et de ses unités militaires.

1 : Andorre.

PERPIGNAN : Sièges départementaux de l'UNE, du PCE, du PSUC.

CÉRET, ELNE, MILLAS, MONT-LOUIS, PRADES: états-majors départementaux successifs des GE.

RIUNOGUÈS, SAILLAGOUSE, OSSÉJA, VALCEBOLLÈRE, PRATS-DE-MOLLO, FORMIGUÈRES, MOLITG, VERNET : lieux de cantonnements d'unités de l'AGER.

★ : **points de départ d'actions militaires de l'AGER en territoire espagnol** (coll de Malrems, coll d'Ares, coll de Finestrelles) ; **lieux d'affrontement avec l'Armée espagnole en France, près de la frontière** (coll del Pal, fonts del Tec).

***** : Lieux d'intervention des GE contre les « maquis blancs » (**SERDINYA, MOSSET, COL DE JAU**).

▲ : forêts où les GE entreposèrent clandestinement des armes retrouvées par la police ou la gendarmerie françaises en décembre 1944 (Lamanère, Le Perthus, Sorède).



: tentatives de pénétration d'unités de *Guerrilleros* en territoire espagnol à partir des Pyrénées-Orientales en septembre à novembre 1944.



: mouvements de *Guerrilleros* depuis les Pyrénées-Orientales vers l'Ariège et la Vallferrera (Pallars) en octobre 1944.

Dès le 29 août 1944, le préfet Jean Latscha demanda que Mas fût arrêté, le qualifiant de « *soi-disant commandant* » se trouvant à la tête d' « *irréguliers* », ne se trouvant pas « *dans le secteur qui leur a été assigné* » et devant par ailleurs « *justifier d'un ordre de mission régulier établi par le commandant des forces espagnoles dans les Pyrénées-Orientales* »¹. L'ordre fut exécuté par des GE, à la demande, donc, des Français. Mais la direction de l'AGE ignorait Mas jusqu'à la Libération, puisque son groupe n'était pas répertorié comme faisant partie de la 1^e Brigade des GE (Pyrénées-Orientales). Suspect, on oublia presque les éminents services rendus à la résistance française. Des accusations fusèrent comme celle de s'être acoquiné avec un prétendu agent de la Gestapo domicilié à Font-Romeu, « Gaymen », ancien conseiller municipal de Paris². Mas fut conduit, menotté, à Céret à l'état major départemental des GE –l'arrestation se produisit donc avant le 13 septembre 1944, date à laquelle il était transféré à Elne –cf. *supra*– puis à Chalabre (Aude) autre QG des GE et, enfin à

¹ ADPO, 31 W 32, note de Jean Latscha, préfet, au colonel commandant les FFI [Dominique Cayrol], 29 août 1944.

² ADPO, 31 W 32, autre note de Jean Latscha, 29 août 1944. Il s'agissait en fait de Vital Gayman (1897-1985), ancien militant en vue du PC français, en rupture de ban avec son parti à la suite de la signature du pacte germano-soviétique. Gayman, officier de réserve, fut un des volontaires des Brigades internationales et joua un rôle important auprès d'André Marty, commandant un temps la base des Brigades à Albacete. Sa femme, Jacqueline, née Bureau, était pharmacienne. Elle acheta une pharmacie à Font-Romeu (1940) où elle vécut avec son mari. Tous deux participaient en 1942 à l'activité de filières de passages vers l'Espagne. Menacé, Gayman quitta Font-Romeu en 1943. Pris par les Allemands, il réussit à s'échapper. Sans doute était-il de retour en Cerdagne après la Libération pour qu'on le signalât comme ayant eu des contacts avec Mas. Sa rupture avec le PC le rendait très suspect aux yeux de ses anciens camarades... De retour à Paris en septembre 1945, il se tint à l'écart de la vie politique. De 1946 à 1958, il fut directeur de l'information à la Radiodiffusion Télévision Française (Biographie de Vital Gayman par Guillaume Bourgeois, Jean Maitron et Claude Pennetier, *DBMOF*, 29, Paris, Éditions ouvrières, 1987, pp. 235-238).

Toulouse¹. S'étant expliqué avec les chefs de l'AGRE, il revint libre en Cerdagne avec une autorité accrue, enfin légitimée, sur les GE, mais subordonné aux officiers nommés à Toulouse par le général Fernández. Mas et son fils aîné, à qui fut attribué aussi un grade (capitaine) en qualité de FFI, surent gagner la confiance des nouvelles autorités issues de la Résistance. Mas avait sans doute fait la connaissance de Raymond Chauliac (1904-1987), l'un des chefs des MUR de la R3, alors qu'il résidait dans les environs de Montpellier. Celui-ci eut l'occasion de la lui renouveler à l'automne 1944². Camille Fourquet (1890-1965)³, le président du CDL faisait l'éloge de Mas « *homme simple, sérieux et doté d'un courage exemplaire* » qui sut adjoindre à son groupe de résistants les *guerrilleros* qui affluèrent. Il contrôla « *tout le territoire frontalier du col de Nouffons jusqu'à Latour-de-Carol (...) avec l'accord du Comité départemental de Libération [il assura] la garde de la frontière dans ce secteur, empêchant son franchissement dans les deux sens par des éléments indésirables* »⁴.

L'occupation de la citadelle de Mont-Louis par les *guerrilleros* fut l'événement le plus remarquable du début du mois septembre 1944. Dans ce vaste bâtiment construit à la fin du XVII^e siècle, deux cents hommes étaient cantonnés depuis le départ des Allemands : des tirailleurs malgaches, indochinois et sénégalais, des FFI locaux et des GE du groupe de Mas⁵. Le 3 septembre arrivèrent 450 GE armés qui furent pris en charge par les FFI. Ces GE prétendirent qu'ils avaient confondu Quillan et Mont-Louis⁶. Le 6 septembre 1944, des camions quittèrent la citadelle pour aller chercher dans le Gard 200 *guerrilleros* supplémentaires⁷. De fait, il s'agissait de la 3^e division en formation. Cette unité dont le commissaire spécial de Perpignan assurait qu'elle devait rassembler jusqu'à 3000 hommes était commandée par le commandant Moreno. Le 8 septembre, cette unité, très disciplinée, qui cohabitait désormais avec les Français dans la citadelle de Mont-Louis comptait à cette date un effectif de 647 hommes, officiers compris⁸.

Les Alliés, dans leur progression dans la vallée du Rhône, s'inquiétaient de la situation sur la frontière pyrénéenne au point qu'ils envisagèrent un moment de venir la contrôler. Les Américains envoyèrent une mission militaire d'inspection et d'information qui vint se rendre compte de la situation sur le terrain. Des officiers états-uniens vinrent d'abord à Cerbère où ils s'entretinrent avec le consul des Etats-Unis à Barcelone qui fit le déplacement. À Mont-Louis, un colonel américain eut un contact avec le commandant Moreno avant de partir pour Toulouse où il devait s'entretenir avec le général [Fernández] commandant tous les *guerrilleros* de l'AGRE⁹.

Pour faire face à l'arrivée d'importants effectifs de GE près de la frontière, les autorités françaises civiles et militaires prirent des mesures d'urgence. Dès le 12 septembre, par arrêté préfectoral¹⁰, la libre circulation fut interdite dans la « zone frontière » dont les limites reprenaient celles de la « zone réservée pyrénéenne » mise en place par Vichy. L'intégralité de la Cerdagne, du Capcir, du Vallespir et des Albères (Côte Vermeille incluse), ainsi qu'une grande partie du Conflent faisaient partie de cette « zone frontière » dont l'accès était soumis à la possession d'une carte spéciale pour les résidents ou d'un laissez-passer visé par le Commandement militaire de la frontière pyrénéenne¹¹ pour ceux qui devaient s'y rendre.

Le déploiement de FFI le long de la frontière fut décidé afin d'épauler les forces de gendarmerie, douane et police.

¹ L'épisode de l'arrestation de Mas nous a été raconté par Josep Mas i Mas (entretien, 21 août 2004) et par Antoine Cayrol, résistant communiste de Cerdagne française qui accompagna Mas dans son périple de Céret à Toulouse (Saillagouse, 12 juillet 2004).

² Arch. privées de Josep Mas i Mas ; entretien avec Josep Mas i Mas, Sant Pere de Torelló, 21 août 2004 ; BALENT, *op. cit.*, 2005

³ André BALENT, biographie de Camille Fourquet in *DBMOS*, 5, 2009, chapeau p. 275 et biographie in CDROM annexe.

⁴ Camille FOURQUET, *Le Roussillon sous la botte nazie*, tapuscrit inédit, s.d. [1959], pp. 202-203. Fourquet signale cependant : « *quelques fautes mineures furent bien commises par la groupement du Capitaine [sic, en fait « commandant»] Mas (...). Au surplus, ces manquements ne pèsent pas lourd si l'on considère les très grands services rendus par leurs auteurs à notre Pays* » (p. 203). Cf. aussi, p. 42.

⁵ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Perpignan à l'Intendant de police de Montpellier, 8 septembre 1944.

⁶ ADPO, 31 W 32, rapport du capitaine de gendarmerie Lévêque au préfet, 3 septembre 1944.

⁷ *Ibidem*, 6 septembre 1944.

⁸ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Perpignan à l'Intendant de police de Montpellier, 8 septembre 1944.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ Publié le 15 septembre 1944 dans *Le Républicain* (quotidien, organe du CDL qui a pris la suite de *L'Indépendant*).

¹¹ Le commandement de Perpignan (cf. *supra*, note).

Les FFI des Pyrénées-Orientales regroupés en cinq compagnies¹ furent partiellement déployés le long de la frontière : la 1^e (commandée par Roger Gagné) et la 4^e issues des CFL (Corps francs de Libération)², furent respectivement envoyées en Cerdagne et en Vallespir avec les PC à Latour-de-Carol et Saint-Laurent-de-Cerdans respectivement. Le PC du bataillon, initialement établi à Perpignan, vint, d'après André Souyris-Rolland, à une date indéterminée, après septembre 1944, s'installer à la citadelle de Mont-Louis³, après que celle-ci eut été évacuée par les *guerrilleros*.

Remarquons que la surveillance de la frontière fut confiée à des éléments issus de l'AS plutôt qu'aux FTPF, davantage enclins à sympathiser activement avec les GE et l'UNE⁴.

En Cerdagne, beaucoup de GE se regroupèrent au dessus de Valcebollère au Pla de les Salines sur la crête frontalière⁵. Ils avaient afflué en masse depuis le Roussillon et le Conflent les 19, 21, 22 et 23 septembre⁶. Le préfet Latscha pouvait écrire au Commissaire de la République de Montpellier qu'ils étaient plusieurs centaines à être regroupés entre Valcebollère et le Pla de les Salines. Il ajoutait que le 23 septembre une centaine de GE avaient pénétré en territoire espagnol et que le 30 septembre, les FFI de Palau-de-Cerdagne (1^e compagnie du capitaine Roger Gagné) avaient désarmé dix *guerrilleros* de ce groupe revenant d'une expédition vers Gérone où ils firent face à des troupes plus importantes.⁷ Josep Mas s'occupait de ce secteur. Un de ses proches, Pere Caballol⁸, ayant le grade de capitaine, résidait à Osséja et semblait superviser les opérations entreprises par les GE depuis Valcebollère et le Pla de les Salines en septembre-octobre 1944⁹. Il fut grièvement blessé, de façon mystérieuse, par une balle explosive le 3 octobre 1944, alors que les GE, de retour d'opération qui avaient été désarmés par des FFI à Palau-de-Cerdagne, avaient demandé à être conduits devant lui.

Lors de l'offensive principale des GE au Val d'Aran, la vaste opération d'accompagnement et de diversion depuis la frontière des Pyrénées-Orientales mit en mouvement –après le 15 octobre–, un groupe depuis le Vallespir (cf. *supra*) et trois autres depuis la Cerdagne. Formiguères fournit la plupart des hommes qui attaquèrent à partir de deux points. Le commandant Diaz, chef de GE de Formiguères (ils formaient, d'après les sources policières françaises, une 5^e Brigade) dirigeait ces opérations.

Depuis Err, un groupe de 70 hommes avait comme objectifs Núria et Ribes de Freser. Depuis Quers (hameau de la commune de Latour-de-Carol) pénétrèrent deux autres groupes de 140 et 70 hommes. L'objectif était la Seu d'Urgell. Mais, auparavant, il fallait atteindre Viliella, dans la vallée de la Llosa, affluente du Sègre, où se serait trouvé un camp de prisonniers que les GE se proposaient de libérer. D'après le lieutenant Lechasseur, les GE qui firent sauter le pont de Prullans, devaient ensuite libérer les captifs et les ramener par la Portella Blanca d'Andorra à Porta (Cerdagne française) et les transférer ensuite vers l'intérieur de la France par les gares de Porta et de Latour-de-Carol. Un des

¹ Qui formèrent le Bataillon de sécurité du Roussillon, commandé par Joseph Balouet (1907-1984), instituteur, résistant des MUR, cadre de l'AS. Avant la Libération, Balouet fut l'adjoint de Dominique Cayrol (1890-1946) des MUR, militaire de carrière, chef départemental des FFI et lieutenant-colonel commandant la subdivision des Pyrénées-Orientales après la Libération (voir sa biographie par André Balent in *DBMOMS*, 3, 2007, pp. 162-164).

² Précédemment AS (Armée secrète), forces militaires des MUR. Ce bataillon forma l'ossature du 24^e Régiment d'Infanterie coloniale reconstitué à Perpignan en décembre 1944 et « amalgamé » à l'armée régulière.

³ André SOUYRIS-ROLLAND (dir.), *Les Forces françaises de l'Intérieur du Languedoc-Roussillon : Région 3 dans l'Armée de la Libération*, actes du colloque d'histoire, Montpellier, 14 mars 1945, Arcueil, Public-réalisations, 1997, p. 167).

⁴ Sauf dans le Haut Vallespir, où, nous l'avons vu, les GE « surveillèrent » seuls la frontière.

⁵ Un témoignage publié relate l'une de ces incursions des GE à partir du Pla de les Salines. Il s'agit de celle d'un anarchiste catalan ayant participé à la Résistance dans l'Aude, Henri Melich, attiré un moment par les affiches de l'UNE qu'il avait vues à Narbonne. Avec quelques camarades libertaires, il s'associa momentanément à l'équipée des GE. Son groupe qui approcha de Ripoll, subit un lourd revers dont il relate les circonstances. Melich, né à Barcelone en 1925, livre son témoignage, par ailleurs accablant contre les stalinien in : *1944, les dossiers noirs d'une certaine résistance. Trajectoires du fascisme rouge*, Perpignan, Édition du Cercle d'Études sociales, 1984, 240 p. [pp. 130-144]

⁶ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Mont-Louis au préfet, 21 septembre 1944 ; rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet, 23 septembre 1944.

⁷ ADPO, 31 W 32, lettre du préfet au commissaire de la République, 3 octobre 1944.

⁸ Né à Puigcerdà le 16 janvier 1906. Militant du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne, nom du parti communiste catalan depuis juillet 1936), il participa aux activités du groupe de Mas avant la Libération. En 1950, le gouvernement français l'assigna à résidence dans le secteur d'Aumale (Algérie), dans le cadre de l'opération « Boléro-Paprika » consécutive à la dissolution, en France, du PCE, du PSUC et des organisations « amies » de ces deux partis (BALENT, « Mas i Tió... », *op. cit.*, 2005).

⁹ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet des Pyrénées-Orientales, 2 octobre 1944.

groupes passé par Quers fut attaqué près de Puigcerdà par l'armée espagnole¹. De fait cet objectif mirifique (mythique ?) ne devint jamais réalité, car les *guerrilleros* se firent étriller par les forces franquistes et refluèrent en France². Nous connaissons mieux le sort d'une partie des GE (soixante) entrés en Espagne par Quers le 16 octobre 1944. Trois d'entre eux, Albert Garcia, Rafael Albarez (sic) et Julien Gamero rentrèrent en France à Palau-de-Cerdagne dans la nuit du 12 au 13 novembre 1944. Chargé d'établir un maquis à proximité de Solsona, le groupe aurait réussi à établir des contacts avec la population civile et à obtenir quelques ralliements. Mais, trahi par un phalangiste infiltré, il fut attaqué le 1^{er} novembre. Contraints à la dispersion, les *guerrilleros*, avaient eu, selon leur récit, un blessé. Les trois fugitifs recensés atteignirent la frontière en Cerdagne après avoir rencontré de nombreuses difficultés³.

Vernet-les-Bains était la base arrière du secteur de Valcebollère et du Pla de les Salines dont s'occupait Josep Mas. Le commandant Mas se trouvait alors momentanément dans la station thermale conflentaise⁴. Des GE étaient déjà postés près de la frontière au dessus de Valcebollère, attendant des renforts (ces hommes devaient-ils pénétrer en Espagne après le succès escompté des premières actions conduites par le commandant Diaz ?). À noter également, d'après Sánchez Agustí, que, avant l'offensive *guerrillera* de la deuxième quinzaine d'octobre, la 21^e Brigade des GE, initialement à Mont-Louis, avait été en instruction à Vernet. Elle quitta Vernet pour Auzat (Ariège) afin de pénétrer dans la Vallferrera (Pallars, Pyrénées centrales catalanes). Il en fut de même pour la 15^e Brigade, cantonnée alors à Molitg qui occupa pendant trois jours le village de Tor (haut Pallars) et entra par l'Hospitalet (Ariège) et l'Andorre⁵.

Les actions contre les « maquis blancs » (septembre 1944, décembre 1944, janvier 1945) :

Serdinya (septembre 1944) ⁶ :

Pierre Melchior, cultivateur, le maire de Serdinya-Joncet installé par Vichy, était l'un des cadres de la Milice du département (chef de centaine des Francs Gardes)⁷. Ce collaborationniste notoire réussit à s'enfuir en Espagne. Quelques jours après son départ, il revint dans les montagnes au dessus du village qu'il administrait et forma un « maquis blanc » destiné à combattre les nouvelles autorités issues de la Résistance. Les 25 et 26 septembre 1944, le commandant du bataillon, Balouet, décida d'attaquer le maquis milicien auquel on soupçonnait de s'être adjoints quelques Allemands (hypothèse fautive, démentie par les faits). Une opération combinée rassembla une compagnie de Perpignan, deux sections de Prades (FFI) auxquelles s'adjoignirent des éléments de la 5^e brigade de

¹ À Puigcerdà, le 6^e bataillon de *Cazadores de montaña* « *Alba de Tormes* » commandé par le lieutenant-colonel Armando Sánchez Fuensanta formait la garnison ordinaire de la ville.

Cette unité, ainsi que les renforts acheminés à proximité de la frontière, contribua à repousser les GE. Fin octobre une partie de son effectif participa à l'opération menée par les GE dans le Val d'Aran.

Les GE de Cerdagne, informés, crurent que de ce fait, la garnison de Puigcerdà était insuffisante. C'est pourquoi, ils crurent pouvoir s'emparer de la ville faisant par anticipation annoncer sa prise par les GE le 29 octobre par Radio-Toulouse. Mais, de fait, ils durent renoncer car les défenses de la ville avaient été renforcées par la présence (probable, d'après les gendarmes de Bourg-Madame) de canons anti-chars et de mitrailleuses couvrant les routes d'accès vers l'agglomération (ADPO, 31 W 32, rapport du maréchal des logis chef, Cézac, commandant la brigade de gendarmerie de Bourg-Madame, 29 octobre 1944).

² ADPO, 31 W 32, rapport de synthèse du lieutenant Lechasseur, commandant militaire du sous-secteur de Bourg-Madame, au capitaine Rivière, officier de la Sécurité militaire à Perpignan, 23 octobre 1944. On trouvera in CLARA (*op. cit.*, 1992, pp. 30-31) et SÁNCHEZ AGUSTÍ, *op. cit.*, 2001, pp. 115-118 des éléments à propos des affrontements entre GE et militaires franquistes dans la province de Gérone en octobre 1944.

³ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet.

⁴ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet, 30 octobre 1944.

⁵ SÁNCHEZ AGUSTÍ, *op. cit.*, 2001, p. 112. Voir aussi dans le même ouvrage (pp. 110-112), la trajectoire d'un GE catalan, venant du Gard, Ricard Samitier Verdú qui, parti de Molitg, occupa Tor.

⁶ Cf. ADPO, 31 W 32, divers rapports —en particulier de Joseph Balouet— d'une sous-liasse (maquis blanc de Serdinya), du 25 septembre au 16 octobre 1944. Voir aussi pour plus de détails sur l'« affaire » de Serdinya : André BALENT, « Contrôler la frontière après la Libération : les FFI des Pyrénées-Orientales à Latour-de-Carol, (septembre-octobre 1944) », à paraître in *Records de l'Aravó*, 6.

⁷ ADPO, 2 E 4839, état civil de Serdinya (1903-1912) ; 3 M 264, listes électorales de Serdinya-Joncet, mars 1939 ; 26 W 41, miliciens et collaborateurs (listes départementales). Né à Serdinya le 24 septembre 1909, pupille de la Nation le 24 septembre 1919, en fuite en Espagne en septembre 1944, il rentra en France en 1951. Sa femme, Claire, née Mary, originaire de Valmanya (le village du Canigou détruit par la Milice et les Allemands le 2 août 1944) qu'il avait épousée à Serdinya le 19 février 1941 le rejoignit en exil en juin 1945.

GE stationnés à Molitg. Sous les ordres du commandant Luis López¹, ils participèrent, les 25 et 26 septembre 1944, à l'action contre ce maquis décidée depuis Perpignan par le commandant du bataillon de sûreté des Pyrénées-Orientales, Joseph Balouet. Les GE agissaient de concert avec deux sections FFI de Prades et deux sections de la 1^e compagnie du Bataillon stationnée depuis peu à Latour-de-Carol en Cerdagne. GE et FFI prirent en tenaille les « maquisards miliciens » sensés se trouver au dessus de Serdinya, dans les environs des hameaux de Flassa et des Horts. Une nouvelle action fut à nouveau décidée par l'état-major des FFI (bataillon de sûreté) le 1^{er} octobre. Nous ignorons si des GE y participèrent.

Mosset (col de Jau), 15 décembre 1944 et 18 janvier 1945 :

Les autorités françaises de Prades, en premier lieu, le sous-préfet Marcel Clos² furent informés qu'un groupe de miliciens armés et, peut-être, d'Allemands se trouvait dans la commune montagnarde de Mosset. Celle-ci avait abrité, il faut le rappeler, un maquis de l'AS et avait servi, après la destruction de Valmanya, au début août 1944, de lieu de regroupement de FTP et de GE³ qui avaient participé aux combats. Les immenses forêts et les locaux des mines de talc exploitées par la société Chefdebien de Perpignan, à la Farga Alta, à Cobaset et au Callau –les deux derniers surtout– étaient des lieux propices au regroupement de clandestins. Marcel Clos réunit à la sous-préfecture plusieurs personnes afin de décider une action contre ce groupe mystérieux qualifié de « maquis blanc » : le commandant Marcel Pierron, du bataillon de sûreté (futur 24^e RIC)⁴, le capitaine Michel Bosch⁵, de la même unité, le colonel Manuel Gancedo⁶, de la 153^e division des GE, commandant le bataillon « D », son chef d'état major (peut-être le lieutenant Antoine Marcos, du bataillon « D » qui participa à l'expédition du 15 décembre), et le commandant Léon, de la sécurité militaire de Montpellier⁷. Le 15 décembre un groupe de GE stationnés à Molitg, Prades et à Vernet et des FFI de Vinça et Prades (bataillon de sûreté) accompagnèrent ces responsables sur le terrain, dans l'espoir de débusquer le « maquis blanc » signalé. Se joignirent au groupe : Léon Parahy, inspecteur de police spéciale à Prades ; le capitaine René Horte⁸ des FFI ; Mathieu Py⁹, de Perpignan, ancien de « Combat », responsable du NAP, représentant l'intendant de police de Montpellier Marceau Gitard avec qui il était lié depuis la Résistance ; le lieutenant Adolfo de la Rua, commandant la 1^{er} compagnie du bataillon « D » des GE¹⁰ stationnée à Vernet-les-Bains ; Esteban Vaills, l'officier des GE responsable du bataillon « D » à Molitg-les-Bains, à proximité de Mosset. Parvenus sur les lieux, ils ne trouvèrent personne, les miliciens s'étant évaporés. Les GE ramenèrent des explosifs, du matériel téléphonique de campagne et des couvertures susceptibles d'avoir été utilisés par les « blancs », mais qui étaient nécessaires à l'exploitation. Des employés de Chefdebien (Prades – Mosset) demandèrent des indemnités car ils perdirent des effets personnels dans l'affaire. Il en fut de même du gérant de Chefdebien qui établit des listes détaillées de biens de l'entreprise disparus ou dégradés dans les trois bâtiments de Mosset. Se basant sur les dépositions des principaux protagonistes, le parquet ne donna aucune suite à leurs réclamations¹¹ ce qui blanchit les GE des vols et déprédations dont ils furent accusés. Une seconde intervention des GE à Mosset, dans les bâtiments Chefdebien, eut lieu le 18

¹ D'autres officiers espagnols participaient à l'action : le lieutenant Rizo et le sous-lieutenant Ortuño.

² Un des animateurs de la Résistance pradéenne, des MUR et de l'AS. Nommé sous-préfet à la Libération.

³ Parmi eux Manuel Galiano.

⁴ Résistant, ancien responsable de l'AS de Rivesaltes.

⁵ De l'AS, il fut actif dans la résistance pradéenne.

⁶ Sans doute communiste, actif à l'UNE, il écrivit sa version des faits dans une lettre datée du 30 juillet 1945 destinée au colonel Dominique Cayrol depuis le local de cette organisation à Perpignan, 12, cours Palmarole (ADPO, 31 W 32).

⁷ Cet officier, de son vrai nom Henri Glaser était né en Pologne le 17 avril 1907. Il était toujours de nationalité polonaise en octobre 1945. « Léon » était son pseudonyme de résistance (ADPO, 31 W 32, PV de sa déposition, Montpellier, 23 octobre 1945). Un témoin, Marie-Louise Faure gérante de la Farga Alta et de Cobaset pour la société Chefdebien, interrogée par la police de Perpignan, indiqua qu'il s'exprimait en allemand (*Idem*, déposition de Marie-Louise Faure à la gendarmerie de Prades, 26 mars 1945). Elle indique qu'elle avait été soupçonnée de ravitailler un maquis blanc ce qui lui avait valu d'être convoquée au commissariat de police de Perpignan).

⁸ Un pur « héros de la résistance ». Cet instituteur de Valmanya (1908-1987) avait aussi participé à l'action contre le maquis blanc de Serdinya. Biographie à paraître dans le *DBMOMS*, 6, notice rédigée par André Balent et Étienne Frénay.

⁹ ADPO, 31 W 32, déposition (28 mars 1945) de Mathieu Py, à propos de l'expédition du 15 décembre 1944.

¹⁰ De la Rua avait 33 ans. Nous connaissons le nom d'autres GE qui participèrent à l'expédition de Mosset le 15 décembre : Antonio Caceres, 44 ans, et Domingo Montagne, 32 ans, stationnés aussi à Vernet (ADPO, 31 W 32, PV déposition de De la Rua, Caceres et Montagne auprès des gendarmes de Vernet-les-Bains, 22 mars 1944).

¹¹ ADPO, 31 W 32, lettre du parquet au préfet des Pyrénées-Orientales, 6 novembre 1945.

janvier 1945¹. Elle put conforter les soupçons qui pesèrent sur eux. Une grenade a été lancée sur la cheminée, des tirs de mitrailleuse ont été constatés à Cobaset² par un adjudant du Génie mandaté à cet effet. Ces actes n'ont pas été commis par les GE le 15 décembre en présence d'officiels français. Le furent-ils ultérieurement ? Les GE y avaient-ils intérêt ? Certains, parmi les salariés de Chefdebien³, peut-être au courant de la présence de miliciens aux abois –un « maquis » actif ne pouvait réellement fonctionner en décembre 1944– dans les locaux de leur employeur, ont-ils voulu les préserver, en accusant des « étrangers », les GE, dont la présence était souvent mal acceptée ? Les GE ne semblent pas devoir être mis en cause pour autre chose que le prélèvement d'effets et de matériels à Cobaset et en grande partie restitués. Les destructions constatées ne semblent pas devoir leur être imputées et être donc bien le fait de mystérieux miliciens en cavale.

En Cerdagne et en Capcir, les actions du groupe de Josep Mas i Tió après octobre 1944 et jusqu'au printemps 1945 :

Après l'échec de l'opération « Reconquista de España », les *guerrilleros* commandés par Mas i Tió restèrent stationnés à proximité de la frontière. Saillagouse était devenu la base depuis laquelle ses hommes multipliaient les coups de main. La tête du commandant était mise à prix en Espagne⁴. Josep Mas i Tió bénéficiait de l'appui et de la complicité de résistants français de Cerdagne qui se souvenaient de la complicité étroite qui avait la leur pendant la lutte clandestine contre l'occupation allemande. Parmi eux Jules Boy⁵ agent-voyer à la subdivision des Ponts et Chaussées de Saillagouse et qui aida à l'installation de Mas comme entrepreneur forestier en lui facilitant l'accès à des marchés publics locaux. Il ignorait superbement l'ordre –négocié entre le général Fernández et les autorités militaires et civiles françaises– de retirer les GE à 20 km de la frontière. J. Coiffard, consul général de France, dans une lettre à Jean Latscha, préfet des Pyrénées-Orientales du 30 janvier 1945⁶, n'hésitait pas à qualifier Mas d' « *ancien repris de justice* », reprenant en cela les accusations des autorités franquistes qui voyaient en lui un adversaire implacable, tout en concédant qu'il avait « *d'ailleurs joué un certain rôle pendant la résistance française* ». Mas, « *chef de bande à Formiguères et Saillagouse (...) terrorise les villages environnants par des enlèvements et des rançons auxquels le mobile politique sert de prétexte* » s'était fait remarquer par une action spectaculaire au mas de la Torre d'en Gelabert, à cheval (terres et bâtiments) sur la frontière, dans les communes d'Enveitg (France) et Puigcerdà (Espagne). À la fin du mois de janvier 1945, Mas ses hommes exigèrent de Joan et Ramon Comangés⁷, propriétaires du mas, une somme de 60 000 pesetas, soit un million de francs. Nous ignorons pourquoi ils s'en prirent à ces exploitants agricoles transfrontaliers. Ces derniers s'exécutèrent mais, craignant de nouvelles demandes, se retirèrent prudemment à Barcelone où ils avertirent le consul de France.

Mais Mas n'en était pas à son premier « coup de main ». Sur les actions menées précédemment par Mas et ses hommes, –en particulier celles de Llivia et du mas Bordes, spectaculaires parce que menées depuis la France en territoire espagnol–, le commissaire spécial de Bourg-Madame, Madern, avait une vision plus nuancée que celle du consul à Barcelone. Il expliqua, dans un long rapport au préfet Latscha que les personnes que Mas et ses hommes avaient enlevées (Henri Carbonell à Llivia) ou tenté d'enlever (Jean Bragulat « Curcullada », au mas Bordes⁸, dans le territoire de Puigcerdà, limitrophe de celui de la commune d'Enveitg à 50 mètres de la frontière), citoyens espagnols, étaient,

¹ Gancedo l'a dit à l'inspecteur Parahy (déposition de Léon Parahy, 15 mars 1945, ADPO, 31 W 32).

² ADPO, 31 W 32, rapport de l'adjudant Charles Parant, chef de service au Génie, Perpignan, 17 mai 1945.

³ Mais avant la Libération, rappelons-le, les locaux et forêts exploités par Chefdebien avait été accueillants aux maquisards et aux proscrits pourchassés par Vichy et les Allemands.

⁴ Cf. BALENT, *op. cit.*, 2005.

⁵ Né à Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales) le 5 mai 1897, résistant (membre actif du réseau « Akak » : il connaissait de ce fait Mas depuis, au moins, la fin de 1942) ; membre du conseil municipal provisoire de Saillagouse installé à la Libération, il fut élu conseiller municipal en avril-mai 1945 (Cf. AC, Saint-Paul, état civil ; AC, Saillagouse, délibérations du conseil municipal ; entretien avec Josep Mas i Mas, Sant Pere de Torelló, 21 août 2004).

⁶ ADPO, 31 W 32, lettre de J. Coiffard, consul général de France à Barcelone à Jean Latscha, préfet, 30 janvier 1944 ; lettre du préfet Latscha au lieutenant-colonel Cayrol, commandant la subdivision militaire des Pyrénées-Orientales.

⁷ Voir la monographie historique de la Torre d'en Gelabert et l'histoire [économique] des frères Ramon et Joan Comangés, fermiers puis propriétaires (en 1942) de cette propriété transfrontalière et de leur famille, de nationalité espagnole in Joan J. PUJADA, Montserrat SORONELLAS, Gemma CASAL, *Cada casa és un món. Família, economia i arquitectura a la Cerdanya*, Barcelone, Generalitat de Catalunya, Temes d'etnologia de Catalunya, 2007, 439 p. [pp. 359-361].

⁸ Ou mas Borde (Borda). Peu éloigné de la Torre d'en Gelabert, également cible des GE.

toujours d'après les fonctionnaires français¹ liés au SIM (*Servicio d'investigación militar*, services secrets militaires franquistes). Ces liens expliqueraient qu'ils fussent les victimes des *guerrilleros*. Mas s'était rendu compte de la chose lorsqu'il captura à Ur un espagnol, Bartolomé Palazon Blaya lié, à Barcelone, à ce que le commissaire qualifie de « résistance » antifranquiste. Mais en fait, Palazon, d'après les fonctionnaires français de police, était manipulé par un colonel du SIM. Il mit Mas sur la piste de Bragulat et de Carbonell. Du mas Bordes, ces derniers se contentèrent de ramener en France des denrées alimentaires et une veste en cuir (2 janvier 1945).

L'enlèvement de Henri Carbonell à Llivia, à la fin de décembre 1944, fit grand bruit. Henri Carbonell, peut-être apparenté à une famille² de paysans très aisés du hameau de Gorguja, dans l'enclave de Llivia, était particulièrement apprécié à Gérone, par le gouverneur civil qui demanda au commissaire Rutea, chef de la police de Puigcerdà, de convoquer, en territoire espagnol des homologues français afin de leur faire part de son indignation. Mas, leur dit-il, voulait aussi enlever six habitants de Puigcerdà et un habitant de Llivia, Bruat, résidant alors à Perpignan³.

Le commissaire spécial de Bourg-Madame qui rendait hommage à Mas « *pour l'aide qu'il a pu apporter aux ennemis du régime [le GPRF] à la Libération* »⁴ remarquait que les « *initiatives privées du commandant Mas sont pour le moins intempestives* » et « *que les autorités françaises (...) ne sauraient lui reconnaître le droit personnel et illégal sur un territoire qui n'est pas le sien* ». Les hommes de Mas stationnant à Formiguères (Capcir) et à Saillagouse où le commandant avait son PC se déplaçaient dans toute la Cerdagne et le Capcir. En conséquence, le commissaire Madern proposait l'éloignement de tous les *guerrilleros* à au moins cent km de la frontière. Latscha transmet le rapport du commissaire spécial de Bourg-Madame au capitaine chargé de la sécurité sur la frontière à Perpignan [Lechasseur]⁵.

Ailleurs, en Vallespir et dans l'Albère, des armes furent entreposées clandestinement afin de préparer une hypothétique nouvelle « reconquête de l'Espagne ». Des dépôts furent découverts par les autorités françaises dans la forêt de Sorède (Albère), près du Perthus et de Lamanère⁶.

Les GE demeurèrent cantonnés dans la plupart des lieux où ils se concentrèrent dès septembre et octobre. Ils formaient la 153^e division qui groupait les différentes brigades. L'état-major de la division était à Prades. Pendant longtemps, l'officier qui commandait cette division était un Catalan, le lieutenant-colonel Aymerich. Le 17 décembre 1944, ce dernier signala aux autorités françaises le nom de son successeur à la tête de la 153^e division, le lieutenant-colonel Gancedo⁷. Par la suite, on trouve l'appellation de « bataillon de sécurité D » qui semble se substituer à celle de « 153^e division ».

Les autorités françaises soucieuses de contrôler la frontière réussirent, dès le début, à maintenir à distance les GE des points de passage frontaliers du Perthus et de Cerbère. Ils furent aussi absents de la partie la plus orientale de la frontière pyrénéenne, l'Albère, entre la côte et le Perthus.

Ombres au tableau :

Les communistes qui dirigeaient l'AGRE ne toléraient pas les débats contradictoires. En bons « staliniens », ils s'en prirent violemment à ceux qui doutaient du bien fondé d'une stratégie qu'ils ne remettaient pas en cause, même si elle était mise à mal par les faits. Ils s'acharnèrent plus

¹ ADPO, 31 W 32, rapport de l'inspecteur principal de Latour-de-Carol au sous-préfet de Prades, 5 janvier 1945 ; rapport du préfet au colonel commandant la subdivision militaire de Perpignan [Cayrol], 8 janvier 1945 ; rapport de synthèse du commissaire spécial de Bourg-Madame [Madern] au préfet [Latscha], 11 janvier 1945.

² Ou mas Borde (Borda). Peu éloigné de la Torre d'en Gelabert, également cible des GE.

³ Cf. la monographie familiale des Carbonell de Gorguja in PUJADA, SORONELLAS, CASAL, *op. cit.*, 2008, 439 p.

⁴ ADPO, 31 W 32, rapport de l'inspecteur principal de Latour-de-Carol au sous-préfet de Prades, 5 janvier 1945 ; rapport du préfet au colonel commandant la subdivision militaire de Perpignan [Cayrol], 8 janvier 1945 ; rapport de synthèse du commissaire spécial de Bourg-Madame [Madern] au préfet [Latscha], 11 janvier 1945 ; rapport de l'inspecteur Maderon, chargé de l'information politique au commissariat spécial de Perpignan, 13 janvier (Maderon demandait aussi le transfert du PC de Mas hors de Saillagouse).

⁵ Le commissaire Madern écrivait encore : « *le commandant Mas, nous n'en doutons pas, est un homme de courage et d'action, mais faudrait-il encore que son action soit ordonnée et surtout disciplinée pour qu'elle ne donne pas lieu à la critique et qu'elle n'aille pas à l'encontre du but recherché* ».

⁶ ADPO, 31 W 32, lettre du préfet au capitaine responsable de la sécurité sur la frontière à Perpignan, avenue de Gaulle, 15 janvier 1945.

⁷ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial de Céret au préfet des Pyrénées-Orientales, 18 décembre 1944.

⁸ ADPO, 31 W 32, lettre du lieutenant-colonel Aymerich, commandant la 153^e division de GE au préfet des Pyrénées-Orientales, Prades, 17 décembre 1944.

particulièrement sur ceux, anarchistes, socialistes ou nationalistes catalans, qui avaient momentanément rejoint les rangs de l'UNE et de AGRE et eurent le sentiment qu'ils s'étaient fourvoyés. Nous ne reprendrons pas ici les témoignages publiés ultérieurement¹ et les interrogations de la presse d'alors concernant des assassinats commis en des lieux reculés. Les archives mettent en cause un des héros des combats de Valmanya, Mariano Galiano et, en tout cas les hommes qui dépendaient de lui ainsi que les civils de l'UNE à Perpignan. Communiste, appliquant strictement les directives de l'UNE, Galiano fit arrêter un *guerrillero* catalan qui avait intégré sa compagnie un mois plus tôt, Manuel Buxeda, originaire de Pont de Molins près de Figueres. Résidant auparavant à Bédarieux (Hérault), Buxeda fut, d'après sa version des faits, fortement brutalisé, pour ne pas dire torturé, par les hommes de Galiano à Elne puis à Perpignan au siège départemental de l'UNE, cours Palmarole, sous la direction du lieutenant *guerrillero* Jimenez Aguilera, puis à l'état major de la brigade, à Millas. Libéré, après qu'on lui eut notifié qu'on l'avait arrêté « par erreur », Buxeda, qui séjourna à l'hôpital de Perpignan, écrivit au préfet et se plaça sous la protection des autorités françaises². Cet « incident » auquel fut mêlé Galiano jette un regard cru sur certaines des méthodes des communistes du PCE et du PSUC.

La présence armée espagnole dans les Pyrénées-Orientales et les réactions de la population :

Compagnons de lutte pour les résistants français, les GE avaient une bonne image auprès d'eux, surtout auprès des communistes, mais pas seulement... Leur présence massive dans certaines parties du département posait cependant quelques problèmes de « cohabitation ». Beaucoup de citoyens qui sans être favorables à la Collaboration ne s'étaient pas engagés dans la Résistance les considèrent comme des sortes de nouveaux « occupants », réquisitionnant des maisons et absorbant une partie du maigre ravitaillement local alors que l'Intendance militaire de Perpignan leur fournissait en principe les denrées dont ils avaient besoin. Entre octobre 1944 et mars 1945, pendant tout ou partie de cet intervalle de temps, ils furent cantonnés principalement dans les localités suivantes : Elne, Millas, Riunoguès, Prats-de-Mollo, Prades (leur quartier général), Vernet-les-Bains et Molitg-les-Bains –les deux grandes stations thermales conflentaises–, Mosset (col de Jau, Callau), Formiguères, Saillagouse (et de façon plus diffuse dans d'autres villages cerdans). Par ailleurs, les GE disposaient aussi du siège départemental de l'UNE à Perpignan, 14, cours Palmarole.

Vernet était devenu leur centre d'entraînement depuis septembre 1944. Des combattants rudement étrillés par les troupes franquistes en octobre y cantonnaient en novembre, attendant l'ordre de nouvelles infiltrations en territoire espagnol. Vernet devint bientôt, plus que Prades, ville également concernée, un des principaux centres d'intérêt des autorités civiles et militaires du département. Le commissaire de la sûreté générale de Perpignan estimait que les GE étaient 341 à être cantonnés dans la station thermale du Canigou³, sous les ordres du commandant « Francisco ». Ils occupaient l'hôtel de la Poste, plusieurs villas importantes : villa Lafabrègue, villa Delphina⁴, villa Marie et « *quelques autres chalets* ». Si « *leur conduite était irréprochable* », l'état de leurs cantonnements qui laissait à désirer indisposait une population qui se plaignait de leurs exercices de tirs et leur reprochait d'absorber « *une partie du ravitaillement local* »⁵. Dès le 10 janvier 1945, l'inspecteur Ginestet de la section politique du commissariat spécial de Perpignan (RG) avait alerté simultanément les RG de Paris et de Montpellier et le préfet des Pyrénées-Orientales à propos de Prades : dans cette ville, les GE qui occupaient plusieurs immeubles cossus de la ville avaient installé leur état major dans la

¹ 1944, *Les dossiers noirs...*, *op. cit.*, 1984, en particulier le témoignage d'Henri Melich. Cf. aussi un ouvrage plus général : David WINGEATE PIKE, *Jours de gloire, jours de honte. Le parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, Paris, Sedes, 1984, 312 p.

² ADPO, 31 W 32, divers rapports militaires ou de police (septembre 1944) et, en particulier, la lettre dactylographiée de Manuel Buxeda au préfet, 7 novembre 1944.

³ La population de Vernet était de 1130 habitants au recensement de 1936 ; on en comptera 1169 à celui de 1946.

⁴ Propriété de Fernand de Rovira, propriétaire et éleveur à Saint-Cyprien. Cet immeuble avait été réquisitionné par la Douane allemande avant de l'être par les *guerrilleros*. Les Allemands l'avaient abandonnée en l'état, ce qui ne fut pas le cas des Espagnols (ADPO, 31 W 32, enquête dirigée par l'adjudant Frédéric Crespe, chef de la brigade de Vernet, 25 janvier 1945).

⁵ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire de la sûreté générale, Perpignan, 14 novembre 1944, au commissaire spécial de Perpignan.

somptueuse « villa Lafabrègue »¹ précédemment occupée par la *Siecherheitspolizei* nazie. D'après le policier, la population pradéenne avait été « émue » d'apprendre que les GE, comme ils le firent à Vernet, avaient brûlé, afin de se chauffer, des meubles et des livres de son importante bibliothèque². Quelques jours plus tard, l'ambiance s'était encore détériorée : un rapport fait état d'interpellations d'habitants, « *procédés cavaliers* » à l'égard des Vernétois³. Le préfet Latscha s'en plaignit directement à l'UNE, allant jusqu'à dire que la population était menacée⁴. Au début du mois de janvier, le maire de Vernet-les-Bains qui avait noté le « *bon comportement* » des GE, se plaignit lorsqu'ils s'en prirent à des biens communaux : planchers arrachés dans une maison du parc Oberthur appartenant à la commune, abattage d'un cèdre imposant (« classé arbre décoratif ») au même endroit, en dépit d'un PV dressé par le garde champêtre⁵. Maurice Lafabrègue, agriculteur à Montescot, propriétaire de la villa « Delphina » porta plainte contre eux. La gendarmerie de Vernet mena l'enquête et ne put que constater le bien fondé de sa démarche. Dans un rapport destiné au préfet, l'adjudant de gendarmerie Frédéric Crespe constatait que les GE « *qui ont été installés dans des maisons les plus confortables (...) n'apportent non seulement le moindre soin, mais causent des dégradations. Tous les propriétaires s'en plaignent* »⁶. Le préfet demanda une enquête plus approfondie que la gendarmerie mena le 25 janvier 1945. Elle mit en évidence de nouveaux « dégâts ». Le maire Jacques Morer fit constater les déprédations dans la villa Oberthur, propriété communale ainsi que l'abattage non autorisé d'arbres appartenant à la commune. La villa Delphina fut aussi mise à mal par ses occupants. Alexandre Rodriguez commandant la 1^{er} compagnie du « bataillon D » des GE qui avait occupé cet immeuble du 20 novembre au 20 décembre 1944 et Jean Marty, commandant la 3^e compagnie présente dans la villa à partir du 20 décembre, se renvoyèrent mutuellement la balle, prétendant tous deux que leurs hommes n'avaient en aucune façon dégradé les lieux⁷.

Les GE s'installèrent à Formiguères après qu'ils eurent quitté la citadelle de Mont-Louis (cf. *supra*). L'effectif de la petite « capitale » du Capcir s'accrut encore lorsque les GE stationnés à Saillagouse⁸ vinrent s'y installer à la fin de novembre 1944 afin de se conformer aux ordres du général Fernández de se replier à plus de 20 km de la frontière⁹. L'occupation, sans ordre de réquisition, de l'autorité militaire, du 6 au 12 novembre 1944, de l'hôtel d'André Fuzère¹⁰ donna lieu, de la part des GE, à des déprédations à l'annexe de l'établissement et au garage¹¹. Au début du mois de janvier 1945, alors que 86 GE¹² étaient cantonnés à Formiguères, le commandant de la place de Mont-Louis¹³ envoya un ordre de réquisition au maire de Formiguères : il exigeait la livraison quotidienne, pour chacun des *guerrilleros*, de 350 gr. de pommes de terre, 140 gr. de viande, 450 gr. de pain. C'en était trop pour une petite commune, pourtant agricole et pastorale. Ému, le maire envoya (16 janvier) un télégramme au préfet. Latscha notifia aussitôt au commandant de Mont-Louis qu'il n'était nullement habilité à délivrer des ordres de réquisition, pouvoir qui incombait à l'intendant militaire de Perpignan. Dès le 8 janvier le préfet demanda au colonel Cayrol d'ordonner aux GE de quitter Formiguères. Ce dernier prit contact avec le lieutenant-colonel Gancedo, chef

¹ Ou « villa Margueritte ». Le propriétaire était Charles Lafabrègue, d'une famille de banquiers locaux qui avaient fait construire cette villa en 1873. Le 29 juillet 1944, elle avait été attaquée par une section de GE commandée par Manuel Galiano (cf. *supra*) lors de l'occupation conjointe de Prades par les FTPF et les GE.

² ADPO, 31 W 32, note de l'inspecteur Gineste, 10 janvier 1945.

³ ADPO, 31 W 32, rapport du commissaire spécial au préfet, 24 novembre 1944.

⁴ *Ibidem*, lettre du préfet des Pyrénées-Orientales au président départemental de l'UNE, 28 novembre 1944.

⁵ ADPO, 31 W 32, lettre du maire de Vernet-les-Bains au préfet, 3 janvier 1945. Le 29 janvier le préfet Latscha signalait au colonel Cayrol que les GE se livraient à des destructions dans les maisons qu'ils occupaient à Prades et à Vernet-les-Bains, ainsi qu'à l'extérieur.

⁶ *Ibidem*, rapport au préfet et au commandant de la subdivision (lieutenant-colonel Dominique Cayrol), 19 janvier 1945.

⁷ *Ibidem*, enquête de la gendarmerie de Vernet-les-Bains, à la demande du préfet, 25 janvier 1945.

⁸ Des GE, dont Josep Mas, demeurèrent cependant à Saillagouse.

⁹ ADPO, 31 W 32, lettre de Joseph Balouet, chef des FFI des Pyrénées-Orientales au préfet, 21 novembre 1944.

¹⁰ L'un des trois hôtels existant alors à Formiguères. L'hôtel d'André Fuzère avait été précédemment réquisitionné par les Allemands (ADPO, 31 W 32, note manuscrite, cabinet du préfet faisant état des dégâts occasionnés par les GE à Formiguères).

¹¹ *Ibidem* et lettre du préfet à André Fuzère, 10 novembre 1944.

¹² Formiguères avait 429 habitants en 1936 et 421 en 1946.

¹³ Le Bataillon de sûreté des Pyrénées-Orientales (24^e RIC), envoyé sur le front d'Alsace en février 1945, fut remplacé, dès janvier, pour surveiller la frontière, par des FFI de l'Aude et de l'Hérault qui étaient à la base de la reconstitution, à Carcassonne, du 173^e RI dont le 2^e bataillon fut implanté à Mont-Louis (SOUYRYS-ROLLAND, *op. cit.*, p.167, pp. 171-172).

départemental des GE, afin de transférer l'effectif de Formiguères à Prades et à Elne¹. Il s'agissait, alors, d'éviter que ces hommes, aux ordres de Josep Mas, continuassent d'effectuer depuis Formiguères des incursions le long de la frontière cerdane (cf. *supra*). Ce transfert qui, de toute évidence, n'avait pas encore été effectué le 16 janvier fut, semble-t-il, accéléré par l'incident de la réquisition de vivres.

En Cerdagne, les hommes du commandant Mas ne passaient pas inaperçus. Leur présence dans les villages, le long des routes, paraissait inopportune à ceux des Cerdans –la grande majorité– qui n'avaient pas participé activement à la Résistance. Les coups de mains des GE empêchaient par ailleurs le rétablissement des relations transfrontalières, familiales et / ou commerciales. Les témoignages que nous avons recueillis² et l'étude de Jean-Louis Blanchon confirment le sentiment des Cerdans qui supportaient mal de devoir subir, après août 1944, les conséquences d'une deuxième « occupation militaire »³. En Cerdagne aussi, les GE réquisitionnaient de leur propre chef, sans en référer à l'intendance de Perpignan, des denrées alimentaires. Ainsi, chez Michel Aris le maire de Sainte-Léocadie⁴, par ailleurs minotier à Err, 1000 kg de pommes de terre, deux veaux et quatorze moutons dans sa commune et cinq balles de farine à sa minoterie d'Err⁵. Bien que les restrictions eussent été moins ressenties en Cerdagne –comme en Capcir– que dans la plaine roussillonnaise, ces « réquisitions » étaient parfaitement illégales, après la Libération, dans un département où le CDL et le cabinet du préfet éprouvaient des difficultés pour organiser le ravitaillement. On comprend qu'elles aient pu être perçues comme des mesures vexatoires de spoliation de la part d'« étrangers ». Leur combat antifranquiste, s'il pouvait être compris et parfois soutenu intellectuellement, ne justifiait en tout cas pas, à leurs yeux, les entraves au retour à la vie « normale » dans la zone frontalière.

CONCLUSIONS :

La mémoire populaire se hâta d'oublier la notable présence militaire espagnole dans les Pyrénées-Orientales après la Libération. Peu comprise, elle fut parfois mal vécue. Le 21 mars 1945, dans une lettre⁶ au préfet des Pyrénées-Orientales écrite depuis son état-major de Prades au nom du lieutenant-colonel Gancedo, commandant du « Bataillon D » (FFI, bataillon de sécurité espagnol, sic), le capitaine Garriga acceptait les accords conclus entre ses chefs (à Toulouse) et les autorités françaises et décidait la démobilisation de ses hommes et la remise de leurs armes.

Après l'échec de l'opération « Reconquista de España », la présence, près de la frontière, de *guerrilleros* ne se justifiait plus autant. La reconstruction de l'État en France impliquait qu'il retrouvât sa souveraineté en contrôlant la zone frontalière. Cette présence fut mal vécue par les populations qui voyaient des « étrangers » armés occuper militairement une partie du département – peu après le départ des Allemands– en réquisitionnant des maisons, souvent les mêmes bâtiments que ceux qu'occupaient les Allemands (fait , ô combien symbolique et signifiant !). Bien qu'aidés et soutenus par les Catalans du Nord les plus impliqués dans la Résistance qui voyaient en eux des compagnons de lutte, les *guerrilleros* ne pouvaient plus justifier leur présence massive.

Josep Mas i Tió et son groupe maintinrent encore la pression en Cerdagne. Mas, communiste presque en rupture de ban et catalaniste était un « franc-tireur ». Son projet d'occuper l'enclave de

¹ ADPO, 31 W 32, télégramme du maire de Formiguères au préfet, 16 janvier 1945 ; lettre du préfet à l'intendant militaire des Pyrénées-Orientales, 16 janvier 1945 ; lettre du lieutenant-colonel Dominique Cayrol chef de la subdivision militaire des Pyrénées-Orientales au préfet 10 janvier 1945 ; lettre de Dominique Cayrol au général commandant la frontière des Pyrénées, Toulouse [il s'agit du général Collet], 10 janvier 1945.

² En particulier celui de Pierre Imbern (Err, 27 août 2004) ; BLANCHON, *op. cit.*

³ Ainsi, les contrôles inopinés d'identité sur les routes par des GE en armes de Cerdans parfois investis de fonctions municipales.

⁴ Michel Aris (1905-1973), propriétaire à Sainte-Léocadie et minotier à Err. Notable politique cerdan, de la droite modérée. Il fut maire de Sainte-Léocadie (1935-1939 ; 1943-1973), élu conseiller d'arrondissement du canton de Saillagouse en 1937 ; conseiller général de Saillagouse (1951-1973). Les GE pouvaient connaître les sympathies franquistes qu'il avait publiquement manifestées pendant la Guerre civile. Cf. notice biographique (André BALENT) à paraître in *Nouveau dictionnaire des biographies roussillonnaises*, I a, 2010.

⁵ ADPO, 31 W 32, note (s.d. : fin 1944 ou début 1945) sur les réquisitions des « maquis espagnols » à Sainte-Léocadie et à Err (Cerdagne).

⁶ ADPO, 31 W 32, lettre au préfet des Pyrénées-Orientales, 21 mars 1945.

Llivia afin d'y installer le Gouvernement de la République espagnole en exil aboutit à sa mort tragique à Osséja le 17 mars 1946¹.

Malgré les accords avec les Français, des *guerrilleros* d'obédience communiste, mais aussi anarchistes (ces derniers n'ayant en aucune façon conclu d'accord avec les autorités de leur pays d'accueil), pénétrèrent clandestinement en territoire espagnol depuis la frontière pyrénéenne jusqu'aux années 1950 et même au delà pour certains francs-tireurs libertaires. Mais le franquisme conforté par la conjoncture de la guerre froide put marginaliser progressivement cette lutte armée résiduelle désormais sans avenir.

André BALENT

ERRATUM :

Dans la biographie d'André Héroult parue dans le n° 13 du *Midi Rouge*, (pp. 9-12) il fallait lire à la p. 9 :

- À la première phrase après le chapeau, « *le dernier des trois enfants* » au lieu de « *le deuxième des trois enfants* ».

ANDRÉ BALENT & NICOLAS MARTY
(*coordinateurs*)

**CATALANS DU NORD ET LANGUEDOCIENS
ET L'AIDE À LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
(1936-1946)**

**ACTES DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES DE L'ASSOCIATION
MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON, PERPIGNAN, COUVENT
DES MINIMES,
7 FÉVRIER 2009**

**Avec la participation de la Direction de la Culture de la
Ville de Perpignan et du Centre de recherches
historiques sur les sociétés méditerranéennes
(CHRISM) de l'Université de Perpignan *Via Domitia***

Ouvrage collectif

***Presses Universitaires de Perpignan*
Ville de Perpignan, Direction de la Culture**

Prix : 22 € + frais d'envoi. Envoyez vos demandes à André Balent, 29, rue du Vélodrome, 66100-PERPIGNAN. Courriel : cat-ab-balent@wanadoo.fr

¹ Le récit et les circonstances de cette mort violente in BALENT, *op. cit.*, 2005, pp. 96-97.

RÉINVENTER LA GAUCHE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les célébrations et commémorations organisées à l'occasion du 40^e anniversaire de Mai 1968 ne sauraient faire oublier que depuis la Libération, la gauche française ne fut pas sans connaître un nombre certain de projets de rénovation ou de tentatives de ruptures avec les modèles organisationnels et idéologiques traditionnels.

Depuis la restauration de la République, avant même la transformation des institutions, de nouvelles organisations politiques ont tenté de battre en brèche le quasi-monopole du PCF et de la SFIO sur la gauche en proposant de nouvelles formes de militantisme.

En Languedoc-Roussillon, la suprématie partisane de la SFIO et du PCF s'inscrit toute à la fois dans un phénomène de longue durée, structurel, la primauté électorale de la SFIO, surtout, sur les autres organisations politiques, durant la III^e République (Parti républicain-socialiste, UDSR, Jeune République et même SFIC) que de façon conjoncturelle comme le reflux du Parti radical suite à la Deuxième Guerre Mondiale.

C'est notamment au cours des années 1950 que plusieurs tentatives essaient de créer un nouvel espace partisan entre les deux grands partis. Issues de la Résistance, de la gauche chrétienne, du troskysme, déçues du communisme ou du socialisme, ces tentatives connaissent un succès mitigé d'un point de vue électoral alors qu'elles restent une formidable école de formation pour cadres politiques.

Malgré l'introduction de nouveaux référentiels et la mobilisation de nouveaux enjeux politiques, ces nouvelles organisations (PSU 1^{er} et 2^e générations, PSA, UGS, MLP, CAP, UGS, CIR puis plus tard MIVOC ...) ne peuvent battre en brèche l'emprise électorale des partis classiques. Ce constat n'est pas uniquement valable pour le seul champ politique. Qu'il s'agisse du syndicalisme ou du monde associatif, nombre de projets s'inscrivent dans les mêmes perspectives, avec un succès plus ou moins significatif.

Organiser un colloque sur cette histoire, c'est avant tout de tenter de comprendre les logiques de ses mobilisations, leur capacité à faire évoluer « les lignes » du débat politique tout en tentant de mesurer ce que furent les stratégies communiste et socialiste face à l'émergence de ces nouvelles offres idéologiques.

S'intéresser à ces nouvelles dimensions de mobilisation politique en Languedoc, c'est aussi interroger un espace politique particulier où la gauche est électoralement dominante, à l'occasion du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1965 ou du vote sur le référendum de 1969, a contrario du modèle national.

Mais c'est aussi mesurer que Mai 1968 est aussi l'héritier de ces tentatives d'émergence d'une nouvelle gauche. Les nouvelles approches sociétales et idéologiques qui émergent après cette date ne peuvent en effet être analysées qu'au regard des mobilisations de deux décennies antérieures qui ont permis leur structuration.

Les études sur cette « nouvelle gauche » se multiplient actuellement, c'est pourquoi il a semblé que les étudier dans un espace politique ancré à gauche permettrait de mettre en relief les apports et les faiblesses de ces tentatives de refondation sur la gauche française.

Olivier DEDIEU